



Das
Bundesarchiv

Daniela Münkel [Éditeur]

LA SÉCURITÉ DE L'ÉTAT

UN LIVRE SUR LA
POLICE SECRÈTE DE LA RDA

«Aucun organe de la RDA n'a des tels moyens pour soutenir le parti, l'aider et lui donner des indications sur les méthodes à utiliser », a déclaré le chef de la Stasi Erich Mielke en 1960 sur le rôle du ministère de la Sécurité de l'État (MfS) dans la dictature de la RDA.

À l'aide de la police secrète, le bouclier et le glaive du parti, le SED a mené, pendant quarante ans, une guerre civile froide contre sa propre population.

Ce livre de lecture sur la Sécurité de l'État offre un aperçu complet des aspects importants de la dictature en RDA et de sa police secrète.

L'éditrice

La professeur Daniela Münk est directrice de la recherche des archives des dossiers de la Stasi, où elle est, entre autres, rédactrice en chef de la série d'éditions « La RDA sous l'œil de la Stasi. Les rapports secrets aux dirigeants du SED de 1953 à 1989 » [Die DDR im Blick der Stasi. Die geheimen Berichte an die SED-Führung 1953 bis 1989].

Daniela Múnkel [Éditeur]

LA SÉCURITÉ DE L'ÉTAT
UN LIVRE SUR LA POLICE SECRÈTE DE LA RDA

Daniela Mönkel [Éditeur]

LA SÉCURITÉ DE L'ÉTAT

UN LIVRE SUR LA
POLICE SECRÈTE DE LA RDA

Mentions légales

Archives fédérales

– Archives des dossiers de la Stasi –

Division communication et savoir
10106 Berlin (Allemagne)

Éditeurs d'images:

Heike Brusendorf, Roger Engelmann, Bernd Florath,
Daniela Mönkel, Christin Schwarz

Mise en page:

Pralle Sonne

Les opinions exprimées dans cette publication reflètent exclusivement les opinions des auteurs. L'impression et l'utilisation publique ne sont autorisées qu'en indiquant l'auteur et la source, ainsi que dans le respect de la loi sur les droits d'auteur.

Frais de protection: 5 euros
Berlin 2021

ISBN 978-3-946572-55-8

Une version de cette publication en PDF est
disponible pour téléchargement gratuit sous:
urn:nbn:de:0292-97839465725589

Contenu

- 8** Roland Jahn
Préface
- 10** Helge Heidemeyer
Le ministère de la Sécurité de l'État et ses rapports avec le SED
- 20** Daniela Münkel
Les ministres de la Sécurité de l'État
- 29** Jens Gieseke
Être un Tchékiste que cela signifiait-il ?
- 40** Bernd Florath
Les employés non officiels
- 52** Christian Halbrock
Le terrain de la Sécurité de l'État de la RDA à Lichtenberg
- 61** Roger Engelmann, Georg Herbstritt, Walter Süß
Le MfS et ses organes socialistes frères
- 69** Ilko-Sascha Kowalczyk
Le quotidien en RDA et le MfS
- 77** Christian Halbrock
Non-conformité, refus, protestation, résistance et opposition
- 86** Jutta Braun
« Joueur non officiel » – Mielke et le sport
- 94** Daniela Münkel
Le système de rapport de la Sécurité de l'État de 1953 à 1989

- 104** Arno Polzin
Contrôle et surveillance postale, téléphonique et radio
- 113** Roger Engelmann
La Sécurité de l'État et la justice pénale
- 122** Tobias Wunschik
Les centres de détention en RDA
- 130** Daniela Münkel
La Sécurité de l'État et les frontières
- 139** Georg Herbstritt, Elke Stadelmann-Wenz
Travail à l'ouest
- 152** Roger Engelmann
Le secteur de la « coordination commerciale »
- 160** Jan Philipp Wölbern
Le rachat de liberté de détenus de la RDA
- 167** Walter Süß
La phase finale du MfS
- 176** Roger Engelmann
Sécurisation et ouverture des dossiers de la Stasi
- 184** Günter Bormann
L'utilisation des dossiers de la Stasi pour les poursuites pénales
- 194** **Annexe**

PRÉFACE

Roland Jahn

Un livre sur la Sécurité de l'État – peut-il y en avoir un ? Le format et les faits ne semblent pas aller ensemble. Ce n'est pas un conte de fées, en définitive, que nous voulons raconter sur la police secrète de la RDA. Alors pourquoi un livre sur la Sécurité de l'État ? Parce que notre invitation à lire est très sérieuse. C'est pour cette raison que les textes sont courts, écrits de manière bien lisible, et pourtant fondés sur des faits issus de recherches. Nos auteurs apportent leurs décennies de réflexion sur le sujet de la Sécurité de l'État dans la dictature du SED et veulent le transmettre à un large public.

Ils ont choisi des aspects centraux de l'histoire du ministère de la Sécurité de l'État (MfS) et de son activité en RDA de 1950 à la fin de 1989. C'est ainsi qu'a vu le jour un voyage dans les abîmes d'un État de surveillance, une dictature où l'espionnage en masse de sa propre population et la persécution des dissidents ont persisté pendant quarante ans.

Comment a-t-elle donc fonctionné, la Stasi ? Le livre décrit le travail des employés titulaires de la Stasi jusqu'à ses ministres, passe au crible

l'action d'une armée d'employés non officiels (IM) et visite les lieux où la police secrète opérait, de la centrale de la Stasi à Berlin jusqu'aux centres de détention. Dans ce livre, l'opposition et la résistance trouvent également leur place, ainsi que la fin de la Sécurité de l'État à la suite de la Révolution pacifique de 1989, et la sécurisation et l'ouverture des dossiers à la société.

Le livre sur la Sécurité de l'État doit être une offre qui permet de s'informer de manière rapide et compacte sur les mécanismes de domination en RDA. Et c'est une occasion pour aiguïser ses sens. En abordant comment les droits de l'Homme ont été concrètement réprimés, se trouve la chance de reconnaître leurs valeurs pour notre société aujourd'hui.

Comprendre la dictature – façonner la démocratie.

Roland Jahn

[Le Commissaire fédéral des dossiers du Service de la Sécurité de l'État de l'ancienne République démocratique allemande 2011-2021]

LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ DE L'ÉTAT ET SES RAPPORTS AVEC LE SED

Helge Heidemeyer

Le ministère de la Sécurité de l'État s'est voulu comme «le bouclier et le glaive du parti». La devise du MfS est remarquable: Elle ne fait pas référence au peuple, à l'État ou à la Constitution; c'est au parti qu'elle se réfère. C'est-à-dire le parti qui dominait l'État depuis 1968, qui avait autant ancré sa suprématie dans la Constitution de la RDA, le Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED). L'objectif de la tâche de la Sécurité de l'État était d'assurer la domination du parti unique et de stabiliser le système de domination dans son ensemble – sachant que la fin justifiait largement les moyens.

Quelle était, concrètement, la relation entre le SED et la Sécurité de l'État? Le parti était-il le donneur d'ordre de la police secrète ou travaillait-il en général sans contrôle, selon ses propres priorités et sa propre initiative? Formait-il donc «l'État dans l'État qui prenait même le contrôle des membres du parti», selon la description de la Stasi de Egon Krenz en 1990 à la table ronde?¹

1 Cf. Thaysen, Uwe [éditeur]: Der Zentrale Runde Tisch. Wortprotokolle und Dokumente. Vol. 2, Wiesbaden 2002, p. 502 s.

Si le statut établi le 6 octobre 1953 stipulait que «les décisions et les directives du ZK et du Politburo sont à la base des activités du Secrétariat d'État pour la Sécurité de l'État»², la subordination de la Sécurité de l'État aux plus hauts organes du parti était clairement définie. Cette disposition confirmait la nouvelle forme du statut de 1969.³ Le fait qu'un organe de l'État soit placé sous l'autorité des organes du parti ne peut plus étonner après cette introduction sur la position et la confiance en soi du SED. La ligne politique générale du MfS venait du parti.

Cette relation était toutefois recouverte par l'influence des instructeurs soviétiques, surtout dans les premières années. La puissance occupante soviétique a non seulement fourni la structure et l'orientation idéologique et pratique de la nouvelle police secrète, selon le modèle de sa propre police secrète, mais elle a également dirigé, au travers d'un grand nombre d'instructeurs, leurs activités politiques et opérationnelles – tant à la centrale à Berlin que dans les Länder. Les Soviétiques exerçaient leur influence principalement dans la politique des ressources humaines, appelée politique des cadres, et ont initié de nombreuses activités de l'appareil. La propre structure de direction de la Stasi restait, en conséquence, directe, peu formée. La direction allemande du MfS a cependant été tenue responsable de ne pas avoir identifié et combattu, de manière adéquate, l'insurrection du 17 juin 1953 – un événement qui allait devenir le spectre permanent pour la direction de la RDA. Une réorganisation personnelle et structurelle en a été la conséquence. Les Soviétiques déterminaient, à leur tour, la réorientation de fond de la Sécurité de l'État qui consistait en une concentration accrue du travail à l'ouest. Avec Ernst Wollweber, ils imposaient leur candidat idéal en tant que directeur et restaient présents, avec leurs conseillers, dans chaque unité de l'appareil. La direction politique de la RDA savait néanmoins jouer de la situation en s'assurant formellement, au travers du Politburo dont Walter Ulbricht était la tête, le contrôle direct de la police secrète. L'influence déterminante du grand frère n'a pris fin que lorsque Ulbricht a réussi à obtenir le remplacement de Wollweber, qui le gênait, par Erich Mielke, le second homme jusque-là, en 1957, et que

2 Engelmann, Roger; Joestel, Frank [arrangeur]: Grundsatzdokumente des MfS (MfS-Handbuch). Berlin 2004, doc. 11, p. 61-63.

3 Cf. ibidem, doc. 29, p. 183-188.

l'Union soviétique retirait un grand nombre de ses conseillers de la RDA, en 1958.

Ainsi les deux ruptures dans le développement du rapport entre la sécurité de l'État et le SED, sont marquées par le 17 juin 1953 et le changement à la tête de Wollweber pour Mielke. Durant ces années, jusqu'en 1953, sous la direction du premier ministre de la Sécurité de l'État, Wilhelm Zaisser, les fonctions de parti et de gestion étaient directement liées à sa personne. Le ministère était déjà subordonné aux organes supérieurs du parti. Mais comme Zaisser était lui-même le membre responsable de la Sécurité de l'État au Politburo du SED, cette construction manifestait l'auto-contrôle de la Sécurité de l'État. Zaisser avait compris comment utiliser les relations de manière à ce que tout aperçu des activités opérationnelles reste largement bloqué pour le parti.

En conséquence, la grogne qui accueillait cette construction et Zaisser, du côté du parti, était énorme après le 17 juin 1953. Le ministre était alors remplacé quatre semaines après l'insurrection, et exclu du parti six mois plus tard. Le ministère de la Sécurité de l'État était déclassé dans un Secrétariat d'État et intégré au ministère de l'intérieur. Le nouveau chef, le secrétaire d'État Wollweber, n'était pas membre du Politburo – ce qui ne changeait qu'avec la nomination à ce comité supérieur, en 1971, de Mielke, presque 20 ans plus tard. La Sécurité de l'État était limitée dans son autonomie et son statut, et également intégrée plus fortement dans la hiérarchie de l'appareil de domination. Deux comités de contrôle nouvellement créés servaient notamment à cette fin, à savoir la division des questions de sécurité du ZK du SED, et la Commission de sécurité du Politburo, tous deux directement dirigés par Ulbricht au début. La politique des cadres, d'une part, et l'instruction de la Sécurité de l'État, d'autre part, devaient ainsi être assurés par la tête du parti. Avec cette modification organisationnelle, l'organe d'État appelé la Sécurité de l'État était encore plus étroitement et plus directement lié au SED et au chef du parti. Cela subsistait même quand les tâches de la Commission de sécurité étaient transmises au Conseil national de la défense (NVR) en 1960, qui, lui, devait instruire et contrôler tous les organes armés de la RDA.

Même après cette réorganisation, les tiraillements, causés par la rivalité entre Ulbricht, d'une part, et Wollweber, soutenu par Moscou, d'autre



**Emblème du ministère
de la Sécurité de l'État**

BArch

part, continuaient entre le Parti et la Sécurité de l'État.⁴ Ils tenaient même après le changement à la tête de la sécurité de l'État pour Erich Mielke qui, lui, était « un ministre de la Sécurité de l'État aussi génial que le chef du parti »⁵. Il est évident que le MfS et le SED tentaient chacun d'élargir leur terrain respectif au travers d'une lutte de pouvoir sous-cutanée : Dans les années 1960/61, l'effort de la Sécurité de l'État pour s'ancrer de façon étendue dans les appareils du parti et de l'État, afin de déceler les abus et de contribuer à leur élimination, est nettement reconnu. Cette dernière devenait active, à ces fins, de manière bien indépendante et sans mandat. Du point de vue du MfS, les défaillances ont persisté malgré ces efforts, de sorte que lors d'une réunion du corps les 13 et 20 décembre 1961, le colonel Herbert Weidauer, chef de la section principale III, estimait que « nous ne contrôlons pas encore suffisamment tout ».⁶ Cela concernait en particulier l'économie nationale, mais en avril 1962, Mielke demandait à ce que la politique de l'encadrement soit elle aussi davantage soumise

4 Cf. Süß, Walter : Das Verhältnis von SED und Staatssicherheit. Eine Skizze seiner Entwicklung. Berlin 1997, p. 9 s.

5 Engelmann, Roger : Diener zweier Herren. Das Verhältnis der Staatssicherheit zur SED und den sowjetischen Beratern 1950-1959. Dans : Suckut, Siegfried ; Süß, Walter [éditeur] : Staatspartei und Staatssicherheit. Zum Verhältnis von SED und MfS. Berlin 1997, pp. 51-72, ici 71.

6 Procès-verbal [Protokoll] ; BArch MfS, SdM, n° 1558, feuille 28.

au contrôle du MfS.⁷ Que le parti ait un avis tout à fait différent et veuille plutôt limiter les activités de la Sécurité de l'État, émane d'une mise au point de la division sur des questions de sécurité du ZK, qui est sûrement à interpréter comme une réponse aux efforts de la tête de la Stasi. Cette dernière a formulé – comme indiqué par un discours de Hermann Matern, membre du Politburo, basé sur ce fondement, – une critique ostensible en deux points principaux sur le fonctionnement de la Sécurité de l'État : a) le MfS outrepasserait ses compétences ; ces limites seraient à respecter particulièrement dans l'appareil de l'État et l'économie nationale. La Sécurité de l'État s'estimerait responsable de tout, et ne prendrait pas en compte, dans ses évaluations, les faits réels. Et b) Il y aurait lors des activités du MfS, nombre d'infractions légales répétées. La liste des écarts était longue : Les exceptions seraient devenues la règle, les arrestations auraient lieu sans mandat d'arrêt judiciaire, les perquisitions sans ordre judiciaire du procureur, le parquet serait, au travers de la pratique de nomination et de relations informelles, bien trop étroitement lié au MfS. En réduisant l'activité de la police secrète, la direction du parti voulait détendre sa relation avec la population, notamment dans les années après la construction du mur. Mais le MfS restait largement peu impressionné et réagissait à peine à de telles critiques, même si elles venaient du donneur d'ordre même. Mais comme aucune proposition concrète n'était faite pour modifier la pratique du travail, il n'y avait aucune raison pour une réorientation fondamentale, a observé le secrétaire de la division du ZK.⁸ Sans instructions concrètes, le MfS était incapable de procéder à un recadrage – un trait qui serait à nouveau visible en 1989.

La lutte pour les domaines de compétences était hargneuse. Toutefois, l'influence de l'appareil du parti, notamment du département des questions de sécurité du ZK et de la Commission de sécurité du Politburo et du NVR, sur la politique des ressources humaines, restait limitée aux têtes du MfS.⁹ Au contraire, dans les années 1960, la Sécurité de l'État – après

7 Cf. Procès-verbal de la réunion du Corps [Protokoll der Kollegiums-Sitzung] du 26/04/1962 annexe 3 ; BArch, MfS, SdM, n° 1560, feuilles 15-25, ici 18.

8 Cf. Suckut, Siegfried : Generalkontrollbeauftragter der SED oder gewöhnliches Staatsorgan? Probleme der Funktionsbestimmung des MfS in den 1960er Jahren. Dans : Le même ; Süß, [éditeur] : Staatspartei und Staatssicherheit, pp. 151-167, ici 155.

9 Cf. Süß, Walter : Politische Taktik und institutioneller Zerfall. MfS und SED in der Schlussphase des Regimes. Dans : ibidem, pp. 249-269, ici 253.



➤ **Le Ministre de la Sécurité de l'État Erich Mielke, le Secrétaire du ZK pour la sécurité Erich Honecker et le chef du parti SED Walter Ulbricht, à la fin des années 1960**

BArch, MfS, SdM/Fo/173

s'être ancrée à grande échelle dans les entreprises de la RDA – étendait son influence encore plus sur l'appareil de l'État en occupant systématiquement l'appareil de contrôle national, le groupe de travail sur l'organisation et l'inspection au sein du Conseil des ministres au travers de ses propres officiers et disposant ainsi d'un organe central de gouvernance.¹⁰ À l'inverse, les instances de contrôle introduites, elles, ne développaient pas tellement d'activités importantes : Le Conseil national de la défense, par exemple, n'a traité, au cours de ses presque 30 ans d'existence, que douze fois des questions de Sécurité de l'État, dont la plupart concernaient des questions de cadres telles que les promotions.¹¹

Le fait que, malgré un contrôle limité, l'activité du MfS s'orientait selon la ligne fondamentale du parti, se laissait observer dans les années 1970. Sous Erich Honecker, la RDA a tenté de faire prévaloir sa reconnaissance internationale en adoptant pour cela les objectifs de la politique de Détente – bien que pas tout à fait volontairement¹². Les méthodes plus ou moins visiblement répressives de sa police secrète y faisaient obstacle et

10 Cf. ibidem, p. 258.

11 <http://www.nationalerverteidigungsrat.de/de/nvr.html>

12 Cf. Suckut, Siegfried : Der DDR-Staatssicherheitsdienst und die Deutschlandpolitik der KPdSU 1969/70. Dans : Les cahiers trimestriels de l'histoire contemporaine 58[2010]3, p. 403-439.

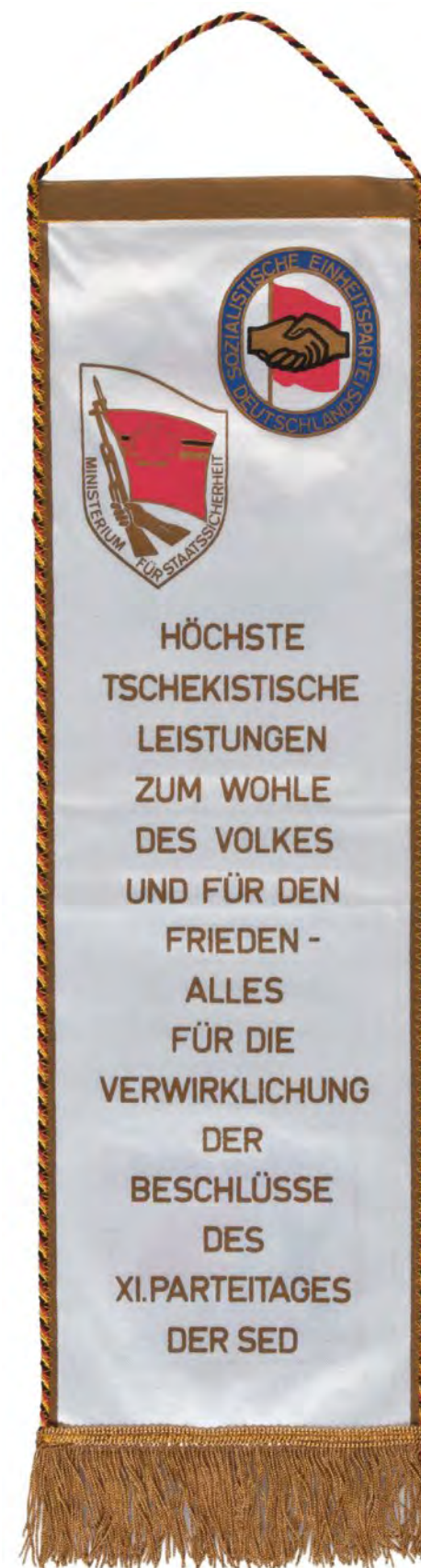
contredisaient publiquement l'approche de cette politique. La Sécurité de l'État était alors obligée de chercher d'autres moyens pour atteindre son objectif de créer ce qu'elle estimait être la sécurité de la RDA. Elle s'est alors mise à des mesures préventives, à savoir notamment la « désorganisation » des groupes de l'opposition, dont l'exploration systématique avec pour but de trouver des leviers pour diviser ces groupes ou neutraliser leur contenu. L'expansion de l'appareil a aussi continué pendant ces années, s'est accélérée, même, en raison de nouveaux besoins tout à fait différents, mais la Stasi restait maintenant en règle générale invisible et opérait dans l'obscurité.

Restait inchangé le fait que les employés de la Sécurité de l'État étaient, presque sans exception, membres du SED. Cela menait à une double subordination des employés à leurs supérieurs, d'une part, et d'autre part, au travers de l'appartenance au parti, à la hiérarchie du SED. Si l'ambition de la Sécurité de l'État est prise au sérieux, les employés étaient ainsi subordonnés de façon double au parti car celui-ci était en effet considéré comme leur donneur d'ordre.

La classification dans la structure du parti d'État se faisait par l'intermédiaire de l'organisation du parti au sein du MfS, qui, elle, effectuait en principe toutes les tâches des organisations opérationnelles du parti dans tous les domaines de l'État.¹³ Les rapports entre les directions du parti et du service restaient détendus car l'imbrication personnelle des deux niveaux au sein du MfS était très étroite. Les employés passaient, pendant leur carrière, d'un secteur à l'autre et faisaient ainsi en sorte que les sphères ne s'affrontaient pas entre elles. Les cumuls des fonctions renforçaient cette forme d'engrenage. Le moment informel des relations personnelles peut être déterminé à tous les niveaux.¹⁴ Sont légendaires les face-à-face que Mielke menait avec Ulbricht, d'une part, et avec Honecker, d'autre part, qui avait, lui, depuis 1958, en tant que secrétaire du ZK pour les questions de sécurité, une position-clé à l'interface entre le parti et la Sécurité de l'État. Ces entretiens confidentiels n'avaient pas de retombées sous forme écrite. Il est cependant évident que les questions

13 Schumann, Silke: Die Parteiorganisation der SED im MfS 1950-1957 [MfS-Handbuch]. 3e édition, Berlin 2002.

14 Cf. aussi Gerick, Gunter: SED und MfS. Das Verhältnis der SED-Bezirksleitung Karl-Marx-Stadt und der Bezirksverwaltung für Staatssicherheit 1961 bis 1989. Berlin 2013.



cruciales, concernant l'interaction entre le parti et le MfS, étaient abordées ici. Mielke rendait compte au secrétaire général et recevait ses instructions. Cet échange direct permettait au chef de la Sécurité de l'État d'influer sur la ligne politique de la gouvernance, du moins dans la mesure où il s'agissait des questions de sécurité. Ce n'est qu'à partir de 1971 qu'une grande influence a démarré avec l'intégration de Mielke au Politburo, ce qui permettait, par exemple, l'accès à des ressources financières importantes. Cela se relève sur le développement des employés ainsi que sur la possibilité de réaliser des projets de construction.¹⁵

Si, en règle générale, les décisions du ZK et les autres décisions officielles du parti étaient « évaluées » selon la tradition léniniste dans les unités du MfS et transposées en directives d'action, les accords informels jouaient également un rôle déterminant dans l'orientation de l'activité de la Sécurité de l'État. Les relations personnelles remplaçaient souvent les rapports institutionnalisés et permettaient des votes et des ingérences déréglés mais efficaces. Cette constatation, telle que décrite ici pour les directions de l'État, du parti et du MfS, peut également s'observer dans les régions. Elle avait deux conséquences importantes: D'abord, la question se posait, en réalité, en ce qui concerne la subordination et la domination du parti ainsi que de la Sécurité de l'État pour cause de ces liens, bien plus rarement que la juxtaposition

15 Cf. Gieseke, Jens: Die DDR-Staatssicherheit. Schild und Schwert der Partei. Bonn 2001, p. 86, et le même: Mielke-Konzern. Die Geschichte der Stasi 1945-1990. Stuttgart 2006, p. 101 s.

des deux hiérarchies laissait présager. Deuxièmement, ces types de liens offraient à la direction du MfS, justement parce qu'ils n'étaient en effet pas formellement réglés, des latitudes de jeu pour exercer son influence, l'accès aux ressources ou la contrainte de son effort permanent, par exemple de placer le parti à l'écart de l'activité opérationnelle.

À cet égard, l'exercice informel du pouvoir du MfS restait cependant défensif, il ne parvenait pas à étendre son champ d'activité au domaine du parti. Depuis la moitié des années 1950 existait l'interdiction d'espionner l'appareil du parti¹⁶, ce qui ne pouvait être brisé qu'avec l'accord du président de la commission de sécurité, c'est-à-dire Ulbricht ou Honecker. Mais le MfS était aussi responsable de la protection de l'ensemble résidentiel du Politburo à Wandlitz. La question de savoir si les concierges¹⁷ placés par le MfS exerçaient uniquement des fonctions de protection reste ouverte. De plus il était déterminé qu'il ne fallait pas, de préférence, recruter des membres du parti comme IM – une réglementation que visiblement aucune partie ne prenait au sérieux, étant donné qu'en 1988 environ la moitié des employés non officiels étaient affiliés au parti.

En dépit des nombreuses tentatives de la Sécurité de l'État d'étendre ses compétences à l'appareil du parti et de se libérer des mécanismes de contrôle habituels, on ne peut qu'approuver le jugement de Suckut concernant l'ingérence factuelle, sa limitation, ainsi que sa perception de soi, selon lequel « le MfS [ne restait] qu'un agent d'exécution zélé, parfois trop zélé, du SED ».¹⁸ Le modèle classique de son activité de police secrète était tel qu'il décrivait des scénarios de menace qui résultaient de sa vision de l'ennemi, pour ensuite y réagir avec ses propres stratégies. En utilisant sa propre logique et sa propre méthode elle remplissait les directives du parti avec lesquelles elle était en conformité. Le parti s'opposait, d'une part, systématiquement aux interventions sur son appareil ou ne les permettait qu'après son accord explicite au cas par cas. D'autre part la critique massive concernant le zèle exubérant du MfS, telle qu'exprimée en 1962, n'est plus inscrite dans les actes après. Le MfS s'orientait

16 Cette interdiction ne concernait que le SED et pas les partis associés (Blockparteien).

17 Régime de prise en charge des membres sortants du Politburo, du Secrétariat du ZK, etc. du 04/04/1983 (Ordnung für die Betreuung von ausscheidenden Mitgliedern des Politbüros, Sekretariat des ZK usw. v. 4.4.1983), point 9. Annexe au protocole du ZK 37/83 ; BArch, MfS, SdM, n° 402.

18 Suckut, dans : Le même ; Süß [éditeur] : Parti d'État et sécurité de l'État, p. 158.

selon les lignes politiques définies par le parti et acceptait ce cadre, mais essayait en même temps d'imposer, dans ce cadre, une autonomie et une indépendance considérables.

Le fait que la Sécurité de l'État attendait de son donneur d'ordre, le parti, l'instruction de la ligne générale, sautait une fois de plus aux yeux à l'automne 1989. Elle ne développait, dans ce processus d'érosion de l'État et du parti, aucune propre perspective, se subordonnait sans résistance à la nouvelle politique de Krenz et attendait, par exemple, en vain les instructions du parti telles que comment lutter contre les manifestants. Mais ses employés étaient alors démotivés par l'apparition de Mielke devant la Chambre du peuple, dans laquelle il a, dans sa maladresse, révélé le ridicule du MfS, tout en concédant qu'il avait été partout présent. Or, le service de Sécurité de l'État n'était plus en mesure de s'opposer à la dissolution. Mais même dans cette situation, la Sécurité de l'État remplissait, une fois de plus, sa fonction initialement évoquée de protection du parti. Elle était « pour une dernière fois le bouclier et le glaive ».¹⁹ En soulignant à maintes reprises, dans les mois suivant l'effondrement de la RDA, qu'ils n'avaient rien su des agissements déloyaux de la pieuvre Stasi, les dirigeants du parti, de Honecker à Gysi, réussissaient à concentrer le débat sur la responsabilité de l'injustice commise en RDA entièrement sur la Sécurité de l'État et de le détourner, de cette manière, du parti et des autres responsables.

19 Märkische Oderzeitung du 27/07/2010, p. 3.

LES MINISTRES DE LA SÉCURITÉ DE L'ÉTAT

Daniela Münkel

Au cours de son histoire, la Sécurité de l'État de la RDA a eu trois chefs : Les deux premiers, Wilhelm Zaisser [*1893] et Ernst Wollweber [*1898], qui ont conduit, chacun, la police secrète est-allemande pendant quelques années seulement. Erich Mielke [*1907], en revanche, n'a pas seulement été ministre pendant 32 ans, mais était déjà un personnage déterminant sous ses prédécesseurs en tant que « second homme ». Il a gravement marqué le MfS. Mais les curriculum vitæ de Zaisser et de Wollweber sont aussi caractéristiques de cet appareil au travers duquel le SED a mené une guerre civile froide contre sa propre population.¹

Bien que Erich Mielke avait 14 ans de moins que Wilhelm Zaisser et neuf ans de moins que Ernst Wollweber, tous trois peuvent être classés

1 Un aperçu des biographies proposent : Müller-Enbergs, Helmut : Wilhelm Zaisser [1893-1958]. Vom königlich-preußischen Reserveoffizier zum ersten Chef des MfS. Dans : Krüger, Dieter ; Wagner, Armin [éditeur] : Konspiration als Beruf. Geheimdienstchefs im Kalten Krieg. Berlin 2003, pp. 32-60 ; Engelmann, Roger : Ernst Wollweber [1898-1967]. Chefsaboteur der Sowjets und Zuchtmeister der Stasi. Dans : ibidem, pp. 179-206 ; Gieseke, Jens : Erich Mielke [1907-2000]. Revolverheld und oberster DDR-Tschekist. Dans : ibidem, pp. 237-263 ; Müller-Enbergs, Helmut e.a. [éditeur] : Wer war wer in der DDR. Ein Lexikon ostdeutscher Biographien. Berlin 2006 ; Engelmann, Roger e.a. [éditeur] : Das MfS-Lexikon. 2 édition, Berlin 2012.

dans la même génération politique. Celle-ci se constituait sur la base de connaissances et d'expériences communes avant 1945, qui ont marqué, de manière déterminante, leur action politique dans la SBZ/RDA [SBZ = zone soviétique d'occupation]. Les trois ministres de la Sécurité de l'État appartenaient ainsi à la génération politique fondatrice de la RDA, et ont, sur la base de leurs propres expériences de guerre, de combat et de persécution, imprimé véritablement leur marque sur la RDA – notamment en ce qui concerne les pratiques de persécution et d'espionnage.

Wilhelm Zaisser, Ernst Wollweber et Erich Mielke provenaient de milieux sociaux différents : Le père de Zaisser était policier à Rotthausen près de Gelsenkirchen, engagé politiquement du côté allemand-national. Zaisser a suivi le séminaire des enseignants, est devenu enseignant et a apparemment partagé, au début, les positions politiques de son père. Le père de Ernst Wollweber était menuisier à la gare municipale de Hannover-Münden et un socialiste pur et dur, ce qui lui a coûté son emploi et a donc entraîné la régression sociale de la famille. Wollweber a grandi dans des conditions sociales précaires, est devenu militant très tôt et marin à l'âge de 14 ans, après avoir terminé l'école publique élémentaire.

Une expérience qu'Erich Mielke, né à Berlin dans un quartier appelé « Roter Wedding » [Wedding rouge] comme fils d'un charron, ne partageait pas avec Zaisser et Wollweber, en raison de son âge, était la cruelle expérience du front pendant la première guerre mondiale. Zaisser, qui était surtout déployé sur le front de l'est, est parvenu au grade de sous-lieutenant de réserve. Les expériences de guerre l'ont conduit à une politisation radicale : En septembre 1919, il a finalement rejoint le KPD [Parti communiste d'Allemagne] et a fait partie de la « direction centrale de l'Armée rouge de la Ruhr [Rote Ruhrarmee] » à Essen pendant le « putsch de Kapp » antirépublicain en mars 1920. Au début de 1921, il a été condamné à quatre mois de détention par un tribunal militaire. En raison de son renvoi du service scolaire, qui en résultait, Zaisser s'est retrouvé privé de sa base matérielle et est devenu employé titulaire pour le KPD en 1921. Il a exercé alors plusieurs fonctions et est devenu, entre autres, membre de la direction du district de la Ruhr du KPD [1923/24]. Outre plusieurs séjours à Moscou, où il a fréquenté l'école militaro-politique de la Komintern, il a été actif, au cours de la période de la République de Weimar, par ordre du service soviétique de renseignement militaire [GRU] au Maroc et en Syrie



Wilhelm Zaisser,
Ministre de la Sécurité
de l'État 1950 à 1953,
27 novembre 1950

BArch image 183-08749-0001, photographe : Heilig

[1926/27], ainsi qu'en Chine [1927-1930]. À partir de 1930, Zaisser a ensuite habité à Moscou, est devenu membre du PCUS en 1932 et a enseigné à l'École internationale Lénine ainsi qu'à l'école militaro-politique.

Ernst Wollweber s'est également radicalisé par l'expérience du front de la Première Guerre mondiale. Il a participé aux Mutineries de Kiel en novembre 1918 et à la fondation du KPD en janvier 1919 dans sa ville natale de Hannoversch Münden. Wollweber est devenu rapidement, comme Zaisser, un dirigeant titulaire du KPD : en 1921, il était 1er Secrétaire du district de Hesse-Waldeck du KPD. La même année, Wollweber partait à Moscou pour y être formé pour le travail dans l'appareil militaire secret du KPD. De retour en Allemagne en 1924, il a été peu après condamné à trois ans de détention par la cours suprême de l'empire allemand pour des activités constituant une haute trahison, mais il a joui d'une libération anticipée en 1926. En 1928, Wollweber a été élu au Landtag prussien et,



Ernst Wollweber, chef de
la Sécurité de l'État de la
RDA de 1953 à 1957, le
5 octobre 1954

BArch, image 183-26755-001, Rudolph

le 6 novembre 1932, au Reichstag. En 1932/33, il a été, en outre, chef de l'organisation du ZK du KPD, ainsi que Gouverneur du Reich du « Einheitsverband der Seeleute, Hafenarbeiter und Binnenschiffer » [l'association de l'unité des marins, dockers et bateliers] de la « Kommunistische Internationale der Seeleute und Hafenarbeiter » [ISH] [Internationale communiste des marins et des dockers]. Après la prise de pouvoir par les nazis le 30 janvier 1933, Wollweber a co-organisé pendant encore quelques mois les activités illégales de résistance du KPD en Allemagne, avant de faire défection pour Copenhague, sur commande de Moscou, en mai 1933 pour y prendre la direction de l'ISH.

Les années de formation politique d'Erich Mielke se sont passées entre Berlin et Moscou. L'appareil du KPD, les batailles de rue entre communistes et nazis, ainsi qu'une formation à l'École internationale Lénine à Moscou [1932-1936] ont été les expériences de vie pour le jeune Erich Mielke. Après un apprentissage en tant qu'expéditionnaire [employé d'une entreprise de transport], il a travaillé dans cette profession jusqu'en 1931. Mais la vie d'Erich Mielke a été dominée par ses activités politiques : En 1921, il est devenu membre de la ligue des jeunes communistes, puis du mouvement de la jeunesse du Rotfrontkämpferbund [Union des combattants du Front rouge][RFB] en 1924, et en 1927, il a finalement rejoint le KPD. Il y a été actif dans l'autoprotection du parti – et a été impliqué, dans cette fonction, à l'assassinat de deux agents de police sur le Bülowplatz à Berlin, le 9 août 1931.² Pour échapper à l'arrestation, Erich Mielke s'est enfui immédiatement en Union soviétique.

La lutte politique du KPD dans la République de Weimar, la stalinisation du parti, les poursuites par l'État de Weimar et la formation en Union soviétique ont été, pour ces trois derniers ministres, des expériences qui ont influencé durablement leur façon d'agir en RDA. Il en va de même pour les expériences pendant la période du nazisme : La fuite, la persécution, l'activité subversive, le sabotage, la guerre et le danger permanent de mort ont façonné leurs mondes d'expérience.

Il est également d'importance que Zaisser et Mielke aient tous deux participé à la guerre civile espagnole, quoique dans des fonctions très

² En octobre 1993, Erich Mielke a été condamné à six ans de prison pour les meurtres des policiers commis en 1931. En 1995, il a joui d'une libération anticipée de la prison.

inégales. Pendant que Zaisser [«général Gomez»] commandait la XIIIe Brigade internationale, puis la base des Brigades internationales d'Albacete, le rôle de Mielke restait subalterne et obscur : En tant que capitaine avec des devoirs de commandement, il était probablement impliqué dans l'épuration des unités de déviationnistes. Wollweber, par contre, n'a participé qu'indirectement à ce conflit en organisant des livraisons d'armes pour le côté républicain.

Zaisser est retourné à Moscou en 1938, où il a travaillé, entre autres, comme rédacteur en chef de la section allemande de l'édition de littérature de langue étrangère [Éditions du Progrès]. De 1943 à 1947, il était employé du ZK du PCUS. En 1947, il est revenu dans la zone de l'Allemagne occupée par l'Union soviétique. Il a même pris en charge plusieurs postes supérieurs, il a été ministre de l'Intérieur et vice-premier ministre du Land de Saxe [1948/49]. Il est ensuite devenu directeur de l'administration centrale de la formation du Ministère de l'intérieur de la RDA [Mdi]. L'expert militaire Zaisser y a été responsable de l'établissement d'unités militaires camouflées, plus tard appelée Kasernierte Volkspolizei [Police populaire casernée], dont était issue, en 1956, la Nationale Volksarmee [Armée populaire nationale].

Mielke s'est, en revanche, occupé de la mise en place de l'administration centrale au sein du Mdi pour protéger l'économie nationale, l'institution précurseuse de la Sécurité de l'État. Mais quand cette dernière a été revalorisée en février 1950 en tant que Ministère de la Sécurité de l'État, les Soviétiques ont imposé Wilhelm Zaisser comme ministre compétent. Erich Mielke a dû, à son regret, rentrer au deuxième rang et est devenu seulement secrétaire d'État. La nomination en tant que Ministre de la sécurité de l'État allait de pair avec la cooptation de Zaisser au Politburo du SED. Toutefois, le mandat de Zaisser a été bien court : Il était déjà congédié en tant que ministre et exclu du Politburo en juillet 1953. Une lutte de pouvoir dans la direction du SED, où il s'était profilé comme adversaire principal contre le chef du parti Ulbricht, se terminait à son détriment. En outre, Ulbricht avait besoin d'un responsable de l'insurrection du 17 juin 1953. Celui-ci était vite identifié : le MfS et son ministre. La Sécurité de l'État était accusée de ne pas avoir anticipé les événements.

Walter Ulbricht aurait alors aimé voir son partisan Erich Mielke à la tête de la Sécurité de l'État, mais les Soviétiques imposaient, à leur tour, leur

candidat Ernst Wollweber. Wollweber avait créé dans les années 1930, par ordre du NKVD soviétique, une organisation de sabotage qui menait à de nombreux attentats sur les navires des Allemands et de leurs alliés. En 1940, il est arrêté en Suède et condamné à une peine de détention. Le prisonnier Wollweber devenait une affaire politique, son cas une machination diplomatique : L'Allemagne nazie exigeait son extradition, l'Union soviétique essayait de l'empêcher. Après que l'évolution de la guerre s'était développée au détriment de l'Allemagne, l'ambassade soviétique s'imposait à Stockholm. Wollweber pouvait partir pour l'URSS.

En mars 1946, il est retourné en Allemagne et a été immédiatement et à nouveau politiquement actif : Il est devenu chef de la direction générale de la navigation dans la SBZ [1947-1949] et, après la création de la



Wilhelm Zaisser et Erich Mielke, au début des années 1950

BArch, MfS, SdM, n° 1917

RDA, a été nommé, le 7 octobre 1949, secrétaire d'État de la navigation au ministère des transports. Certains éléments indiquent que Wollweber a continué, par ordre des Russes, à poursuivre ses activités conspiratives : sous sa responsabilité, des marins semblent avoir été formés comme contrebandiers, espions et saboteurs. En la personne de Wollweber est revenu à la tête de la Sécurité de l'État non seulement un confident intime des Soviétiques, mais aussi un combattant subversif chevronné qui avait montré qu'il vendrait même sa mère si cela comptait pour lutter pour le communisme. Ainsi se passait au sein de la Sécurité de l'État, en juillet 1953, non seulement un changement de direction, mais aussi un changement de stratégie. Ce dernier a mené aux soi-disant « coups concentrés » au travers desquels, de 1953 à 1955, des centaines de dissidents, agissant pour les services de renseignement occidentaux ou d'autres organisations intervenant contre la RDA, ont été arrêtés, dans certaines actions, et condamnés à des peines de détention sévères, certains même à mort. Cette démarche a été encadrée d'une immense campagne de propagande visant, elle, d'une part, à « démasquer » les dissidents du régime et, d'autre part, à améliorer la réputation du MfS au sein de la population de la RDA. Afin de permettre de toujours tenir le parti à jour sur les ambiances de la population et la situation dans le pays, un système de rapport était respectivement mis en place au sein de la Sécurité de l'État.

En 1955, Wollweber commençait – sous impulsion des Soviétiques – à développer énormément l'espionnage extérieur de la Sécurité de l'État, au début au détriment de la surveillance interne. Walter Ulbricht dont l'action politique a été gravement marquée par le traumatisme du 17 juin, ne paraissait pas du tout enthousiasmé par cette redistribution des ressources, mais il devait l'accepter. D'ailleurs les différences politiques avec Wollweber se multipliaient, la principale loyauté de ce dernier valait pour l'Union soviétique. Deux ans plus tard, Ulbricht était assez fort pour imposer ses idées en matière de politique de sécurité. Comme Wollweber lui barrait la route, il a dû partir le 8 octobre 1957 et le partisan d'Ulbricht, Erich Mielke, atteignait là son objectif : maintenant, il était enfin la première personne au ministère.

Mielke, qui, lui, demeurait dans le sud de la France pendant la Seconde Guerre mondiale et qui faisait partiellement des fausses déclarations plus tard à ce sujet, paraissait suspect aux responsables à Moscou. Le délégué



Erich Mielke, ministre de la Sécurité de l'État de 1957 à 1989

BArch, MfS, HA PS/Fo/68

du KGB à Berlin-Est, Evgeni Pitovranov, l'estimait « chafouin et de mauvaise foi ». Après son emploi dans la guerre d'Espagne, il a d'abord été en Belgique par ordre du parti. Après le déclenchement de la guerre, il est demeuré sous une fausse identité dans le sud de la France et a été, sans être reconnu, enrôlé en 1944 dans l'« Organisation Todt », qui réalisait des constructions pour l'armée allemande et la production d'armement. Déjà en juin 1945, Erich Mielke réapparaissait à Berlin et le SED installait l'ancien héros de la gâchette tout de suite en tant que cadre dans la police. Il a commencé en tant que chef de l'inspection de police de Berlin-Lichtenberg et était, déjà en 1946, en tant que 2e Vice-président de l'administration allemande de l'intérieur, chargé de la politique du personnel policier de la zone d'occupation soviétique. Lorsque Staline a autorisé, au tournant des années 1948/49, la création secrète d'un service de Sécurité de l'État en Allemagne de l'est, Mielke, dont les capacités organisationnelles étaient incontestables, était mandaté pour le faire.

Le nom d'Erich Mielke est synonyme de l'appareil méprisant de la Sécurité de l'État de la RDA. Il a marqué le MfS comme personne d'autre – même à son époque de « seconde homme ». C'est lui qui avait marqué de son empreinte la répression dure et la pratique arbitraire des premières années, qui a ensuite conduit à l'expansion constante du ministère, qui a élargi constamment ses domaines de compétence, qui a perfectionné le système d'espionnage, de désorganisation et de persécution et qui a été responsable du fait que le mythe de l'omnipotence et de l'omniprésence de la Stasi s'est consolidé. Mielke était sans doute le fonctionnaire le plus redouté de la RDA. D'autant plus impactante était alors l'apparition embarrassante, tournant au ridicule, de Mielke le 13 novembre 1989, devant la Chambre du peuple de la RDA où il perdait durablement son air terrifiant : il semblait peu compréhensible que des générations de citoyens de la RDA aient eu peur de cette personne.

Le 7 décembre 1989, le dirigeant de la Stasi autrefois si puissant, était arrêté pour « abus de confiance » par le parquet militaire de la RDA. Il est resté, avec peu d'interruptions, en détention jusqu'en octobre 1993. Une procédure a ensuite été engagée contre lui : mais non pas en raison de ses crimes en tant que ministre de la Sécurité de l'État de la RDA, mais pour les meurtres des policiers commis en 1931. Erich Mielke n'a jamais vraiment été tenu responsable de ses machinations en RDA.

ÊTRE UN TCHÉKISTE QUE CELA SIGNIFIAIT-IL ?

Jens Gieseke

Les employés titulaires de la Sécurité de l'État

« Camarades de première catégorie » appelait Wilhelm Zaisser, le premier ministre de la Sécurité de l'État, en 1953, les employés du ministère. Ils s'estimaient une élite au service de la « Dictature du prolétariat ». Cela résultait des critères de sélection spécifiques, du prestige élevé en l'esprit officiel du régime du SED et des domaines d'intervention mystérieux. Les employés du MfS aimaient extérioriser leur aura d'omnipotence. Leur arrogance et leur arbitraire achoppaient les persécutés directs, surtout pendant les interrogatoires et en détention provisoire. Ils avaient une réputation indécente et angoissante pour de grandes parties de la population. La sélection du personnel pour l'appareil secret s'effectuait selon des règles strictes : L'initiative devait être lancée par la Stasi. Qui postulait de sa propre initiative, était soupçonné d'être un espion hostile. Être fidèle à la ligne politique et le repli sur soi dans les activités de service secret étaient les principaux critères – être membre du SED était en effet obligatoire. De crainte de l'intrusion de renseignements hostiles, les employés, ainsi que leurs familles, n'étaient pas autorisés à entretenir des liens personnels avec l'ouest. S'il y avait des proches dans l'ouest, le contact devait être arrêté.

Das soll Dein Weg zu uns sein!

Berufsvorbereitung

Einstellung

7. Klasse

Treffe hier schon Deine Vorentscheidung!

Stelle einen formlosen Antrag über Deinen Klassenleiter!



8. Klasse

Entscheidest Du Dich endgültig, erkläre Deine Bereitschaft gegenüber dem MfS und fülle den Bewerbungsbogen aus!



9. Klasse

In der 9. Klasse wird Dir mitgeteilt, ob Du aufgrund Deiner Leistungen und Verhaltensweisen Bewerber des MfS werden kannst.



10. Klasse und Berufsausbildung Berufsausbildung mit Abitur EOS

Die 10. Klasse und Berufsausbildung öffnet Dir den Weg als Berufsunteroffiziersbewerber.

Die Berufsausbildung mit Abitur bzw. der Abschluss der EOS sind Grundlage für Dich, Berufsoffiziersbewerber zu werden.



Dienst im MfS

Berufs-
unteroffizier
Berufs-offizier



En ce qui concerne sa recherche de relève, la Sécurité de l'État s'appuyait surtout sur son entourage proche: dans les années 1950, de nombreux jeunes employés sortaient de la Volkspolizei ou des fonctions titulaires du SED et de la FDJ. Depuis les années 1960 et 1970, le MfS puisait de moins en moins son besoin infini en personnel de la « classe ouvrière ». Plus de la moitié de la relève employée étaient des enfants de fonctionnaires: Leurs parents travaillaient au MfS ou, par exemple, à la Volkspolizei, à la Nationale Volksarmee et dans l'appareil titulaire du parti SED. De plus, les officiers cherchaient du regard dans les entreprises et les établissements qu'ils avaient à surveiller ou dans le milieu de vie de leurs employés non officiels. Dans les années 1980, la sélection commençait déjà dans les 7e classes d'écoles. La rémunération des employés du MfS était bien au-dessus de la moyenne en RDA; des possibilités d'achats spéciaux et d'autres privilèges s'y ajoutaient.

Croissance sans frontières ?

Au cours des décennies, l'appareil d'employés titulaires du ministère de la Sécurité de l'État voyait une croissance considérable de ses effectifs. En fin de compte, il arrivait à environ 91 000 employés (31 octobre 1989) et représentait ainsi – en comparaison avec le nombre d'habitants – sans problème le plus grand appareil secret de sécurité du monde. Pendant qu'en RDA, on comptait un employé titulaire du MfS pour 180 habitants, on en comptait, par exemple en URSS, presque 600 par employé titulaire du KGB. En 1956, l'appareil du MfS atteignait déjà un niveau d'effectifs d'environ 16 000 employés. La croissance était la plus puissante entre 1968 et 1982. Un programme de défense à grande échelle en était la base, contre les impacts de la Détente: les familles de la République fédérale pouvaient de nouveau entrer en RDA; les correspondants rapportaient, dans les médias de l'ouest, de Berlin-Est; les jeunes de l'est et de l'ouest entraient en correspondance par lettre. Du point de vue du SED, les influences de la « diversion politico-idéologique » de l'ennemi de classe ouvrière guettaient partout. La Sécurité de l'État tirait sa révérence en tant que panacée antidote utilisant surveillance et persécution. Toute pulsion spontanée et divergente devait, si possible, être empêchée.

La situation spéciale de « socialisme dans un demi pays » poussait donc le SED et la direction du MfS à cette énorme expansion de l'appareil. Depuis les années 1960, seulement une partie relativement petite s'occupait encore de persécuter les opposants ou de surveiller les auteurs et les églises critiques, tandis que la surveillance de masse exubérante et la bureaucratie créée pour cette dernière demandaient un nombre croissant de ressources humaines. Soit les contrôleurs de passeports à la frontière soit les vendeuses dans les habitations résidentielles du Politburo à Wandlitz – ils appartenaient tous à l'ensemble très ramifié du MfS. Dès 1983, Mielke ne pouvait développer l'appareil que marginalement parce que la crise des finances publiques de la RDA assignait des limites également au MfS.

Tchékistes

Les employés titulaires de la Sécurité de l'État s'estimaient des « Tchékistes ». Ils continuaient ainsi la tradition de la police secrète russe Tcheka fondée en 1917 par les bolchéviks (Commission extraordinaire pour la répression de la contre-révolution et du sabotage). Du cru de son



Matériel pour le recrutement de relève

BArch, MfS, HA KuSch,
n° 33038, tableau 8



Un employé de la Stasi observant la veille à l'église de Zion à Berlin en novembre 1987

Robert Havemann-Gesellschaft, Fo HAB 10055, photo: Siegbert Schefke



Le colonel Siegfried Ratazick, chef de la division XIV (détention préventive et pénale), dans son bureau d'administration suite à une cérémonie de décoration, en 1978

BArch, MfS, HA IX/Fo/ 240, image 32

premier président Félix E. Dzerjinski est transmise la maxime révolutionnaire-transfigurant des employés du MfS: « Seul un personnage qui garde la tête froide, le cœur brûlant et les mains propres peut être Tchékiste. » Sous Staline, la police secrète devenait un instrument de terreur de masse dont des millions auxquels on attribuait d'être des « ennemis du peuple » et « espions fascistes » étaient la proie.

Comme il n'y avait pas de fonctionnaires en RDA, presque tous les employés du MfS étaient formellement des militaires de carrière avec un grade respectif. L'exception la plus importante était constituée par les engagés du régiment de garde « Félix E. Dzerjinski ». Pour eux s'appliquaient des critères de sélection moins strictes. Ils ne se saisissaient pas du



travail de renseignement et étaient surveillés par le MfS même. Seulement une moindre partie des engagés était absorbée par le service normal du MfS. Un groupe spécial était, à la fin, formé par les environ 2 200 officiers en mission spéciale (OibE). Ils travaillaient dans l'obscurité sur des « positions sécuritaires pertinentes » par exemple en tant que délégués de sécurité dans des grandes entreprises, à des positions d'autres organes armés comme l'administration douanière ou la Volkspolizei, ou comme résidents de renseignement dans les représentations à l'étranger de la RDA.

Regards internes

À la tête de l'appareil se trouvait dès sa création en 1950 un noyau dur de cadres communistes clandestins. Les combats de rue et en salle pendant la République de Weimar, la résistance contre le nazisme dans l'illégalité, la détention en pénitencier et le camp de concentration, l'émigration en Union soviétique, les expériences militaires pendant la Guerre civile espagnole, les emplois en tant que partisans et agents pendant la Deuxième Guerre mondiale – tout cela était des étapes typiques de la vie des premiers agents de la police secrète de la RDA avant de commencer, dès 1945, à établir la police de la Zone d'occupation soviétique selon leurs idées communistes. Quelques-uns d'entre eux marquaient l'atmosphère de l'appareil

jusqu'aux années tardives, en tête de tous, le ministre en exercice depuis 1957, le général de l'armée Erich Mielke [1907-2000]. Il avait fusillé, en 1931 à Berlin, deux agents de police et s'était ensuite enfui en Union soviétique. Toute sa vie il restait un staliniste convaincu, comme le montrait par exemple un enregistrement sur bande magnétique de 1984: « Si on n'était maintenant pas ici en RDA [...] si j'avais la chance de faire comme en Union soviétique, je ferais fusiller quelques-uns. Licéité révolutionnaire [...] et non pas engager une procédure, c'est [ce] que je voulais dire. »¹

Mais comme il n'existait que quelques centaines de ces vieux communistes, c'était surtout des jeunes hommes qui entraient dans l'appareil. Ils étaient marqués par la Hitlerjugend [Jeunesses hitlériennes] et la guerre et débutaient, après 1945, au travers de la Freie Deutsche Jugend [FDJ Jeunesse libre allemande], à la Volkspolizei. La plupart d'entre eux provenaient de conditions « prolétariennes » avec une simple formation scolaire élémentaire. Les vieux communistes représentaient pour eux des grands modèles. L'adjoint de Mielke postérieur, Rudi Mittig [1925-1994] se rappelle :

« Il s'agissait de contribuer à la protection de la nouvelle république. Qu'il y avait suffisamment d'ennemis, tout le monde le savait. [...] Je considérais le recrutement pour le ministère de la Sécurité de l'État comme preuve pour la confiance. [...] Bien sûr se posait la question : à qui je me subordonne ? Mes anciens supérieurs, et je tiens à souligner qu'ils étaient supérieurs militaires, étaient sans exception des résistants anti-fascistes qui avaient participé, eux, à la Guerre d'Espagne, au combat de l'Armée rouge contre le fascisme, qui avaient été en camps de concentration. Tous des personnages qui avaient, de manière active, lutté contre le fascisme auxquels je prêtais, en ce qui concerne leurs vies, leurs activités contre le fascisme, toutes leurs personnalités, entièrement confiance. [...] Ils avaient – à l'inverse de moi-même – fait leurs preuves dans la période du fascisme. »²

Pour cette génération l'endoctrinement par l'idéologie de Staline du « durcissement constant de la lutte des classes » était marquant, ainsi

1 Citation selon : Walther, Joachim [éditeur] : Mielke – ein deutscher Jäger. CD audio. Munich 1995.

2 Rudi Mittig, dans : Riecker, Ariane ; Schwarz, Annett ; Schneider, Dirk : Stasi intim. Gespräche mit ehemaligen MfS-Angehörigen. Leipzig 1990, p. 166-168.

que les expériences quotidiennes dans l'appareil : la recherche d'agents présumés ou réels des « organisations d'ennemis » de l'ouest, les arrestations et les interrogatoires nocturnes jusqu'à l'aveu, le sentiment de pouvoir illimité. Cela permettait également de dissimuler la faible culture générale et le manque de connaissances en criminalité. Erich Mielke demandait en 1952-1952 :

« Il me semble qu'il est important que ce camarade, qui ne sait peut-être pas écrire, sache comment vaincre et ce qu'il faut faire pour détruire ses ennemis. Examinons alors une fois d'après comment certains savent écrire de manière formidable et qu'ils peuvent s'exprimer merveilleusement et puis vérifions combien d'ennemis ils ont détruit. [...] Il est donc nécessaire d'inculquer aux gens la foi dans la victoire pour qu'ils soient capables de vaincre. »³

Pour les enfants des fonctionnaires des années postérieures, le monde des Tchékistes se montrait un peu différent. Andreas K., recruté en 1978, se rappelle :

« J'ai connu le MfS par mon père. Il était chef de bureau d'arrondissement et je peux dire qu'il avait un collectif de travail où ils étaient vraiment tous à l'écoute l'un de l'autre. Ça m'en a en principe imposé et aussi motivé, déjà comme garçon. Les familles y étaient intégrées, nous enfants jouions ensemble, on s'y sentait en sécurité, aussi en tant qu'adolescent. Après mon apprentissage, je débutais ma carrière dans le centre de détention provisoire au sein de l'administration du district de Halle pour tout de suite apprendre à connaître l'ennemi, personnellement. [...] La seule chose où j'avais cependant eu des problèmes, c'était que je n'y trouvais pas ce sentiment de sécurité dont j'avais l'habitude dans le service d'arrondissement de mon père et de ses camarades. C'est là que commençaient les premiers conflits parce que j'y rencontrais aussi des gens qui voulaient simplement l'argent de la Sécurité de l'État. »⁴

La Sécurité de l'État restait toujours une alliance militante pour hommes. Les femmes restaient, à un taux de moins de 20 pour cent, toujours une minorité dans l'appareil, abonnées surtout aux professions

3 Direction du district du SED, procès-verbal sur la session d'activation du parti d'arrondissement le 28-01-1953 ; BArch MfS, KL-SED, n° 570, feuille 24.

4 Kalau, Gisela : Stasi-protokolle. Francfort/M. 1992, p. 155.



Mielke nomme des cadres supérieurs du MfS en générale de division, 03/10/1983 ; de gauche à droite Günter Möller, chef DE la HA cadres et formation; Manfred Dietel, 1er adjoint du chef de la HA I [défense militaire]; Erich Mielke, ministre de la Sécurité de l'État; Erich Rümmler, 1er adjoint du chef du groupe de travail du ministre (AGM); Josef Schwarz, chef de l'administration du district de Erfurt

BArch, MfS, SdM/Fo/36, feuille 3

telles que secrétaires etc. Dans l'activité du renseignement elle-même, elles ne jouaient qu'un certain rôle dans l'évaluation d'informations et le contrôle du courrier. Dans les années 1980, s'affaiblissait la volonté des jeunes candidats aux emplois, même du milieu du SED, de se soumettre aux interdictions de contact et aux règles de conduite de l'appareil.

Désengagement ?

En interne, les employés étaient soumis aux exigences de la subordination militaire et se trouvaient sous la constante pression éducative. Le désengagement n'était possible qu'à titre exceptionnel et menait à une surveillance à vie. Les « traîtres » cherchant des contacts avec l'ouest étaient, jusque dans les années 1980, sous le coup de la peine de mort. Le dernier employé du MfS était exécuté en 1981 pour tentative de trahison.

Mais dans les années 1980, la frustration des employés se propageait entre les employés: La RDA glissait encore plus dans la crise; la Sécurité

de l'État ne pouvait, par crainte d'endommager sa réputation, plus employer la manière forte contre les opposants; les détenus politiques étaient souvent « rachetés » par la République fédérale; le nombre croissant de personnes décidées à quitter le pays ne pouvait plus être maîtrisé. Des inquiétudes durables étaient causées, dès 1985, par la politique de réforme du chef d'État et du parti soviétique Mikhaïl Gorbatchev et les déclarations connexes sur la réduction des images d'ennemi Est-Ouest. En 1989, la désorganisation insidieuse interne devenait finalement, face aux manifestations de masse, une vraie impuissance. Quoique armés jusqu'aux dents, les employés du MfS ne résistaient ni contre l'ouverture du mur ni contre l'occupation de leurs postes de service ni – en fin de compte – contre la dissolution complète de leur ministère.



**Char soviétique sur le
Holzmarkt à Jena le
17 juin 1953**

Archives de la ville de Jena



Le matin du 15 juin 1953, les ouvriers du bâtiment de l'hôpital de Berlin-Friedrichshain commençaient la grève. Ils revendiquaient le retrait de l'augmentation des normes ordonnée par le SED. Dix pour cent de travail supplémentaire pour le même salaire n'étaient plus à supporter. Le lendemain, leurs confrères de la Stalinallee se ralliaient aux protestations. Les ouvriers du bâtiment passaient au travers du Strausberger Platz au centre-ville. Devant la maison du gouvernement du SED, ils voulaient demander des explications à Ulbricht ; on lançait un mot d'ordre de grève général.

La fronde des ouvriers berlinois incendiait tout le pays. Le lendemain, les ouvriers faisaient grève partout, les agriculteurs protestaient, le peuple était émeutier. Seuls les chars soviétiques et les cours martiales étaient capables de sauver le règne communiste, le soir du 17 juin. Le droit de la guerre étouffait les protestations soudainement éclatées.

Le SED était gravement bouleversé de cette vague d'indignation, le MfS complètement surpris. Comme la vraie responsabilité de la situation désespérée de la population ne devait pas être désignée, il fallait trouver d'autres coupables : dans ses propres rangs, le SED faisait du chef de la Stasi Zaisser et de Rudolf Herrnstadt, le chef du journal du parti « Neues Deutschland » des boucs émissaires : démis de leurs fonctions et exclus du parti, ils disparaissaient dans l'insignifiance. Le MfS devait dégoter les « organisateurs des provocations » - comme était nommée l'insurrection. Mais le nouveau chef de la sécurité Wollweber

devait, à répétition, concéder que cette mission ne pouvait pas être accomplie. L'allégation que tout un peuple soit acculée à l'insurrection par les services de renseignement et les stations de radio de l'ouest, s'avérait une idée fixe. Néanmoins, même encore en 1954, les porte-paroles des grévistes et les employés des médias, des établissements de recherche et des partis enlevés de l'ouest, étaient condamnés, pendant des procès-spectacles, à des peines de détention de longue date en tant qu'« instigateurs » du 17 juin 1953. La conséquence pour le MfS en était, dès ce moment, de rapporter en continu à la direction du SED tout ce qui se passait dans le pays : des accidents de chemins de fer, des granges incendiées par des agriculteurs indignés jusqu'aux secrétaires du parti qui s'en prenaient une sur le nez dans des bagarres de bistro et aux refus de travailler ainsi que les méchantes blagues que les gens se racontaient sur Ulbricht et consorts.

Bernd Florath

LES EMPLOYÉS NON OFFICIELS

Bernd Florath

Au moins dans ses procédés métaphoriques le MfS semblait, dans ce cas-ci, être de style affirmé: ce qui servait comme « arme principale »¹ pour conduire la guerre civile clandestine, représentait, en même temps, pour « l'organe (organisme) » compétent, « l'appareil respiratoire » qui le reliait à la société combattue: les employés non officiels (IM), ces agents collaborant en cachette avec la police secrète qui dissimulaient ou niaient soigneusement cette relation de conspiration.

Le fait que les employés non officiels du ministère de la Sécurité de l'État représentaient une partie non marginale de la police secrète est particulièrement évident, notamment en ce qui concerne son nombre: à la fin de la RDA, les plus de 91 000 collaborateurs officiels pouvaient compter sur environ le double d'informateurs non officiels. Ils venaient du cœur de la société: des adolescents et des retraités, hommes et femmes, mais ils n'étaient guère sa moyenne représentative. Sous-représentés étaient les

¹ Directive n° 1/79 pour le travail avec les employés non officiels (IM) et les employés sociaux pour la sécurité (GMS). Dans: Müller-Enbergs, Helmut [éditeur]: Inoffizielle Mitarbeiter des Ministeriums für Staatssicherheit. Richtlinien und Durchführungsbestimmungen. 2e édition, Berlin 1996, p. 305.

adolescents, les jeunes adultes jusqu'à 25 ans, d'une part, et les retraités, d'autre part, et seulement 17 pour cent des IM étaient des femmes. Environ la moitié des IM étaient membres du SED, alors que seulement 18,5 pour cent de la population de la RDA au-dessus de 18 ans étaient membres de ce parti.

L'expression de la peur de l'État face à la société

Les IM devaient procurer des informations au MfS, assurer ses activités, opérer dans la société et importuner des individus. Par leur présence, ils couvraient le pays comme une toile d'araignée. Leurs oreilles devaient être omniprésentes. Le SED était bien trop profondément bouleversé le 17 juin 1953 que le peuple – les ouvriers au premier rang – s'élève le pied levé contre le règne communiste et que la police secrète s'avère impuissante et aveugle: elle n'avait pas donné, à la direction du parti, la moindre piste concernant la grogne accumulée.

L'armée d'IM s'agrandissant jusqu'aux années 1980 devait faire face à une répétition: ils devaient dénoncer les moindres signes de grogne, de protestations ou bien de résistance en temps utile. Dans une société sans public, même l'État ne peut pas obtenir des informations fiables. Où la contradiction et la controverse sont punissables en tant qu'hostilité, l'individu ne s'exprime qu'avec la plus grande prudence et cache ses véritables convictions. Pour apprendre ce que les gens pensaient réellement, le MfS devait être présent incognito aux tables de bistro, fêtes de famille, dans les lieux publics et privés et les épier.

L'IM – en pacte secret avec le pouvoir

Même en RDA, il y avait des gens qui en débinaient d'autres auprès des pouvoirs publics pour des motifs très divers. Les voisins, collègues, proches essayaient de s'assurer, de la manière, des avantages, pour se défendre contre les dénuements réels ou supposés ou pour s'indemniser auprès des tiers pour d'autres raisons. Ils se tournaient vers les différents représentants de l'État communiste: Les supérieurs, syndicats, secrétaires du parti, la police – ou le MfS. On s'y appuyait par contre, tout au long des années, de moins en moins sur les dénonciations plus ou moins aléatoires. Elles ne s'avéraient pas toujours solides et fiables. La police secrète se méfiait de tout le monde, aussi des informateurs spontanés.

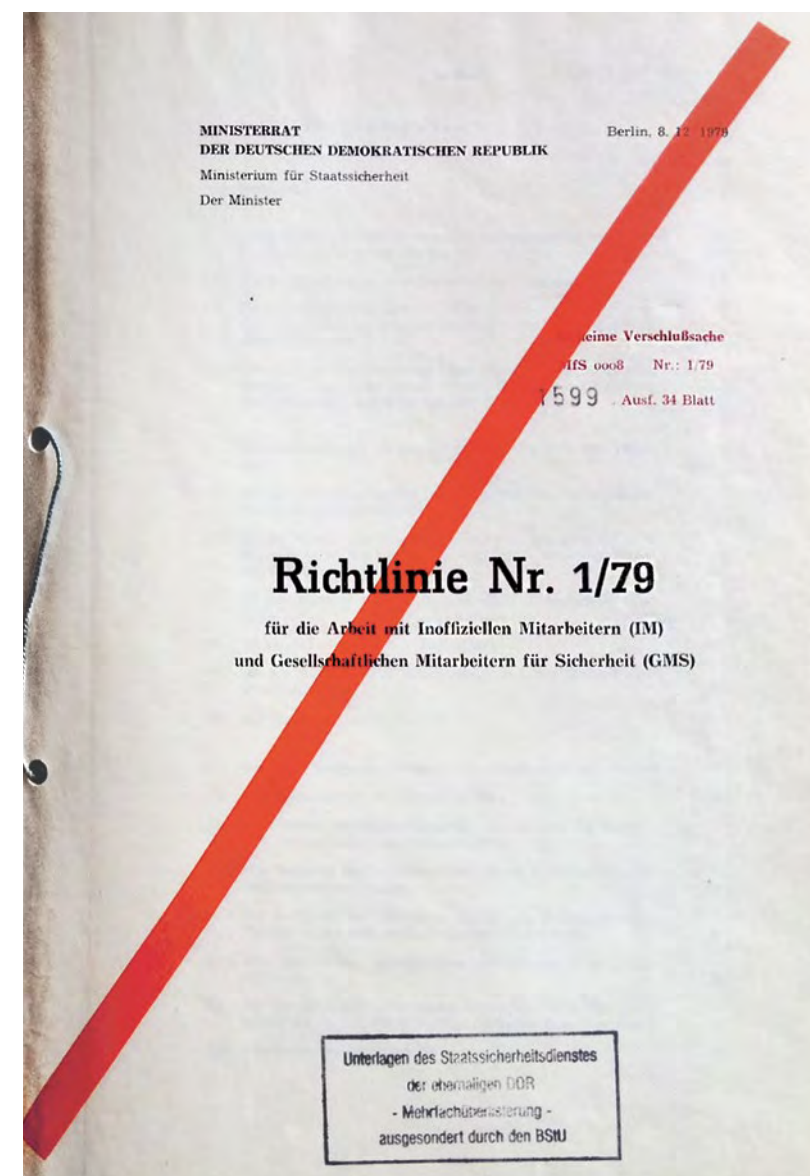
Leurs motivations étaient trop incertaines. La sécurité de l'État préférait « contrôler la dénonciation par la professionnalisation », elle s'imposait à la société par un réseau d'indicateurs précisément organisés, guidés, approuvés et instruits.²

Des informations régulières étaient fournies par des agents publics et des fonctionnaires qui coopéraient plus ou moins officiellement avec le MfS. Une partie de ces porteurs fiables du régime était en outre obligée en tant que « employé social de la sécurité » (GMS). Ils étaient des « citoyens de la RDA avec une position et une attitude confiante dans l'État bien connue du public »³ dont le public ignorait cependant qu'ils collaboraient également avec le MfS. Plus de 33 000 d'entre eux servaient, en 1988, à ancrer le MfS dans les entreprises et les institutions. Mais leur attitude politique défendue sans réticence aboutait à ce qu'on ne les mettait pas dans la confiance. Le MfS visait ainsi surtout à recruter des personnages dont la proximité avec le SED était moins ostensible.

Le MfS avait divisé les IM en différentes catégories en fonction de la mission attribuée: plus de 90 000 « employés non officiels sécurité » (IMS) devaient pénétrer et sécuriser certains domaines de responsabilité, la plupart du temps dans leurs domaines de travail et de compétence respectifs. Environ 7 000 IM experts (IME) étaient disponibles pour des missions spéciales. Ces experts, souvent hautement qualifiés, élaboraient des rapports et des expertises sur des faits complexes ou les identifiaient. Dans les positions sociales et politiques clés, ils imposaient discrètement les intérêts du MfS en matière de politique de sécurité. Quatre mille dirigeants IM (FIM) et demi donnaient des instructions aux autres employés non officiels sur le terrain. Ils étaient les maillons entre les employés titulaires du MfS et leurs informateurs. Pour maintenir le réseau conspirateur d'employés non officiels, le MfS gérait, à la fin, plus de 30 000 dossiers pour la sécurisation de la conspiration. C'est eux qui fournissaient leurs maisons pour les réunions secrètes des officiers dirigeants avec des IM, ou laissaient leurs téléphones et boîtes aux lettres pour établir des contacts camouflés. Le plus petit groupe comportait presque 4 000 IM

2 Krätzner Anita: Zur Anwendbarkeit des Denunziationsbegriffs für die DDR-Forschung. Dans: La même (Éditeur): Hinter vorgehaltener Hand. Studien zur historischen Denunziationsforschung. Göttingen 2014 [analyses et documents; 39], p. 157.

3 Directive n° 1/79. Dans: Müller-Enbergs (éditeur): Inoffizielle Mitarbeiter, p. 368.



Page de couverture de la directive 1/79 pour le travail avec les employés non officiels (IM) et les employés sociaux (GMS), 8 décembre 1979

BArch, MfS, directive 1/79, MfS, BdL/doc., n° 7903

« en contact avec l'ennemi » finalement abrégé par IMB dans le jargon du service de la Sécurité de l'État. Celui-ci était le plus exposé parmi les collaborateurs secrets de l'appareil de sécurité : ils devaient s'infiltrer directement dans les organisations considérées comme hostiles par le MfS, les espionner, les désorganiser et les combattre. Parmi eux figurent la plupart des indicateurs devenus connus, qui avaient été embrigadés pour lutter contre l'opposition en RDA, dont Harry Schlesing, Manfred Rinke, Ibrahim Böhme, Wolfgang Schnur ou Monika Haeger, qui, eux, pendant des années, rapportaient non seulement en détail toutes les activités des groupes



◀ Extrait du « Catalogue de masquage de personnes et de véhicules » du MfS : Variantes de masquage pour un IM, 10 janvier 1979

BArch, MfS, HA VIII, n° 647, feuille 12

oppositionnels mais essayaient, de plus, constamment de les immobiliser, diviser et paralyser. Mais ces IM en effet très efficaces et particulièrement abjects « n'étaient qu'une petite minorité dans l'armée des indicateurs ».⁴

Les catégorisations des IM que le MfS avait effectuées, ce dernier essayait de les façonner selon leur mandat et leur importance. Elles ne répondent toutefois pas à la question de leur efficacité réelle : ont-ils servi de manière zélée, leurs donneurs d'ordre ou ont-ils seulement accompli une mission mandatée sous réserve ou même avec des scrupules jusqu'au point de ne pas devoir faire des compromissions ? Plus d'un était, après un certain temps, « déposé » pour « improductivité », « manque de perspective » ou « manque de fiabilité » c'est-à-dire que la connexion avec lui était terminée. Certains ont même réussi à s'échapper aux instances de leurs officiers dirigeants. L'intensité de leur coopération est bien plus diversifiée que la grille administrative selon laquelle le MfS les a classés. Certains IMK n'ont que fourni leur maison pour les rencontres conspiratives. D'autres rapportaient sans frein sur leurs voisins. La responsabilité individuelle des IM ne se reflète guère dans les catégories du MfS qui leur étaient imputées. Mais tous ensemble, ils formaient le filet avec lequel devaient être attrapées la résistance, même l'opposition contre le règne communiste. Le pur nombre d'IM ne permet en aucun cas une véritable approche pour déterminer à quelle profondeur la Sécurité de l'État a pu pénétrer la société. Plus importante est donc la question quant à leurs activités et motivations réelles.

Le chemin vers la collaboration – tentation, aveuglement, engagement

Pourquoi les gens se sont-ils engagés à collaborer en cachette avec le MfS ? Souvent c'était tout un panel de motifs qui ont joué un rôle. Ils s'étendaient de la conviction de faire le juste et nécessaire, passant par la supposition de pouvoir retirer des avantages personnels par la collaboration, l'aventurisme et le charme du jeu d'agents. Un chantage direct à la collaboration avec le MfS était plutôt l'exception. Trop souvent, une collaboration sur cette base s'est avérée peu fiable et fragile. Le MfS préférait des délinquants par idéologie. Ils étaient considérés comme plus

⁴ Kowalczyk, Ilko-Sascha: Stasi konkret. Überwachung und Repression in der DDR. Munich 2013, p. 236.

75

16.01.85

Verpflichtung BSTU
0091

Auf Grund des heute geführten Gespräches mit dem
 Mitarbeiter des M.F.S. verpflichtete ich mich,
 [REDACTED] geb. am [REDACTED] 1924 in Kahle wohnhaft
 Münsdorf-Gleise [REDACTED] freiwillig mit dem
 Organ des M.F.S. zusammenzuarbeiten.
 Ich werde alles tun um die konspirative
 Tätigkeit des M.F.S. durch die Bereitstellung
 eines Zimmers, zu unterstützen.
 Alle mir übertragenen Aufgaben werde ich
 gewissenhaft und gewissenhaft erfüllen.
 Ich über alle über
 Ich werde über alle mir bekanntwerdenden und
 das M.F.S. interessierenden Fragen ehestich berichten
 und die inoffizielle Zusammenarbeit rechenschafts-
 voll gestalten.
 Ich bin mir darüber bewusst das ich mit der
 Realisierung dieser Verpflichtung wesentlich
 dazu beitragen, den Schutz unserer Sozialistischen
 Staaten zu gewährleisten.
 Zur erfolgreichen Durchführung meiner Tätigkeit im
 Auftrag des M.F.S. ist es erforderlich strengstes
 Stillschweigen gegenüber jedermann zu wahren.
 Ich werde darüber belehrt, das ich bei Nichtachtung
 dieser Schweigepflicht zur Verantwortung gezogen
 werden kann. Zur weiteren Gewährleistung der
 Geheimhaltung wähle ich mir den Decknamen
 "Lieber"
 [REDACTED]

Déclaration d'engage-
 ment sur la collaboration
 avec le MfS, 16 janvier
 1985

BArch, MfS, BV Schwerin,
 AIM, n° 1504/93, feuille 91

fiables. Certes, cela était en contradiction constante avec le fait que les partisans connus du SED avaient des problèmes pour obtenir des informations des milieux critiques, voire opposés, au SED. Pour la plupart des IM, le MfS a réussi à utiliser habilement les concordances partielles et de les tirer successivement de plus en plus dans le borbier de la trahison. Même l'indignation à l'égard de l'administratif arbitraire omniprésent du régime du SED pouvait, de la façon, être habilement canalisée si l'officier dirigeant réussissait à présenter la collaboration conspiratrice comme un moyen pour remédier à ces adversités. Les connaissances de l'incartade des candidats étaient utilisées pour réclamer leur collaboration en tant que compensation. La volonté d'aider à élucider les graves infractions ou avaries servait également à inciter à la collaboration, comme la perspective de donner un coup de main à la carrière. Finalement, la peur de refuser l'exigence de collaboration jouait aussi un rôle. Le ministère Mielke faisait un effet terrifiant. Lui désobéir demandait un courage civil qui n'était pas donné tout le monde. D'autant plus grande est l'estime pour ceux qui avaient le courage de dire non sans savoir quelles en seraient les conséquences de leur refus.

La prise de contact avec un candidat IM était toujours précédée par une exploration intensive de sa personnalité, de ses intérêts, de son environnement. Si les IM démasqués font valoir aujourd'hui qu'ils avaient également été surveillés, cela s'applique en effet parce que le MfS se faisait toujours une image précise de leur fiabilité et a naturellement travaillé avec les mêmes méthodes que d'habitude. Mais la collaboration avec l'IM reposait surtout sur sa volonté. Elle a été documentée lors de la conclusion du recrutement au travers de la déclaration d'engagement écrit par l'IM de sa propre main et où était également fixé son pseudonyme, sous lequel l'officier dirigeant maintenait le contact.

Les rencontres de contacts ont généralement été effectuées dans les maisons conspiratives. Par ces rencontres, l'officier dirigeant impliquait l'IM de plus en plus dans la dépendance du MfS, balayait les scrupules encore existants en ce qui concerne la trahison attendue. Une fois piégé dans ce cercle, le désengagement, l'annulation de la collaboration devenait de plus en plus difficile. C'est avec intention qu'on laissait les IM dans le flou en ce qui concerne les conséquences d'une telle annulation de contact, on les menaçait même de graves corollaires. Mais beaucoup

29

BStU
000041

Wappensteinung

Zf. Hans Joachim Geyer, verpflichte mich freiwillig für das
Ministerium für Staatssicherheit der Deutschen Demokratischen
Republik zu arbeiten.
Durch meine eigene unehrliche Arbeit, die ich bis jetzt begangen
habe, bin ich zu einem Feind der Deutschen Volkswirtschaft geworden.
Ich habe erkannt, weshalb gegen mich ein Ermittlungsverfahren
durch meine freiwillige Mitarbeit für das Ministerium für
Staatssicherheit nicht auf das geforderte Niveau werden soll und
das deutsche Volk in seinem wirtschaftlichen Bemühen
gegen Krieg und Verfallung durch die westlichen Imperialisten
nicht unterstützen und dafür sorgen, dass eigene, Verbots
und andere Verbrechen unterbunden werden.
Mir ist bekannt, dass bei unehrlicher Arbeit mindestens ich
für das von mir bewirkte Vergehen bestraft werde.
Ich bin mitunter darüber belesen worden, dass ich über meine
Arbeit für das Ministerium für Staatssicherheit Sprachlos sein soll,
physischen gegenüber jedermann zu stehen habe, mich gegen
über meinem eigenen Gewissen.
Nach der Bedeutung der Paragraphen 353 b. u. c., Absatz 2 bin ich
belesen worden.
Die in meine Arbeit für das Ministerium für Staatssicherheit
abgegebenen Berichte werde ich in jedem Falle schriftlich niederlegen
und dem Bevollmächtigten des Ministerium für Staatssicherheit ge-
sondert übergeben.
Ich werde alles, was mich über Grundlagen, Pläne, Infos des Gegners
des Deutschen Demokratischen Republik bekannt wird, auf einem
mit mir so unbedeutend verfahren, das Bevollmächtigten des

BStU
000042

30

Ministerium für Staatssicherheit mitteilen.
Ich erkläre mich bereit und verpflichte mich, allen Anordnungen des
Bevollmächtigten des Ministerium für Staatssicherheit Folge zu leisten.
Freiwillig werde ich keine Grundlagen befragen oder Maßnahmen
ergreifen, die mit der Arbeit für das Ministerium für Staatssicherheit
in Zusammenhang zu bringen sind.
Meine Berichte und Informationen werde ich mit dem Dokument
Joe Ball (Joe Ball)
übergeben.

Hans Joachim Geyer
geb. 18. 6. 1901

Wohnort: Blü-Falkensee,
Aresden, am 31. 12. 1952
Johannstraße 52

⬅ ⬆
Déclaration d'engagement
de Hans-Joachim Geyer du
31 décembre 1952. Geyer
travaillait jusqu'à sa mort
en 1972 en différentes
fonctions pour la Stasi; voir
p. 146 s.
BArch, MfS, AIM,
n°. 11533/87, Part I, vol. 1,
feuille 41 s.

de personnes ont pour autant trouvé, surtout dans les années 1980, cette voie : ils se dévoilaient aux amis, prêtres, autres personnes de confiance ou se retiraient petit à petit de la Sécurité de l'État.

S'ils arrêtaient de conspirer, c'est-à-dire qu'ils dévoilaient leur collaboration non officielle à d'autres, ils étaient inutiles en tant qu'agents. On arrêta le contact avec eux et leur dossier était fermé et archivé. Ou ils devenaient eux-mêmes l'objet de persécution par le MfS qui, pour détruire leur réputation, dans quelques conditions, ne reculait pas devant l'utilisation de sa propre mauvaise presse dans la société pour dénoncer ces anciens employés en tant qu'indicateurs du MfS.

Le système des employés non officiels de l'espionnage extérieur, comme il était pratiqué surtout par l'administration centrale A, se distinguait de celui appliqué au niveau national en ce qui concerne quelques formes spécifiques d'organisation. Les conditions complexes dans lesquelles des personnes à l'étranger pouvaient être recrutées ou bien exploitées comme ressource par les espions, demandaient par exemple une technique poussée de liens conspirateurs. Principalement, les agents en dehors de la RDA ne pouvaient pas s'appuyer sur la protection contre les poursuites par leur propre État.

L'activité des employés non officiels était réglée à plusieurs reprises et de façon extrêmement détaillée dans les instructions : 1950, 1952, 1958, 1968 et 1979. Les désignations et les délimitations variaient selon les différentes catégories. Les méthodes étaient adaptées à l'évolution des conditions. On assimilait en permanence les expériences du combat conspirateur contre la propre population dont les conditions variaient, au travers des bouleversements historiques, tels que le 13 août 1961 ou la signature de l'Acte final de la CSCE d'Helsinki en 1975.

Le principe restait inchangé de maintenir, de manière conspiratrice, une société sous contrôle à laquelle le public restait fermé. Les employés non officiels devaient servir de « système respiratoire » d'un État ayant détruit la démocratie dont une société ouverte et libre avait besoin comme de l'air pour respirer. Les informations que les IM fournissaient à leurs donneurs d'ordre ne pouvaient pas remédier à l'ignorance concernant les préoccupations, les besoins et les espoirs des gens. Elles n'étaient pas prévues pour cet objectif non plus. Mais leur activité infâme empoisonnait l'atmosphère, laissait beaucoup de personnes se taire par

crainte d'esgourdes et de dénonciateurs non appelés. Délibérément, les IM contribuaient à la destruction de personnalités de personnages que le SED et le MfS taxaient d'ennemi, envahissaient leur vies privées, semaient la méfiance, organisaient leurs échecs. Masqués en tant que leurs amis, ils étaient en réalité leurs ennemis les plus vicieux.

LE TERRAIN DE LA SÉCURITÉ DE L'ÉTAT DE LA RDA À LICHTENBERG

Christian Halbrock

Pendant près de quatre décennies, de 1950 à 1989, la centrale de la Sécurité de l'État de la RDA se trouvait à Berlin-Lichtenberg. Commencant avec une ancienne administration fiscale, le Ministère revendiquait, jusqu'à sa dissolution et son occupation par des manifestants le 15 janvier 1990, toujours plus d'espace urbain au nord de la Frankfurter Allee.¹ L'ensemble de bâtiments monstrueux hébergeait, en plus du siège du Ministre, plusieurs sections principales, un centre de détention provisoire ainsi que des établissements d'infrastructure et d'alimentation. Il se déclinait en trois zones séparées qui, elles, étaient hermétiquement entretoisées et dont l'accès était interdit pour les personnes non autorisées. Directement sur la Frankfurter Allee se trouvait le soi-disant complexe de services Normannenstrasse avec le siège du Ministre, maison 1 ; au nord se rattachait le bâtiment partiel Gotlindestrasse. À l'est de la maison 1 se trouvait l'immeuble Magdalenenstrasse avec le centre de détention

¹ Sur le sujet, voir en détail Halbrock, Christian : Stasi-Stadt. Die MfS-Zentrale in Berlin-Lichtenberg. Ein historischer Rundgang um das ehemalige Hauptquartier des DDR-Staatssicherheitsdienstes. 2e édition, Berlin 2011. ; le même : Mielkes Revier. Stadtraum und Alltag rund um die MfS-Zentrale in Berlin-Lichtenberg. 2e édition, Berlin 2011.

provisoire et les salles d'interrogatoire correspondantes. Dans la partie de la maison côté rue, au n° 12 se trouvaient des appartements pour certains employés choisis de la division d'enquête. Les factionnaires sur les trottoirs adjacents semblaient être omniprésents, ils consolidaient le terrain de l'extérieur et invitaient les passants curieux à continuer leur chemin. Il était strictement interdit de prendre l'ensemble des bâtiments en photos ou de le filmer.

Le terrain du MfS a, dans le passé, revêtu différentes appositions : forbidden place – lieu caché – Stasi-ville – lieu mystérieux – non-place – non-ville ? Qu'est-ce que c'était comme endroit, comment décrire ce terrain ? Il n'y a aucun doute que le complexe de la Stasi à Berlin-Lichtenberg était un lieu interdit, un quartier de haute sécurité comme il en existait beaucoup en RDA. Ce qui était insolite avec ce terrain du MfS, c'est qu'avec lui une zone interdite tellement vaste a surgi au milieu d'une zone résidentielle, résultant du fait que les zones avoisinantes étaient sans cesse absorbées. Un développement urbain ultérieur a ce faisant été empêché, des voies de circulation ont été coupées, les rues Helmutstrasse, en 1956, et Müllerstrasse, en 1975, ont été supprimées et ensuite effacées du plan de la ville. La centrale de la Stasi grandissait en permanence et absorbait de plus en plus d'espace urbain pour elle-même. S'ajoutait une non-transparence à qualifier de névrotique. Les riverains n'étaient, en règle générale, pas informés des travaux de construction à venir, sauf s'ils devaient évacuer leurs logements. Même le public compétent intéressé par les questions d'urbanisme se voyait sans accès aux informations. Les ouvriers des chantiers racontaient à mots couverts qu'il leur était interdit de parler de ce qu'ils y construisaient. La Stasi-ville de Berlin-Lichtenberg, était-elle l'un des lieux cachés qui – comme les 'hidden places' – remplissent aujourd'hui les sites Internet spécifiques sur lesquels les photographes futés présentent leurs images ? Même si beaucoup estiment que c'est un fait, il faut le contredire. La RDA produisait une énorme quantité de lieux cachés gardés secrets, mais la centrale du MfS n'en faisait définitivement pas partie. Le plan de la ville montrait, où s'étendait le terrain, aucune divergence ; une falsification du plan n'aurait guère payé, le ministère résidait, jusque dans les années 1970, dans une zone résidentielle bien conviviale. Le fait que le ministère de la Sécurité de l'État se trouvait ici était archiconnu. N'importe qui pouvait trouver l'adresse dans l'annuaire téléphonique de



Terrain de la centrale du MfS à Berlin-Lichtenberg
 BArch, MfS, HA II/Fo/32,
 image 13

- | | | |
|------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Direction du MfS | Maison 1
Ministre
Adjoint au Ministre
Groupe de travail du Ministre
Bureau du Ministre | Maison 16
KL SED Direction du district du SED
KL-FDJ Direction du district de la Freie Deutsche Jugend (Jeunesse allemande libre) |
| HA II | Maison 2
Contre-espionnage
État-major opérationnel | Maison 17
BdL Bureau de la Direction (réception)
ZAGG Groupe de travail central protection du secret |
| Division X | Relations internationales
Service légal / Service images | Maison 18
VRD Administration services rétroactifs (Bâtiment social)
ZMD Service médical central (Inspection d'hygiène) |
| BCD | Armement / Services chimiques | Maison 19 20
ZMD Service médical central (Polyclinique) |
| BdL | Bureau de la direction / Service courrier et messenger / Documents confidentiels | Maison 21
BdL Bureau de la Direction (Troupes du régiment de garde) |
| ZOS | Maison 3
État-major opérationnel central | Maison 22
Cantine (à partir du chef de division)
Salle de conférence |
| ZAIG | Maison 4
Groupe central d'évaluation et d'information | Maison 27 28 29
Organisation de masse Freier Deutscher Gewerkschaftsbund (FDGB) / Gesellschaft für Deutsch-Sowjetische Freundschaft (DSF) (Société pour l'amitié germano-soviétique)
ZMD Service médical central, images (Espace social) |
| HA II | Maison 5
Contre-espionnage | Maison 40
HA VII Protection du Ministre de l'Intérieur et de la Volkspolizei |
| ZAIG | Maison 6
Groupe central d'évaluation et d'information (traitement des données électronique) | Maison 41
Division finances Finances |
| HA XX | Maison 7
Appareil de l'État / Organisations de masse / Art / Culture / Église / Clandestinité / Sport | Maison 42 43
Division N Actualités / Relations gouvernementales
Médiation |
| Division XII | Maison 8 9 11
Registre central, Administration de dossiers | Maison 44
BdL Bureau de la Direction (Troupes du régiment de garde) |
| ZAIG | Groupe central d'évaluation et d'information / Stockage des données | Maison 46 47
Abt. M Contrôle du courrier |
| ZKG | Maison 12
Groupe central de coordination (Traitement des déménagements / Sorties du territoire) | Maison 48
HA XIX Protection trafic / Poste et télécommunication |
| VRD | Maison 10 13 23 24 25 26 45
Administration services rétroactifs (Réparations de constructions / marché d'achat / garages / alimentation par énergie / eau/chauffage) | Maison 48 49
HA KuSch Cadres et formation |
| HA XVIII | Maison 14 16
Sécurisation économique | |
| HV A | Maison 15
Espionnage extérieur | |

la capitale de la République démocratique allemande, Berlin. Dans la Normannenstrasse 22, où se trouvait l'adresse postale à partir des années 1950, se trouvait un panneau portant l'inscription « Gouvernement de la République démocratique allemande. Ministère de la Sécurité de l'État » et il y avait une entrée des visiteurs dans la Magdalenenstrasse.

Pendant ses enquêtes contre les dissidents placés en détention provisoire, le MfS convoquait souvent les proches ou amis dans la Magdalenenstrasse pour une audition du témoin. Qui recevait l'une des fameuses assignations « pour élucidation des faits », savait à l'avance qu'il serait confronté au MfS. Convoquer des témoins potentiels dans ces endroits faisait partie de la stratégie d'intimidation par laquelle la Sécurité de l'État visait à extorquer leur volonté de témoigner. Les résultats obtenus servaient souvent à engager des enquêtes supplémentaires contre d'autres personnes. Nombre de Berlinoises de l'Est partageaient cette expérience de devoir témoigner sous la contrainte, surtout dans les années 1960 et 1970. Le nom de la Magdalenenstrasse est devenu synonyme par excellence de poursuite politique et de la présence de la Sécurité de l'État à Lichtenberg. Parmi ceux qui ont été détenus ici, figure également l'autrice-compositrice est-berlinoise Bettina Wegner. Deux jours après l'invasion des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie et l'écrasement des réformes à Prague en 1968, la Sécurité de l'État a interpellé la jeune femme qui avait vingt ans à l'époque. Ensemble avec ses amis, elle avait distribué des tracts pour protester contre l'invasion. Plus tard, après sa libération et ayant l'interdiction de jouer, l'artiste de la Magdalenenstrasse dressait un monument spécial. Par le biais de sa chanson « Magdalena », une de ses chansons les plus connues qu'elle chantait lors de représentations illégales et dans les églises, elle a relaté son expérience de détention provisoire. « Magdalena », a chanté l'autrice-compositrice, « était si noire et avait de grandes mains ». La chanson continue de manière ambiguë avec « celui qu'elle aimait, elle le caressait dans les murs, blanc et calcaire devenait son amant à la fin, quoique Magdalena les aimait tous ». La chanson de Bettina Wegner anticipait déjà les mots d'Erich Mielke « j'aime tous, tous les Hommes », par lesquels le ministre essayait de se justifier devant la Chambre du peuple le 13 novembre 1989. Les couplets étaient interrompus par « Magdalena, Magdalena, Magdalena », tantôt accusateur, tantôt susurrant. La chanson continue avec « elle a probablement serré



**La Magdalenenstrasse :
pour nombreux synonyme
de la Sécurité de l'État par
excellence.**

*BArch, MfS, BdL/Fo/83,
image 261*

à mort mille vies... parce qu'elle doit aimer encore et toujours, quoique déjà son baiser tue chacun ... mais on ne survit jamais quatre jours avec elle, ne prends jamais sa main qu'elle t'offre, hélas, sinon Magdalena t'a aimé à mort ». La chanson est devenue une sorte de synonyme pour ce qui se trouvait là : la Sécurité de l'État. Et la Magdalenenstrasse est devenue, pour les Berlinoises, l'incarnation de la répression clandestine de l'État.

Comment peut-on caractériser en termes d'urbanisation ce que la Sécurité de l'État a construit ici ? Un ensemble de bâtiments encombrant, en termes d'urbanisation, a vu le jour à Lichtenberg dès 1950. Les bâtiments anciens et les jardins ouvriers avaient été démolis et éliminés. À partir de la structure du bâti existant, seules l'ancienne administration fiscale dans la Normannenstrasse et la prison dans la Magdalenenstrasse ont été intégrées. Les deux bâtiments étaient utilisés, depuis 1945, par la puissance occupante soviétique. Dans l'administration fiscale résidait



**Paravent à l'entrée du
siège de Mielke dès
1975/76**

*BArch, MfS, ZAIG/Fo/598,
image 73*



une division spéciale soviétique chargée des tâches de Renseignement, un « Ministère de l'information » comme il était appelé. La Magdalenenstrasse a servi, jusqu'en 1955, de maison d'arrêt au ministère de l'Intérieur soviétique. De 1953 à 1955, la Sécurité de l'État est-allemande a exploité la prison ensemble avec ses mentors soviétiques.

Dans les années 1970 et 1980, plusieurs bâtiments anciens le long de la Magdalenenstrasse et de la Frankfurter Allee ont été pris en charge par le MfS. Il s'agissait d'un ensemble de maisons d'habitation qui ont été laissées vacantes sur demande de la Stasi. Même dans les années 1970, le MfS a laissé démolir des maisons d'habitation à grande échelle pour étendre son terrain. C'est ainsi qu'a disparu la Müllerstrasse en 1975, et le long de la Normannenstrasse, des groupes de travail appelés Arbeitskommando, ont dynamité, en 1979, l'ensemble d'habitations conçu par Bruno Taut dans le style du Neues Bauen, ainsi que l'église néo-apostolique consacrée en 1931. Ce qui voyait ensuite le jour, ne suivait, en règle générale, aucun concept architectural ni aucune idée d'urbanisation. Ont été bâties de nouvelles constructions qui devaient répondre à deux prémisses : le ministère avait augmenté son nombre d'employés et avait besoin de plus en plus de surface de bureau. Le ministre visait en plus à réunir toutes les sections principales sur un site unique, à Lichtenberg. Le deuxième objectif était de bâtir des immeubles le long des frontières extérieures pour se parer des regards curieux à l'intérieur du terrain. Déjà au début des années 1950, le MfS avait construit, sur le flanc sud de l'administration fiscale, une autre aile pour obtenir un préau clos et à l'abri

des regards extérieurs. La situation est devenue imminente après l'achèvement du quartier nouveau Frankfurter Allee/Sud en 1974. Comme les journalistes et les Renseignements de l'ouest l'ont bientôt découvert, les tours d'habitation du côté sud de l'Allee donnaient une excellente vue sur le préau du terrain de la Stasi. Même l'entrée du bâtiment principal, la maison 1, dans lequel siégeait le ministre, pouvait être observé avec le téléobjectif. Les états-majors du MfS travaillaient sous haute pression à la construction d'un immeuble de 13 étages qui était nécessaire en urgence en tant que pare-vue. Auparavant, des employés de la Sécurité de l'État s'étaient postés, pour analyser les préjudices, dans les tours d'habitation avec des téléobjectifs et laissaient défiler un figurant du MfS devant la maison 1 avec un panneau en carton avec des lettres dessus. Le résultat ne permettait aucun délai. À partir de 1978, l'immeuble de 13 étages du flanc sud-ouest du terrain n'empêchait pas seulement les regards de l'extérieur. On avait également pris soin que ce qui se passait à l'intérieur des bureaux ne puisse pas être vu depuis la rue. Quand les lampes s'allumaient dans les bureaux à la tombée de la nuit, le personnel fermait les rideaux noirs devant les fenêtres. Pour assurer la ventilation malgré les fenêtres fermées, des bricoleurs futés de l'entreprise de construction du MfS avaient construit des fentes de ventilation verticales sur une largeur d'environ quinze centimètres dans les linteaux des fenêtres que l'on pouvait ouvrir si nécessaire.

Les activités de construction sur le terrain du MfS servaient encore un troisième but. Comme c'était courant en RDA, le MfS faisait construire sur son terrain – comme d'ailleurs beaucoup d'autres institutions – des services médicaux et de ravitaillement pour ses employés. Le ravitaillement interne était considéré, vu l'approvisionnement déficitaire en biens de luxe et de consommation en RDA, comme un atout important pour la recherche de personnel qualifié adéquat. De cette manière, on pouvait également empêcher les employés du MfS de quitter, pendant leurs heures de travail, le terrain pour faire les commissions, aller manger ou chez le coiffeur. L'ensemble des prestations de service et de ravitaillement [maison 18] était également conçu en tant que bénéfice et récompense pour tous ceux qui, en combattant ses adversaires, ont mis leur vie au service du socialisme. Les consommateurs réunis ici s'étaient bien éloignés de l'idée socialiste d'idéal utopique de l'égalité. Personne hors de

ce cercle choisi ne devait le savoir, les murs du terrain du MfS gardaient leurs grands et petits secrets. Seulement le 15 janvier 1990, la bouffe et le meilleur ravitaillement s'offraient en tant que défouloir éprouvé pour la colère populaire qui s'était accumulée pendant des années. Tout à coup, les manifestants se retrouvaient, lors de la prise de la centrale de la Stasi, dans l'aile des prestations de service et du ravitaillement pour s'échauffer sur ce que chacun aurait pu, au préalable, deviner.

Lichtenberg était certes un lieu mystérieux, mais il lui manquait ce qui distingue de tels lieux en général. Le lieu ne peut être désigné comme imposant, que ce soit d'un point de vue de l'urbanisme, ou de par son emplacement. Il lui manque toute approche d'une architecture formidable. On n'y rencontre pas non plus un ensemble de bâtiments que l'on pouvait scénariser dramaturgiquement en tant qu'architecture de la terreur, ou une architecture qui inspirait du respect à l'observateur – comme c'est le cas pour la Loubianka, la centrale de Renseignement à Moscou. Au travers de sa quelconquerie et de sa banalité, avec ses bâtiments hétéroclites, la Normannenstrasse témoigne plutôt l'incapacité à créer, au moins sur ce point-là, quelque chose de suprême.

LE MFS ET SES ORGANES SOCIALISTES FRÈRES

Roger Engelmann, Georg Herbstritt, Walter Süß

Union soviétique

Directement après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les Soviétiques ont commencé à mettre en place des structures de Renseignement dans la zone d'occupation et ont créé très vite aussi des structures spéciales au sein de la police allemande avec des tâches d'aide de la police secrète. À l'instance de la direction du SED, Joseph Staline a décidé en décembre 1948, contre le gré du Ministère de la Sécurité de l'État soviétique (MGB, précéda le KGB), la création d'une propre Sécurité de l'État allemande. Celle-ci était, au long de l'année 1949, selon le modèle soviétique et travaillait d'abord sous les combles du Ministère de l'Intérieur de la RDA. Cela se passait sous le contrôle austère du MGB. En février 1950, cette division devenait, en tant que MfS, distincte du Ministère de l'Intérieur. Le MGB envoyait ses propres instructeurs resp. conseillers dans toutes les unités structurelles du MfS qui, eux, y disposaient matériellement des droits d'injonction et de véto. L'exécution des opérations propres et l'instruction du MfS étaient, dans les premières années de la RDA, en tant que du ressort de l'appareil du MGB à Berlin-Karlshorst, pas clairement séparées. Le MfS agissait encore en grande partie comme organe d'assistance du MGB dont

le mandataire, avec siège à Berlin-Est, était en même temps le conseiller en chef supérieur de la Sécurité de l'État de la RDA. Au printemps 1953, l'appareil du MGB en RDA comprenait bien 2 200 employés.

Sous le mandat du premier chef du MfS Wilhelm Zaisser qui durait jusqu'en 1953, les conseillers soviétiques disposaient, dans la structure encore faible de la Sécurité de l'État de la RDA, de la compétence opérationnelle absolue et avaient pris en charge souvent eux-mêmes le traitement des processus d'importance. Après la mort de Staline en 1953, le Ministre soviétique de l'Intérieur et de la Sécurité de l'État, Lavrenti Beria, animait la réduction de l'appareil soviétique de Renseignement en RDA et envisageait également d'abroger les pouvoirs d'injonction des conseillers. Mais après sa chute au début de l'été en 1953, ces projets devenaient obsolètes. Le nouveau mandataire du MVD à Berlin-Est, Evgeni Pitovranov, a réagi à l'insurrection de juin 1953 par un renfort des activités opérationnelles propres et de directives du MfS de nouveau intensifiées. Les efforts du chef du SED Walter Ulbricht d'attacher plus le MfS au SED échouaient devant la résistance de ce dernier. La nomination de Ernst Wollweber, en juillet 1953, au poste de nouveau chef de la Sécurité de l'État, porte également la signature des Soviétiques et n'allait pas dans le sens d'Ulbricht. Lors de l'élaboration d'une nouvelle stratégie de la Sécurité de l'État des « coups concentrés », au début de l'automne 1953, qui comprenait une orientation plus offensive ainsi que des vastes activités propagandistes, la responsabilité soviétique est également reconnaissable. La cessation des « coups concentrés » ainsi que l'orientation amplifiée de la Sécurité de l'État de la RDA sur le travail à l'ouest en 1955, reviennent aux directives soviétiques. Le tournant crucial dans les rapports entre le KGB et le MfS a eu lieu en 1957. Lors de la lutte de pouvoir réussie avec Wollweber, Ulbricht est parvenu à affaiblir également la position des conseillers soviétiques. La direction du SED prenait maintenant la responsabilité dans ses propres affaires de la sécurité de l'État, ce qui se manifestait par le retrait de l'orientation prononcée du MfS sur le travail à l'ouest, en faveur d'une surveillance interne intensifiée. Désormais émergeait aussi un renforcement des compétences d'instruction de l'appareil du parti vis-à-vis du MfS qui s'était brisé, en 1953, contre la résistance des Soviétiques. Cette rupture était personnellement consacrée par le renvoi de Wollweber et la nomination d'Erich Mielke, le confident d'Ulbricht, au poste du Ministre de

la Sécurité de l'État. Au tournant des années 1958/59, le KGB a réduit ses conseillers de 76 à 32 et a limité leurs compétences, pour l'essentiel, à celles d'officiers de liaison. Encore 20 ans plus tard est indiqué le même nombre dans un « procès-verbal sur la collaboration ». Il y a certes des indications ostensibles que plus d'employés du KGB étaient présents au sein du MfS parce que les officiers de liaison employaient aussi des assistants et du personnel technique comme des interprètes, secrétaires et chauffeurs. Au-delà existait la Rézidentoura du KGB à Karlshorst avec, à la fin, entre 800 et 1 200 employés. Elle était subordonnée à l'Administration centrale I (espionnage) du KGB. Et il y avait des Rézidentouras du KGB secondaires dans les districts de la RDA. Elles étaient toutes surtout chargées de l'espionnage de la République fédérale et collaboraient à cette fin avec le MfS.

Les contrats des mois d'octobre 1959 et de décembre 1973 servaient de base juridique pour l'emploi d'officiers de liaison du KGB au sein du MfS. Dans l'agrément, probablement signé le 30 octobre 1959, « Sur le groupe du comité de la Sécurité de l'État auprès du Conseil de ministres de l'URSS pour la coordination et la liaison avec le MfS de la RDA » était noté comme objectif : la collective « répression des actions subversives menées contre l'Union soviétique et la RDA » des « renseignements, centrales d'espionnage et de propagande ainsi que des organisations d'émigrants anti-soviétiques » de l'ouest.¹ Les compétences des officiers de liaison étaient définies globalement : « Les officiers de liaison auront la possibilité d'étudier les tâches opérationnelles concernant les actions à accomplir conjointement, [ils seront en outre] avertis de toute information concernant la situation générale et opérationnelle en RDA, Allemagne-Ouest et d'autres pays capitalistes. »² Les accords de coopération entre le MfS et le KGB du 6 décembre 1973 ne changeaient rien en ce qui concerne les objectifs fondamentaux de la collaboration. Les officiers de liaison du KGB étaient placés dans toutes les administrations des districts et les unités de services les plus importantes du ministère. Leur rang militaire correspondait le plus souvent à celui d'un colonel, ainsi situé relativement haut, c'est-à-dire environ au niveau d'un directeur adjoint d'une section

1 BArch, MfS, SdM, n° 423, feuille 13.

2 Ibidem, feuille 17.

principale au MfS. Au-delà des conventions fondamentales, existaient entre les divisions de MfS et KGB des traités resp. des procès-verbaux sur la collaboration sur des projets concrets de prévention et d'espionnage. Pour approfondir la coopération, des réunions de travail régulières à différents niveaux avaient lieu.

Depuis les années 1970 s'est également intensifiée la collaboration multilatérale entre les services de Renseignements socialistes. Des réunions de travail ont eu lieu, par exemple sur les questions d'espionnage et de combat contre la « diversion politico-idéologique ». En outre, une base de données commune sur l'adversaire [« SOUD »] a été mise en place à la fin des années 1970. À la fin des années 1980, la coopération a souffert de la politique soviétique réformatrice du point de vue du MfS. Pour autant que cela soit perceptible, les officiers du KGB ne laissaient planer aucun doute sur leur loyauté envers la nouvelle direction soviétique, et il n'y a aucune preuve qu'ils aient encouragé leurs camarades du MfS, au cours des mois cruciaux, à une politique plus répressive.

Les autres pays européens

Déjà au début des années 1950, les ambassades de la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie et l'Albanie à Berlin-Est servaient aux Renseignements des pays respectifs en tant que Résidentoura d'espionnage. C'est là que travaillaient les officiers des Renseignements sous la protection de l'immunité diplomatique et qu'ils pratiquaient, au travers de Berlin-Ouest, également l'espionnage en Allemagne de l'Ouest en s'orientant surtout contre les émigrés des pays susmentionnés. Le MfS fournissait, aux « organes frères » un multiple soutien logistique jusqu'aux actions communes de rapt. Après l'insurrection en Hongrie en octobre/novembre 1956, la coopération s'est intensifiée car cette dernière était considérée comme une menace pour tous les pays socialistes ; et les services de renseignement de l'est tenaient les organisations d'émigrés co-responsables pour le déclenchement de l'insurrection et appréhendaient une répétition des événements par exemple en Roumanie ou en Bulgarie. En mars 1955, le MfS a participé à la Conférence multilatérale des services de Renseignements des pays socialistes à Moscou et, au plus tard à cette occasion, a formellement été intégré dans ce cercle en tant que partenaire égal en droits. Lors de cette conférence, les



Le chef du KGB Iouri Andropov et le Ministre de la Sécurité de l'État de la RDA Erich Mielke ont signé, le 6 décembre 1973 à Berlin-Est, un accord contractuel sur la collaboration des Renseignements des deux pays.

BArch, MfS, Division X, n° 72, feuille 133

participants ont défini, sous la direction du KGB, les domaines de la future coopération transfrontalière. Encore dans la même année, la direction du MfS a pris des arrangements, écrits ou verbaux, de coopération bilatérale séparément avec les Renseignements de l'est, en vue d'un échange d'informations sur les personnes et les faits ainsi que sur les démarches en matière d'espionnage contre la République fédérale d'Allemagne. Après la construction du mur le 13 août 1961, Berlin-Est a perdu de l'importance pour les services de Renseignement socialistes. Comme maintenant de nombreux citoyens de la RDA ont essayé de fuir à l'ouest au travers des États tiers, le MfS a installé, de son côté, des groupes opérationnels permanents pour la surveillance des vacanciers en Bulgarie [1962], Hongrie [1964] et Tchécoslovaquie [1965]. Le contact avec l'Albanie a apparemment cessé en 1961, et les contacts avec le service de Renseignement roumain « Securitate » n'étaient plus que sporadiques depuis la fin des années 1960.



Télégramme du MfS à Berlin-Est à la Sécurité de l'État de la Tchécoslovaquie

BArch, MfS, AS, n° 4/80, feuille 95

Des années 1960, de vastes accords de coopération bilatéraux sont rapportés sous forme écrite. Ils ont continué les arrangements des années 1950. Par analogie avec le KGB, le MfS y a fixé la nature et les fins de la coopération avec les Renseignements de la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Bulgarie. Dans les années 1970, ces contrats étaient renouvelés et démultipliés par des accords bilatéraux entre les divisions individuelles de Renseignement qui travaillaient respectivement sur les mêmes « lignes ». Surtout les départements chargés de l'espionnage extérieur, du contre-espionnage et de la lutte anti-terroriste ou ceux de la répression des groupes oppositionnels ou religieux y étaient engagés. Non seulement les ministres et les chefs des Renseignements mais aussi les chefs des divisions responsables de la même « ligne » se sont réunis à intervalles réguliers. La coopération des Renseignements s'orientait, d'une part, contre l'ouest. D'autre part, elle était une réponse aux interdépendances de plus en plus étroites de l'économie, de la recherche et du tourisme entre les pays socialistes ainsi qu'aux défis internationaux communs tels que le processus de la CSCE. Il s'agissait de garantir les relations de pouvoir au sein de l'alliance de l'est et de pouvoir surveiller de manière souveraine les ressortissants nationaux aussi à l'étranger. Quelques adversaires déclarés du régime ont été persécutés dans des actions communes.

Pendant la collaboration, des dissonances se sont parfois montrées. C'est que les attentes du MfS envers ses alliés étaient le plus souvent plus élevées que l'inverse, de sorte que le MfS y était perçu comme moralisateur et revendicatif. S'ajoutaient une méfiance mutuelle, certes aussi d'origine professionnelle, et des divergences en ce qui concerne les priorités en matière de politique de sécurité. La collaboration quotidienne « opérationnelle » s'était toutefois organisée. Dans les situations de crise politique, le MfS se mêlait directement aux affaires des pays frères. Il a aidé, dès 1968 en CSSR et dès 1980 en Pologne, de manière ciblée, les Renseignement sur place dans leur combat contre les réformateurs et les opposants. Le Renseignement bulgare a été soutenu par le MfS dans les années 1980 quand les rumeurs de sa coresponsabilité dans l'attentat au pape Jean-Paul II le 13 mai 1981 sont apparues. Dans des campagnes de désinformation conjointes, on a essayé de dissiper les soupçons à l'égard de la Bulgarie. Quand les symptômes de crise dans les pays socialistes

EINGANG		TELEGRAMM (Nichtzutreffendes streichen)		BSTU 000095		AUSGANG	
Dringlichkeit	<u>AUSNAHME</u>	GKS	GVS	VVS	Fu/FS-Nr.		
Absender: MfS Berlin							
Empfänger: FMdI der CSSR - Genossen Oberst VLCEK		Prag					
		Berlin, den 27.8. 1977					
<p>Werter Genosse Vlcek!</p> <p>Dem MfS liegen Hinweise vor, daß eine Gruppe von fünf jugendlichen DDR-Bürgern beabsichtigt, am 26./27.8.1977 die Staatsgrenze der CSSR - vermutlich im Raum Lipno-Stausee - zu verletzen.</p> <p>Die Operativgruppe des MfS wurde vom Sachverhalt informiert und hat Kenntnis über weitere Einzelheiten.</p> <p>Im Rahmen der vorhandenen Möglichkeiten wird gebeten, die Operativgruppe des MfS bei der Einleitung entsprechender Maßnahmen zur Verhinderung der Verletzung der Staatsgrenze der CSSR durch die zuständigen Organe des FMdI der CSSR zu unterstützen.</p> <p>Gestatten Sie, auf diesem Wege für alle Bemühungen bereits im voraus zu danken.</p> <p>Mit sozialistischem Gruß gez.: D a m m, Oberst</p> <p>F.d.R. <i>Kemppe</i> K e m p e Major</p> <p>Nr. 1015/77</p>							
Durchschläge/Durchschriften:		Stck.	Geschrieben:		Do.	Gesehen:	
Eingangsdatum:		Uhrzeit:		Anfang:		Ende:	
Nachr.-Sachbearb.:							

d'Europe se sont renforcés, dans les années 1980, l'intérêt du MfS pour ces États alliés, dont il a analysé le développement interne avec attention et préoccupation, s'est renforcé.

Les pays extra-européens

Dans les années 1950, le MfS a maintenu des contacts sporadiques avec les employés du Renseignement de la République populaire de Chine. Plus tard, ce sont surtout les Renseignements de Cuba, Vietnam, Mongolie et Corée du Nord qui sont progressivement devenus des partenaires de coopération réguliers pour le MfS, étant donné que leurs gouvernements s'appuyaient de manière durable et étroite sur l'Union soviétique. Notamment dans les années 1970 et 1980, ils ont participé, dans certains cas, aux consultations et projets multilatéraux. En outre sont connues, entre 1964 et 1989, des mesures temporaires ou continues de soutien resp. des relations de travail du MfS avec les organes de sécurité d'Égypte, Éthiopie, Angola, Grenade, Yémen du Sud, Cambodge, Cap-Vert, Namibie (initialement SWAPO), République populaire du Congo, Laos, Mozambique, Nicaragua, Zambie, Zanzibar, Zimbabwe (initialement ZAPU), Soudan et Tanzanie. S'y ajoutaient des organisations palestiniennes ainsi que l'ANC en Afrique du Sud. Le MfS était présent dans ces pays avec des groupes opérationnels ou des officiers de liaison. La collaboration pouvait être convenue par écrit, de nature fondamentale ou ayant trait à des projets concrets. Dans beaucoup de ces pays, le MfS participait à la mise en place d'appareils de sécurité, la formation des cadres et des employés pour les polices secrètes et les Renseignements, l'accompagnement de l'activité politico-opérationnelle et la mise en place des équipements technique et matériel. La HV A livrait donc non seulement des technologies de renseignement et de sécurité mais aussi des armes, des munitions et des menottes. L'objectif était de renforcer les gouvernements et les groupes pro-soviétiques ainsi que de réprimer leurs adversaires en politique intérieure. D'autre part, l'unité de service AGM/S du MfS (groupe de travail du Ministre/forces spéciales), s'est intéressée, par exemple, aux expériences de guerre vietnamiennes afin de les rendre utilisables dans la formation de ses propres groupes d'intervention. L'intervention dans les pays extra-européens avait lieu sur la base d'une division de travail en accord avec le KGB et d'autres Renseignements des pays socialistes.

LE QUOTIDIEN EN RDA ET LE MFS

Ilko-Sascha Kowalczyk

Il est toujours fait le même reproche que le MfS serait diabolisé et mythifié depuis la révolution de 1989, l'ouverture des dossiers du MfS en lien et les discours publics qui, depuis 25 ans, mettent l'histoire de la RDA en cause. De tels jugements sont à la base d'appréciations aussi variées que complexes. Ils vont d'une apologie pure de la dictature du SED et du MfS jusqu'à la revendication pertinente de traiter l'histoire du MfS comme partie intégrante de l'histoire de la dictature communiste, de mieux faire ressortir le rôle de dirigeant du SED et de ne pas analyser le MfS détaché du contexte social et politique. Le spectre est très vaste mais l'allégation que le MfS serait diabolisé et mythifié depuis 1990 n'est, indépendamment de cela, pas correcte. De diaboliser et de mythifier son activité elle-même, faisait partie des intentions du MfS jusqu'à sa dissolution. Le principe de domination, de créer la peur, l'intimidation et de repousser l'individualité en formait la base.

À chaque étape de l'histoire de la RDA, le MfS était omniprésent quoique presque personne ne sache comment il travaillait exactement. Les connaissances sur le MfS étaient moindres – il était impossible d'en apprendre quoi que ce soit de manière avérée, où que ce soit – mais la peur

était forte dans tous les milieux de la société. Il est donc peu étonnant que déjà dans les années 1950, les groupes d'opposition et de résistance revendiquaient l'abolition du MfS. Qu'il y eût là une continuité, démontrait de manière exemplaire la revendication formulée, en automne 1989, dans tout le pays: « La Stasi dans la production », les manifestations encore débutantes en octobre 1989 devant les établissements du MfS et finalement début décembre 1989, l'occupation débutante, le contrôle et enfin la dissolution du MfS.

Beaucoup de personnes pensent et disent aujourd'hui qu'ils n'ont jamais été en contact avec le MfS ; il n'aurait joué aucun rôle dans leur vie quotidienne, aurait été aussi invisible qu'imperceptible. Il n'y a pas grand-chose à dire contre les souvenirs individuels. Mais ces « vies » sont, pour chaque individu, recouvertes d'oublis, de répressions, surestimations et sous-estimations, d'expériences actuelles, d'expériences inconnues, d'images, médias et films et notamment de nouvelles connaissances. Pour les mémoires, on peut appliquer, sous diverses formes, ce qui est parfois opposé ironiquement aux statistiques: Ne croyez aucune statistique que vous n'avez pas falsifiée vous-même...

Si aujourd'hui on cherche les traces du MfS dans le quotidien passé, on se retrouve sur le mauvais chemin car chaque exemple provoque un contre-exemple individuel. Pour la plupart, les gens n'ont pas, de manière tout à fait délibérée, raconté certaines choses au téléphone ou ont, quand il s'agissait de certains sujets, baissé leur voix ou commencé à murmurer en public. Que pratiquement toutes les conversations téléphoniques ont été sur écoute fait partie des légendes urbaines. On peut maintenant objecter à cet exemple que la majorité des gens en RDA n'avait en effet pas de téléphone. C'est bien sûr vrai mais il est vrai aussi que la majorité a malgré tout téléphoné: chez les proches, les amis, dans les cabines téléphoniques publiques ou avec les téléphones de service. Et beaucoup de personnes ont, consciemment ou inconsciemment, incorporé la Sécurité de l'État comme auditrice non invitée. Comme nous le savons aujourd'hui, la police secrète n'avait guère les moyens d'enregistrer ou d'écouter tous les appels téléphoniques. Mais l'hypothèse que cela était le cas, était largement partagée avant 1989. Il y a toute une série d'hypothèses similaires qui montrent jusqu'où allait la mythification de la Sécurité de l'État et comment son omniprésence présumée marquait la vie quotidienne. Les



◀ **Observation de personnes de l'opposition au festival de presse sur Alexanderplatz, en 1979 ou en 1980.**

BArch, MfS, HA XX/Fo/738, image 1



◀ **Observation d'une aire d'autoroute sur le trajet de transit, sans date**

BArch, MfS, HA VIII/Fo/38, image 37

étudiants, par exemple, portaient du principe que dans chaque groupe de séminaires se trouvaient au moins deux indicateurs. Les personnes en services militaires étaient certaines que chaque «chambrée [Stube]» hébergeait au moins un indicateur. Lors des réunions d'adolescents inadaptés, la plupart portait du principe qu'il y avait des indicateurs actifs qui – ce qui a été considéré comme particulièrement infâme – les imitait pour se camoufler. On pourrait continuer de tels exemples presque sans fin. Ils montrent tout d'abord que l'omniprésence du MfS était considérée comme donnée.

Même la langue symbolisait que la Sécurité de l'État faisait partie de la vie et de l'esprit quotidien de la société. Presque personne ne parlait du «Ministère de la Sécurité de l'État» et encore moins dans les espaces non publics. Cependant des désignations comme «Stasi», «la Société», «Écoute et Regarde», «Écoute et Attrape», mais aussi des titres comme «Gestapo rouge», «Bande de porcs», «Troupe de casseurs de Mielke» et beaucoup d'autres circulaient. Presque personne en dehors du MfS ne savait que les indicateurs étaient appelés «Employés non officiels» [IM]. Mais le fait que de nombreuses personnes, en tant qu'«indicateurs», «agents», «traîtres», «salauds» ou autres désignations, ont espionné, pour la Sécurité de l'État, la société de façon secrète et sous couverture, était courant et connu de chacun.

De nombreuses blagues témoignent, en outre, que la plupart des gens savaient très bien que le MfS existait seulement pour espionner, surveiller et, le cas échéant, persécuter la propre population. La blague suivante montre de façon exemplaire que l'on ne pouvait nulle part s'imaginer à l'abri de la police secrète: «Dans un pub, un homme adresse la parole à son voisin de table: <Connais-tu la différence entre cette bière et le parti?> – <Alors, c'est quoi?> – <La bière est consistante, le parti inconsistant.> L'autre homme se fait reconnaître comme indicateur de la Stasi. L'homme est séquestré. Quelques années plus tard, il est libéré et rencontre à nouveau l'indicateur de la Stasi: <Voyons maintenant si tu as pu reconsidérer ton crime en détention et si tu t'es épanoui en un personnage socialiste. Dis-moi: Quelle est la différence entre Erich Honecker et un bouc?> L'homme, terrifié: <Ah non, cette fois-ci, je ne vois aucune différence...>» Le soupçon que la Sécurité de l'État surveillait le trafic postal et téléphonique sans faille, a également été perpétué dans des blagues:

«Lettre de la RDA en République fédérale: <Votre paquet est arrivé. J'ai enfoui des grenades à main et des mitrailleuses dans le jardin.> Une semaine plus tard arrive la deuxième lettre: <La Sécurité de l'État était là, le jardin est bêché. Vous pouvez maintenant envoyer les bulbes de tulipes.>» Ce genre de blagues démontrent d'ailleurs souvent plusieurs dimensions. On évoque ainsi dans la citation ci-dessus également la situation précaire de l'approvisionnement.

Le fait que la Sécurité de l'État était peu prestigieuse et populaire est également documenté dans de nombreuses blagues. Une des plus largement répandues est la suivante: «Mielke est en route avec son chauffeur. Tout à coup, dans un village, un poulet passe devant la voiture et se fait écraser. Mielke sort et va chez le paysan. Au bout d'un certain moment, il revient, déprimé, s'assoit silencieusement dans la voiture et demande au chauffeur de continuer sa route. Peu après, ils écrasent un cochon. Mielke en a encore assez de la première fois et envoie son chauffeur. Ce dernier revient peu après, comblé de cadeaux. Mielke lui demande comment il avait fait. Le chauffeur lui répond: <Je suis entré et j'ai dit: Je suis le chauffeur de Mielke et j'ai écrasé le cochon!>»

Pour finir, deux derniers exemples, nombre de blagues démontrent aussi que l'on croyait Mielke et camarades capables de tout. L'hypothèse était donc répandue que les fonctionnaires et les employés du MfS auraient été intellectuellement limités. «Mielke et Stoph partent en train pour Paris pour sentir, incognito, l'atmosphère de la capitale française pour la visite imminente de Honecker. Consternés, ils reviennent chez Honecker. Mielke dit à Honecker: <Ils nous ont déjà démasqués à la gare.> Honecker demande, tout étonné: <Comment vous en êtes-vous rendu-compte?> – <On est descendus du train et ils ont crié de tous les côtés: Bagages, bagages.>» [«bagage» en allemand signifie «racaille»] Dans une autre blague, il s'agit plutôt de la brutalité qu'on attribuait à la Sécurité de l'État: «Mielke court le guilledou. Il ne peut attraper qu'un seul lièvre. Furieux de son échec, il prend l'animal, rosse le lièvre et n'arrête pas de crier: <Maintenant, admetts que tu es un sanglier.>»

Les gens riaient de ces blagues. Elles servaient d'exutoires et correspondaient à la fois à leurs expériences, perceptions, hypothèses et notamment leurs craintes. Mais il ne faut pas non plus imaginer la vie quotidienne de cette manière, que les gens s'inquiétaient constamment,

qu'ils marchaient dans la rue à pas feutrés en regardant constamment à gauche et à droite. La vie quotidienne est souvent en prise directe avec l'habitude, l'acceptation, la routine. Le système SED a affiné ses techniques de domination au cours des décennies. La brutalité ouverte des années 1950 disparaissait pour une pratique de l'intimidation subtile qui ne devenait, elle, par contre possible que grâce à la construction du mur. Car les gens savaient maintenant qu'ils ne pouvaient quitter le pays pour toujours qu'en prenant de grands risques. Cette prise de conscience a non seulement changé le besoin et la volonté d'adaptation de la société, mais elle a également permis aux dirigeants d'élaborer une stratégie de répression moins visible. Ce qui a cependant été décisif pour la société, pour les gens, était que l'omniprésence supposée de la Sécurité de l'État ne tolérerait aucune « niche ». Comme dans la fable Le Lièvre et la Tortue, quoique l'on fasse, la tortue semblait être toujours déjà là.

Nous savons aujourd'hui que des telles acceptations, malgré l'énorme étendue de la Sécurité de l'État, étaient fortement exagérées, mais elles symbolisent à quel point le MfS était considéré non seulement en tant que partie intégrante de l'appareil de domination, mais aussi de tout développement social et assez souvent individuel. La Sécurité de l'État y a elle-même contribué de manière cruciale. Le SED et la police secrète, les fonctionnaires et les employés du MfS faisaient semblant de tout savoir, d'être informés quoi qu'il en soit, comme si tout dépendait d'eux. Pour ne choisir qu'un seul exemple, qui s'appliquait pratiquement à chacun en RDA, pourvu qu'il devienne un peu plus vieux. Les divisions des cadres dans les entreprises et institutions géraient des dossiers de cadres pour chaque employé. Ce dossier « accompagnait » chacun toute sa vie. Même en RDA on avait la possibilité d'avoir un aperçu de ce dossier. Pour ce faire, il fallait s'enregistrer auprès de la division des cadres et on recevait ensuite une date de rendez-vous quelques jours plus tard. La plupart pensait que le chef des cadres avait besoin de ce laps de temps pour retirer les documents du dossier qui ne devaient pas être vus. Car l'hypothèse que les divisions des cadres étaient pratiquement les bras droits de la Sécurité de l'État était largement partagée. C'est pourquoi la plupart croyait qu'il devait y avoir plus ou moins deux dossiers: l'un qui pouvait être consulté et l'autre, celui qui était vraiment important, qui justement ne pouvait pas être vu. Cela en revanche aboutissait à ce que seulement peu



📍
Observation de punks par le MfS, années 1980
 BArch, MfS, HA XX/Fo/851,
 image 133

de personnes regardaient leurs dossiers cadres justement parce qu'on ne pouvait pas consulter celui qui était important. De même, la plupart des gens sous-entendaient que, en ce qui concerne les admissions aux études, les sauts de carrière, les voyages à l'ouest, absolument toute décision « en matière de politique des cadres », la Sécurité de l'État avait le dernier mot. Comme nous le savons également aujourd'hui, tout était en détail bien plus compliqué, souvent la Sécurité de l'État participait vraiment, tout aussi souvent elle ne participait pas, et assez souvent le SED et les directions d'État décidaient contre les oppositions du MfS. Mais ces hypothèses répandues montrent que la Sécurité de l'État était profondément ancrée dans l'esprit quotidien et que son omniprésence réelle ou supposée menait à une spirale quasiment infinie de conjectures et appréhensions.

Il y avait donc trois groupes de personnes dont la vie quotidienne était marquée très particulièrement par la Sécurité de l'État. Tout d'abord les employés du MfS, les IM et tous les fonctionnaires – au total alors plusieurs centaines de milliers, sinon des millions de personnes – étant tous reliés, sur le plan professionnel, politique, structurel ou non officiel, avec le MfS ou présentant au moins des contacts continus. Un autre groupe, non superposable au premier, se composait des personnes qui, déçues par le socialisme réel, ont élu la police secrète en tant que gardienne du Graal de l'idée communiste et espéraient que justement les réformes « cruciales »

seraient impulsées par ce dispositif. Ce groupe existait tout au long de l'existence de la RDA. Encore en 1989, nombre d'entre eux tablaient justement sur Markus Wolf comme futur sauveur. Un groupe tout à fait différent se composait finalement des personnes qui se trouvaient dans la ligne de mire directe de persécution de la police secrète, les opposants politiques, les réfugiés, les demandeurs de sortie du territoire, les impopulaires et inadaptés au niveau politique ou social. Les perceptions que ces personnes avaient du MfS se basaient non seulement sur les hypothèses et les rumeurs mais aussi sur des expériences concrètes. Et ces dernières ont, assez souvent, gravement influencé leurs vies quotidiennes.

L'histoire du MfS dans le quotidien est encore en grande partie inexplorée. Ici s'ouvrent de nouvelles perspectives sur la société de la RDA. Les répercussions sur les mentalités des personnes ont, à ce jour, également à peine été prises en considération. Et encore moins quelles séquelles à moyen et long terme, qui durent encore aujourd'hui, ont été engendrées par ces conjectures et expériences concernant le MfS. Le fait qu'il y en avait et qu'il y en a encore semble à peine contestable – tout à fait indépendamment des souvenirs individuels. Car la conduite des personnages sous la dictature du SED – qu'ils aient été des militants convaincus, des employés titulaires du MfS ou des IM, des opposants ou des sympathisants, des marginaux ou des suiveurs – ne peut être expliquée et racontée sans prendre en compte le rôle du MfS. Il ne faut cependant surtout pas mythifier et surhausser la Sécurité de l'État, comme elle l'a fait elle-même. Mais il ne faut pas non plus la minimiser ou relativiser, comme le font, encore aujourd'hui, de nombreux anciens fonctionnaires du SED, officiers du MfS et IM. La vérité n'est pas au milieu, elle ne sommeille pas dans les dossiers, ni dans les souvenirs, au quotidien elle n'existe sûrement pas en tant que réponse générale définitive. Car en fin de compte, la vie quotidienne reste une expérience individuelle qui peut cependant être reconstruite de façon socio-historique : au travers des dossiers, des souvenirs et de voies très diverses – de façon scientifique, artistique, documentaire. Ici, dans l'histoire du quotidien et de la société se trouvent encore beaucoup de tâches et de questions gratifiantes pour les chercheurs, témoins de l'époque, journalistes et artistes. Car la préoccupation avec la RDA réelle, le MfS réel, la vie quotidienne en RDA immunise ceux qui l'ont vécu, ainsi que les puinés, contre la tentation de courir les chemins antilibéraux.

NON-CONFORMITÉ, REFUS, PROTESTATION, RÉSISTANCE ET OPPOSITION

Christian Halbrock

Qui se dressait, en RDA, contre le système, qui contredisait, qui offrait une résistance ou était actif en opposition, risquait beaucoup.¹ Bien que cela ne s'appliquait pas dans tous les cas, la menace des sanctions du SED planait toujours. Ces dernières allaient de l'exclusion de l'apprentissage ou de la formation professionnelle, à différentes formes, partiellement subtiles, d'exclusion sociale et jusqu'à des poursuites pénales. En ce qui concerne l'exclusion et la poursuite, ce n'était pas seulement le Ministère de la Sécurité de l'État qui en était responsable. Étaient également impliqués les enseignants fidèles au régime qui cherchaient à réprimer toute contradiction contre les écoles et qui rapportaient tout élève, stigmatisé d'être délinquant, à la Sécurité de l'État. Les délits politiques étaient aussi sanctionnés par la Volkspolizei. La police des transports contribuait

1 À cet égard, entre autres: Fricke, Karl Wilhelm: *Opposition und Widerstand in der DDR*. Cologne 1984; Neubert, Ehrhart: *Geschichte der Opposition in der DDR 1949–1989*. 2e édition, Berlin 1998; Klein, Thomas: *»Frieden und Gerechtigkeit!« Die Politisierung der Unabhängigen Friedensbewegung in Ost-Berlin während der 1980er Jahre*. Cologne, Weimar 2007 [Zeithistorische Studien; 38]; Halbrock, Christian: *»Freiheit heißt, die Angst verlieren«*. Verweigerung, Widerstand und Opposition in der DDR: Der Ostseebezirk Rostock. 2e édition, Göttingen 2015.

également à la persécution des dissidents en cherchant du regard des adolescents inadaptés – souvent aux cheveux longs et s’habillant ostensiblement comme à l’ouest – ou en dépistant, dans les gares près des frontières, des personnes susceptibles de s’enfuir. La Sécurité de l’État et la police s’appuyaient, pour leur activité, sur les assistants bénévoles et les indicateurs qui existaient partout en RDA. La surveillance des églises, assez importante pour le SED, ainsi que la couverture des services religieux et de l’encadrement ecclésiastique des jeunes étaient de la responsabilité de la division de l’intérieur des districts, arrondissements et communes respectifs qui, eux, transmettaient leurs résultats avec plaisir à la Sécurité de l’État.

Les personnes qui se sont opposées au régime et qui ont publiquement exprimé leurs protestations ne formaient qu’une minorité négligeable. Quoiqu’une partie importante de la société se refusait au régime du SED, la plupart des gens se désolidarisaient de ceux qui exprimaient publiquement leur refus, qui provoquaient des conflits et qui dénonçaient les contradictions. La stratégie du SED et de la Sécurité de l’État, qui au début intimidaient et contrôlaient la société par une terrorisation ouverte et plus tard par des méthodes plus subtiles, a fonctionné et était efficace. De grandes parties de la société se désolidarisaient pour ne pas s’exposer au danger eux-mêmes. Outre la propagande omniprésente, qui n’acceptait aucune opinion dissidente et diffusait le mensonge du vaste consentement de la population en ce qui concerne la politique du SED, son pouvoir se basait sur la légende que la Sécurité de l’État était omnisciente et omniprésente et que la résistance ne rimait donc à rien. La Sécurité de l’État était en effet incapable de dénouer de nombreux actes de résistance. Le fait que le MfS ne pouvait guère garantir le contrôle total de la population, restait, dans le service de la sécurité intérieure, un secret de la RDA jalousement gardé.

Au cours des quatre décennies de la RDA, les personnes se révoltaient contre le système sous formes très variables. Déjà une faute disciplinaire, qui au sens habituel des conventions collectives signifiait en général seulement un écart, pouvait, dans la dictature, être incriminée comme une déloyauté politique et être ensuite pénalisée. C’était par exemple le cas quand une plainte n’était pas déposée ou qu’un message concernant une irrégularité politique n’était pas transmis.



↳ **Manifestation à
Brandenburg, le
12 novembre 1989
[photo d’observation de
la Sécurité de l’État]**

*BArch, MfS, BV Potsdam,
KD Brandenburg, n° 687
19/53*

Une autre forme de conduite politiquement divergente était représentée par la non-conformité vécue visiblement – de s’obstiner et de désobéir. La Sécurité de l’État a ainsi, p. ex., rassemblé du matériel chez des agriculteurs et des pêcheurs qui, bien que la collectivisation ait été officiellement imposée dès le début des années 1960, continuaient de fait leurs exploitations en coopératives de production semi-professionnelles. Même dans les années 1980, ils se sont encore opposés à la collectivisation totale. Bien qu’ils ne voulaient que défendre leur propriété résiduelle et voulaient conserver les processus de travail éprouvés, le SED les taxait d’être des ennemis du socialisme. La formation prémilitaire dans les écoles et écoles

professionnelles, sert comme exemple supplémentaire. Quoique la formation fût obligatoire, quelques élèves et apprentis refusaient de participer à la formation au tir. Les élèves qui s'opposaient étaient menacés d'être exclus du baccalauréat; les apprentis qui déclinaient la formation au tir jouaient avec la réussite de leur contrat d'apprentissage.

Le SED et le MfS s'estimaient encore plus nettement provoqués par les protestations et contradictions ouvertes, une autre forme de conduite politiquement divergente et sanctionnée pénalement. Une telle protestation se présentait si par exemple le refus ou le départ d'une organisation de masse de la RDA étaient accompagnés d'une déclaration publiquement perceptible. Dans les fichiers de travail de la Sécurité de l'État, de telles protestations étaient fichées en tant que « hâte ennemie contre l'Etat ». Les personnages exprimaient leurs contradictions au travers de requêtes et de lettres de protestation, quoique sous forme et clarté variées.

Offraient leur résistance, au sens strict, les gens qui diffusaient des tracts, critiquaient le SED et la politique en RDA au travers de mots d'ordre



publiquement écrits, qui abîmaient ou détournait les mots d'ordre de propagande du SED, qui détachaient les drapeaux, ou qui levaient la parole contre le régime au travers de pancartes. Malgré les occasions différentes qui menaient aux actions individuelles et les multiples références de contenu qui étaient évoquées dans les tracts et les slogans, quatre sujets dominaient qui, comme un fil rouge, se reproduisent dans les affaires de résistance. Encore et toujours était nommé le manque de légitimation du régime du SED. Le souvenir de la répression de l'insurrection populaire du 17 juin 1953 et la gestion inhumaine des frontières avec le mur de Berlin invitaient également toujours à de nouvelles actions. D'innombrables slogans témoignent combien étaient impopulaires, parmi la population, les leaders autoproclamés du mouvement ouvrier de la RDA, les dirigeants du SED Walter Ulbricht et Erich Honecker.

La contradiction et la résistance faisaient, comme d'ailleurs les répressions du régime du SED, toujours l'objet de transformations. Dès 1945 – avec l'établissement de la Zone d'occupation soviétique – la résistance se dirigeait contre l'oppression des partis non communistes qui étaient encore agréés pour des raisons tactico-politiques. Les partis bourgeois et les socio-démocrates perdaient, dans cette période, leur autonomie et étaient obligés de se subordonner au KPD/SED. Les militants du SPD et des partis bourgeois qui s'opposaient à cette subordination étaient, comme les libéraux-démocrates de Rostock autour de Arno Esch, soit emprisonnés, soit condamnés à des peines de prison de longue durée, soit exécutés – comme Esch à Moscou en 1951. Après l'unification forcée du KPD et du SPD au SED en SBZ en 1946, les socio-démocrates constituaient, à Berlin-Ouest, un Ostburo (Bureau de l'est) épaulant les habitants en Allemagne de l'Est dans leur résistance avec des affiches et des tracts. Beaucoup d'Allemands de l'est entraient, de leur côté, en contact avec l'Ostburo et l'alimentaient d'informations sur la situation en SBZ/RDA. Le CDU et les Freie Demokraten (démocrates libres) maintenaient également leurs propres Ostburos. La Commission d'enquête de Juristes libéraux (Untersuchungsausschuss Freiheitlicher Juristen), initialement créée en Allemagne de l'Est en 1949 qui conseillait les personnes persécutées, fichait les infractions juridiques et les publiait dans l'Ouest, délocalisait, après peu de temps seulement, son bureau à Berlin-Ouest, en grande partie sécurisée. Qui était soupçonné d'être en contact avec un



Une minute de silence pour la paix mondiale: Malgré la présence de la Stasi, les militants pacifistes de Jena organisent, le 14 novembre 1982, sur le Jenaer Platz der Kosmonauten une manifestation silencieuse.

BArch, MfS, BV Gera, VIII BB 101/82, feuille 6, image 9

des locaux évoqués, se retrouvait emprisonné par le régime du SED et, en général, condamné à une longue peine de prison.

Dans les années suivant la création de la RDA en 1949, le SED et la Sécurité de l'État, créée, elles, en 1950, condamnaient à des peines draconniennes, allant même jusqu'à la mort, contre leurs adversaires politiques. Les jugements étaient souvent rendus lors de procès-spectacles méticuleusement préparés avec des témoins à charge conditionnés et en utilisant des aveux forcés. Tout cela servait surtout à la dissuasion. Dans plusieurs lieux (Werdau, Leipzig, Werder, Eisenberg, Fürstenberg/Oder, Güstrow), même les élèves des cours supérieurs qui avaient offert une résistance, étaient condamnés à mort ou à de longues peines de prison. On les accusait d'avoir rassemblé des informations et distribué des tracts. Plus d'un des adolescents condamnés ne réchappait pas des conditions inhumaines de détention ou seulement avec des dommages sanitaires durables.

Dans les jours du 12 au 21 juin 1953, après que la situation se soit aggravée depuis des mois, se développaient des protestations dans plus de 700 lieux en RDA: les arrêts de travail étaient suivis par des manifestations, les prisons étaient prises d'assaut et dans quelques communes, le SED était même destitué. Les protestations qui croissaient en insurrection populaire déferlaient sur de grandes parties de la RDA. L'insurrection qui ne pouvait être écrasée que par l'emploi de chars soviétiques compromettait le régime. Près de 15 000 personnes étaient arrêtées, 2 500 condamnées, plusieurs participants fusillés arbitrairement. Des dizaines de milliers se réfugiaient à l'Ouest. Les événements du 17 juin ont recouvert, pendant des décennies, des parts de la société est-allemande comme un traumatisme.

Les protestations à partir du milieu des années 1950 se dirigeaient entre autres contre la militarisation progressive de la société en RDA, contre le service militaire obligatoire (dès 1962), contre la collectivisation forcée en matière d'agriculture en 1960 et contre le bouclage de Berlin-Ouest le 13 août 1961. Même les communistes convaincus et les marxistes avoués entraient, à répétition, en contradiction avec le régime du SED: en la personne de l'auteur-compositeur Wolf Biermann grandissait, pour le SED, un détracteur du système éloquent et analytiquement perspicace. Ses chansons devenaient, dans les années 1970, pour nombre d'adolescents un encouragement et une incitation à ne plus s'arranger



« Libérez-nous encore une fois! »: Slogan opposant sur un monument de char soviétique à Schwerin, en 1988.

BArch, MfS, BV Schwerin, AKG, n° 13b, feuille 10

avec les conditions du « socialisme réellement existant ». À partir de Grünheide vers Berlin, l'ancien fonctionnaire du SED et chimiste Robert Havemann qui, lui, était tombé en disgrâce auprès du SED en 1964 après une série de conférences et qui avait ensuite été banni de l'université de Humboldt, critiquait les têtes de la RDA. Son « Appel de Berlin » qu'il a publié en 1982 ensemble avec le prêtre de Berlin-Est Rainer Eppelmann est une des bornes de la gestation des groupes pacifiques indépendants en RDA.

Les groupes pacifiques sous le patronage de l'église protestante qui, par suite de l'explication concernant l'insigne « De l'épée à la charrue », prenaient, en 1982, de l'ampleur au niveau national, avaient l'un de leurs précurseurs dans le mouvement des soldats des unités de construction. On estime que, depuis les années 1960, 15 000 recrues refusaient le service armé et servaient dans les unités de construction. Simultanément augmentait le nombre total d'objecteurs de conscience d'environ 100 objecteurs par an dès 1964 à environ 200 cas par an à la fin des années 1980.² Dès 1980, l'activité des cercles pacifiques trouvait un complément par l'engagement des groupes environnementaux et des Droits de l'Homme.

² Les chiffres présentés variaient entre 3 000 et 6 000 objecteurs totaux dans les années de 1964 à 1989.



La tête de la statue de Staline, abattue à Budapest le 23 octobre 1956

ÁBTL 4.1.A-1265

L'année du
dégel politique

1956

L'incrédulité se propageait surtout parmi les militants du SED qui avaient vénéré Staline comme un rédempteur : Depuis la tribune du XXe congrès du parti des communistes soviétiques, son Premier secrétaire appelait le Géorgien en février 1956 ce qu'il était : un massacreur ! Si les victimes de la persécution staliniste purgeant une peine en RDA pouvaient éventuellement être libérées, une commission devait l'examiner, dont les membres étaient les responsables de la persécution du SED et du MfS. À part Ulbricht, entre autres, les chefs de la Sécurité de l'État, de la Commission de contrôle du parti et du parquet général, Wollweber, Matern et Haid. Ulbricht aurait sans doute aimé empêcher tout débat. Mais la pression était trop forte. Et l'inquiétude des cadres se mélangeait vite avec le mécontentement de nombreux autres, au pays. Les artistes et les scientifiques, les étudiants et les enseignants, les militants du SED et ceux qui se tenaient à l'écart discutaient la philosophie et le dogmatisme, le socialisme, la liberté et le droit.

La vague déclenchée à Moscou a atteint aussi d'autres pays du bloc de l'Est : en Pologne les ouvriers faisaient grève et portaient leurs protestations devant les bureaux du parti. Le 21 octobre, Władysław Gomułka, populaire et gardé en détention pendant des années, est devenu le nouveau chef du parti, même contre les objections de Moscou. Deux jours après, les étudiants et ouvriers protestataires de Hongrie imposaient le retour d'Imre Nagy à la tête du parti et du gouvernement et forçaient, après des combats sanglants, le retrait de l'Armée

rouge. Mais cette dernière est revenue le 4 novembre 1956, a conquis Budapest et étouffé la révolution.

Le même jour se terminaient également les débats sur la déstalinisation en RDA. Le MfS, forcé pendant quelques mois à la retenue, emprisonnait les critiques les plus fameux. On a prononcé, contre Wolfgang Harich, Walter Janka et des douzaines d'autres, dans toute une série de procès-spectacles, de longues peines de détention et intimidés les spectateurs convoqués.

Mais il a été tiré, en ce qui concerne la Sécurité de l'État, une conséquence durable qui a été respectée en principe : depuis, il était interdit au MfS de se superposer au-dessus du SED et de poursuivre, de sa propre initiative, des fonctionnaires du parti ou de les recruter en tant qu'indicateurs. Toute équivoque, entre le parti et sa police secrète, en ce qui concerne la question du maître et du chien (de garde), était dissipée.

Bernd Florath

« JOUEUR NON OFFICIEL » – MIELKE ET LE SPORT

Jutta Braun

Dans l'ère de la Guerre froide, le sport est devenu la scène impactante des luttes de pouvoir symboliques entre l'Est et l'Ouest. Les athlètes, nageurs et footballeurs n'ont pas seulement lutté pour les buts, les mètres et les secondes, mais aussi pour la réputation de leurs États et pour la réputation de leur ordre social respectif. Surtout la RDA prenait particulièrement au sérieux la fonction suppléante du sport, à tel point que la direction politique a formulé en 1971 :

« Le conflit des classes sur le plan sportif a pris une telle dimension qu'il n'y a, fondamentalement, plus aucune différence avec le niveau militaire. Comme le soldat de la RDA affronte à la frontière nationale son ennemi impérialiste de la Bundeswehr de l'OTAN, le sportif de la RDA doit reconnaître dans le sportif de la RFA son adversaire politique. »¹

Tristement célèbre est l'histoire du club de football berlinois de BFC

1 Commission de l'Ouest au sein du Politburo du ZK du SED, division de l'Ouest du ZK, AG 1972 [1971]: L'argumentation politico-sportive pour la préparation ultérieure de nos cadres olympiques en vue des Jeux olympiques à Sapporo et Munich. Citation selon: Staadt, Jochen: Die SED und die Olympischen Spiele 1972. Dans: Schroeder, Klaus (éditeur): Geschichte und Transformation des SED-Staates. Berlin 1994, pp. 211-232, ici 222.

Dynamo dont le directeur factuel et la tête pensante était en effet le Ministre de la Sécurité de l'État, Erich Mielke lui-même. Comme aucun autre club de football de la RDA cette association ne représentait pas seulement une performance sportive mais aussi une prétention politique. Mais cette ardeur politique de combat ne se référait pas seulement aux rapports avec l'« ennemi de la classe ouvrière » de l'Ouest. La prétention au pouvoir de Mielke s'étendait plutôt dans le football sur les propres adhérents ainsi que sur le pouvoir de décision concernant le destin personnel des joueurs. De plus, le pouvoir et l'influence du BFC Dynamo occasionnaient que Mielke pouvait parfois s'estimer être le dominateur des règles du jeu.

Dynamo, c'était l'association sportive des organes de la sécurité à l'intérieur de la RDA, c'est-à-dire de la Volkspolizei, de la Sécurité de l'État et de l'administration douanière, étant donné que le MfS exerçait une influence décisive, dans cette soi-disant organisation porteuse, depuis le début. Dans sa structure, l'organisation est-allemande contrefaisait le modèle soviétique de l'« Association sportive Dinamo » qui avait été mise sur pied le 18 avril 1923 dans le quartier général de la police secrète soviétique. Initialement, elle avait été conçue pour améliorer la forme physique des employés du service de sécurité, et se développait bientôt en un facteur important du sport de compétition soviétique qui maintenait, de façon étendue, des clubs et qui soulignait, par son président honoraire Félix E. Dzerjinski, ostensiblement le lien exclusif au service de renseignement. Du pouvoir bientôt s'approchait la volonté de la victoire: quand en 1939, le Géorgien Lavrenti P. Beria reprenait la direction de la police secrète soviétique, il dotait bientôt Dinamo de la prétention de prendre un rôle dominant dans le monde sportif de l'URSS.

La création de l'association sportive Dynamo en RDA s'est faite, dès le début, par analogie, d'une manière confiante voire souveraine: préparée, au niveau informel, par Erich Mielke déjà depuis 1952, l'association sportive s'est manifestée en public la première fois en mars 1953 avec un appel à la constitution. Déjà avant que Mielke ne soit promu au grade de Ministre de la Sécurité de l'État en 1957, il avait, depuis 1953, exercé la fonction de président de l'association sportive Dynamo – deux fonctions indétrônables qu'il a gardées jusqu'au déclin de la RDA en 1989. L'association sportive Dynamo était, avec ses 278 000 membres et ses 380



communautés sportives, la plus forte association sportive en RDA. Elle recevait son budget essentiellement du Ministère de la Sécurité de l'État.

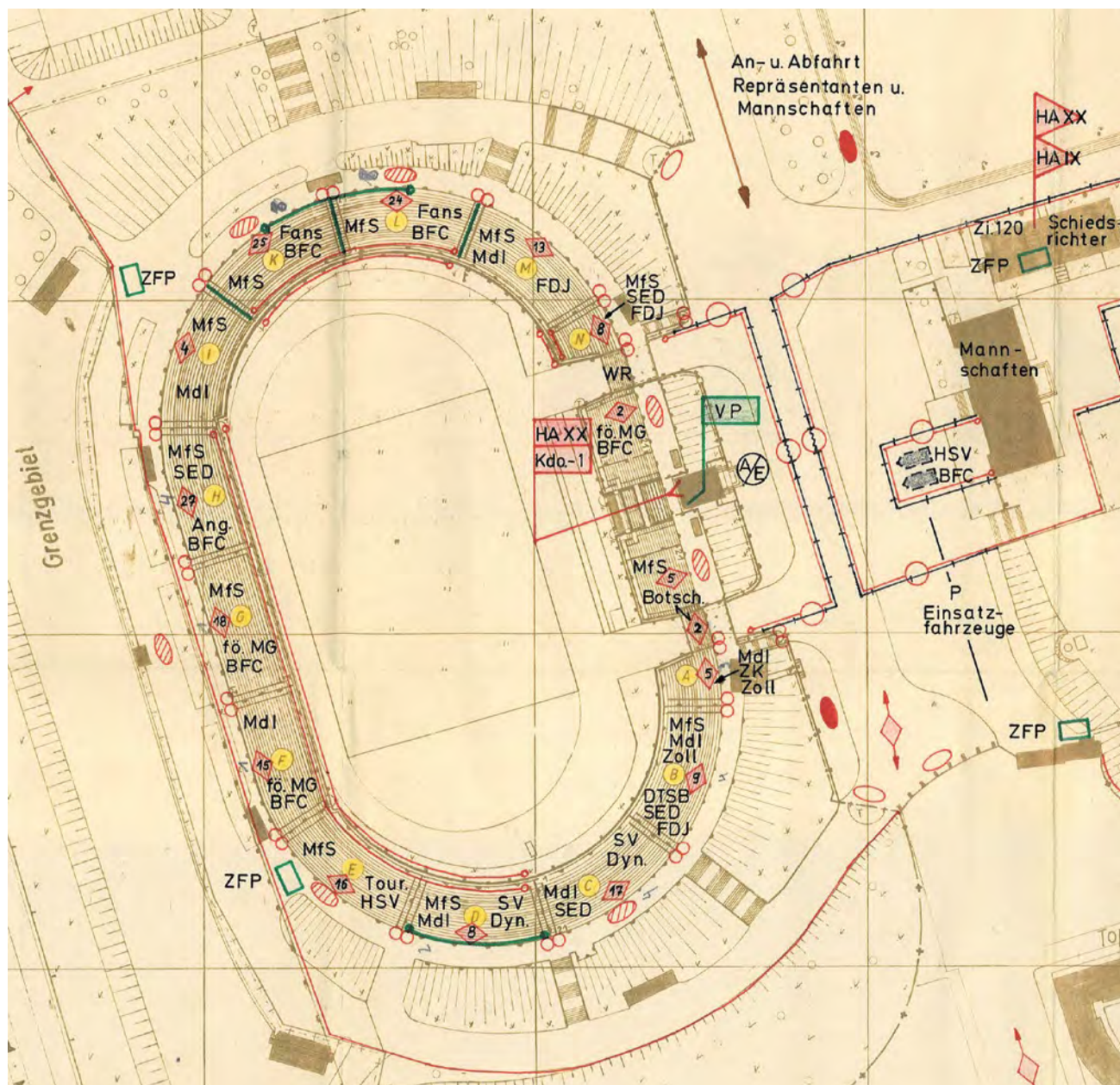
Le club de football BFC Dynamo était le joyau spécial de l'Empire de Mielke. Déjà sa localisation sortait le BFC du quotidien : implanté à Berlin-Est, près du point de jonction de la Guerre froide, il représentait la capitale de la RDA. C'était la raison pour laquelle il convenait d'équiper ce club, depuis le début, de la façon la plus puissante possible. Dès 1954, les joueurs de la célèbre Sportgemeinschaft de Dynamo Dresde, l'équipe championne de 1953, qui étaient rapidement déployés à Berlin-Est ensemble avec d'autres joueurs talentueux, le ressentaient : le chef de section du football de la SV Dynamo expliquait simplement qu'il manquait à la partie est de la ville, pour la lutte contre les équipes de Berlin-Ouest, encore une équipe de l'Oberliga [5e division de foot en Allemagne]. Cette transplantation du onze de Dresde, effectuée sur ordre, était à l'origine d'une hostilité durable, qui a marqué les décennies suivantes, dans le football entre la Saxe et Berlin. Quand le football a été réorganisé en RDA, au milieu des années 1960, les footballeurs de Dynamo de Berlin-Est en ont profité également. Nouvellement créé en tant que « BFC Dynamo » en 1966, ils étaient désormais un des dix pôles d'élite d'entraînement au football, répartis uniformément sur les districts de la RDA. Les privilèges

et le travail abouti des espoirs n'étaient pas sans effets. Le BFC Dynamo avait ainsi un bilan impressionnant à son actif : Champion record de la RDA dans les années 1979 à 1988, vainqueur de coupe de la RDA en 1959, 1988 et 1989, avec cela il comptait, tout au long des années, 35 joueurs en équipe nationale de la RDA dans ses rangs.

La renommée spéciale que le BFC Dynamo a gardée à ce jour repose surtout sur sa réputation en tant que club de la Stasi. Cela s'applique, d'une part, pour la relation du BFC avec ses adhérents, les siens et ceux d'Allemagne de l'ouest : Cela est clairement illustré sur une esquisse secrète de planification du MfS pour la répartition des places assises dans le stade de Jahn à Berlin-Est. Le plan de jeu préparait un jour J concret, à savoir le 15 septembre 1982. C'est le jour du match aller du premier cycle de la Coupe d'Europe des champions régionaux entre le BFC Dynamo Berlin et le Hamburger SV. Grande est la joie anticipée des adhérents pour cette rencontre prestigieuse, mais le match prévu pose à la Stasi plusieurs problèmes. Dans les années précédentes, des adhérents est-allemands avaient, en RDA et également en Europe de l'Est, souvent ovationné les équipes ouest-allemandes – une vague de sympathie qui, à cause de l'idéologie dure de démarcation du SED vis-à-vis de la République fédérale, n'avait pas le droit cependant d'exister. De nombreux adhérents de foot est-allemands étaient simultanément des fans des clubs de la Bundesliga ou de l'équipe nationale d'Allemagne fédérale. On a constaté de façon horrifiée, déjà en 1971, dans un rapport de la Stasi qu'à Varsovie, lors d'un match de qualification, des centaines de citoyens de la RDA montraient « ostensiblement » de la sympathie pour la troupe de Beckenbauer : sur de larges pancartes des fans de la RDA, on pouvait lire « Nous saluons l'équipe nationale allemande et le Kaiser Franz » – ce qui hérissait le poil de la Sécurité de l'État. Les fans concernés étaient, après le coup de sifflet final, pénalisés pour leur enthousiasme au travers de différentes sanctions dont interrogatoires, radiations d'immatriculations et même détentions. Par conséquent, pour les apparitions consécutives des équipes d'Allemagne fédérale dans le Bloc de l'Est, les banderoles de slogans avaient déjà été confisqués par le MfS à l'avance, même s'il s'agissait seulement d'un obligéant « Suhl salue le FC Bayern Munich » à l'occasion d'un match de la Coupe d'Europe à Ostrava. Lors de la rencontre, que l'esquisse de planification préparait, avec le HSV invité chez le BFC Dynamo,

◀
**Erich Mielke à la IIIe
 Fête traditionnelle du
 BFC Dynamo modéré par
 Hans-Georg Ponesky
 [à droite], 1969**

*BArch, MfS, SdM/Fo/158,
 image 5*



on ne voulait pas courir le risque de tels scénarios. Surtout pas dans le parc de sports Friedrich Ludwig Jahn situé directement à la frontière et accessible aussi pour les caméras de télévision du côté de Berlin-Ouest. Pourquoi alors laisser des fans imprévisibles entrer au stade qui, de plus, cultivaient une préférence secrète pour Horst Hrubesch, Felix Magath ou Manfred Kaltz, s'il y avait assez d'employés de la Sécurité de l'État intéressés par le foot ? Seulement 2 000 fans – d'avance choisis politiquement – ont alors reçu des tickets, les autres places sur les tribunes étaient prises par les employés de la Stasi, la Volkspolizei et les fonctionnaires.



Caricature (dessinateur inconnu), Erfurt, janvier 1986

BArch, MfS, ADibE 1191-88, vol. 2, feuille 373

Esquisse de planification du MfS pour la répartition des places assises dans le Stade Friedrich Ludwig Jahn à Berlin-Est pour le match du BFC Dynamo contre le HSV en 1982. Dans le bloc E se retrouvaient 300 touristes arrivés de la République fédérale entourés au total de 1 284 employés du MfS.

BArch, MfS, HA XX, n° 1894, p. 57

Mais ce ne pas seulement les propres partisans qui ont été limités par la Stasi : seulement 300 fans de la République fédérale étaient autorisés à voyager, une poignée marginale entourée, dans le bloc E, par plus de 1 200 employés de la Stasi. Avec ce cordon de sécurité, le MfS pouvait empêcher les scénarios de fraternisation ou, somme toute, les contacts entre les adhérents de l'Est et de l'Ouest.

Dans une caricature de l'an 1986, une autre spécificité du onze de la Stasi était prise pour cible. L'image était apparemment dessinée par les adhérents de Rot-Weiss Erfurt au début de l'année 1986. Les joueurs de BFC Dynamo dans des maillots bordeaux font un ban à l'arbitre. Le dessin reprend l'agacement permanent qui se propageait surtout dans les années 1980 : il y avait une accumulation d'une multitude de décisions des arbitres extrêmement erronées en faveur du BFC Dynamo. Par monts et par vaux, les adhérents du foot en RDA étaient énervés du traitement de faveur permanent du BFC par les soi-disant impartiaux sur le terrain de jeu. Mais ni une avalanche de requêtes ou des protestations directes auprès de l'association et la fédération n'apportaient d'améliorations. Le BFC était, pour diverses raisons, dans les bonnes grâces : d'une part, de nombreux arbitres étaient employés comme IM et on pouvait donc les estimer du coup comme hémiplegiques. Mais comptait encore plus le fait que Dynamo formait, au sein de la fédération de football, un fort bastion personnel qui, pendant longtemps, a su bloquer toute critique. En outre, les arbitres dépendaient de toute façon du MfS s'ils voulaient, dans leur carrière, siffler au moins une fois au niveau international. Ils avaient, pour cela, non seulement besoin d'un classement respectif par la fédération de football, mais aussi

d'une autorisation cadre de voyage obligatoire délivrée par le MfS – une bonne raison pour une obéissance anticipée à l'Empire de Mielke. Mais au milieu des années 1980, la grogne couvait de plus en plus farouchement : La caricature a surgi après la défaite à domicile de l'équipe d'Erfurt contre Dynamo Berlin. Même les reporters de la RDA parlaient de performances arbitraires erronées et provocantes en faveur du BFC. Finalement, le secrétaire général de la fédération de football de la RDA a pu, avec le soutien d'Egon Krenz, imposer la réalisation d'une étude « sur la problématique des performances arbitraires ... pendant la saison 1984/85 » qui, elle, reconstituait en détail le traitement de faveur du club de Mielke. Les conclusions du rapport sont telles que la réputation du BFC a été endommagée, que même une « haine » contre le BFC s'était accumulée et que des tensions dans l'élite de la RDA en étaient également la conséquence. Ces « trafics » induisaient de plus que la concurrence s'était résignée et avait cessé de lutter sérieusement pour le championnat. Le scandale public a cependant eu lieu un an plus tard à l'occasion du soi-disant « pénalty de déshonneur de Leipzig » le 22 mars 1986 – un pénalty que l'arbitre a accordé au BFC à la minute 95 du jeu et qui permettait le score final de 1:1. En plus de la vague habituelle de lettres de protestation, même Helmut Hackenberg, le 2e secrétaire de la direction du district du SED de Leipzig a envoyé un télex à Berlin-Est pour exprimer, d'une part, sa grogne et pour rapporter, d'autre part, la colère de la population de Leipzig, notamment des ouvriers. Quelques jours plus tard Bernd Stumpf, l'arbitre et IM a été suspendu à vie, en tant que fusible, de l'Oberliga. Les injustices envers leur propre club unissaient les adhérents, les hommes politiques du SED et même la presse régionale du parti dans leur indignation contre Berlin et le pouvoir de la Stasi dans les coulisses : ainsi la défense de l'honneur de la propre équipe de football faisait partie intégrale de l'identité régionale qui, plus tard en RDA, a absolument pu semer la zizanie entre la périphérie et la centrale².

Le zèle de contrôle du directeur de la Stasi s'étendait également aux propres joueurs – mais l'accès lui échappait de plus en plus souvent des

2 Commission de l'Ouest au sein du Politburo du ZK du SED, division de l'Ouest du ZK, AG 1972 [1971]: L'argumentation politico-sportive pour la préparation ultérieure de nos cadres olympiques en vue des Jeux olympiques à Sapporo et Munich. Citation selon : Staat, Jochen: Die SED und die Olympischen Spiele 1972. Dans : Schroeder, Klaus [éditeur]: Geschichte und Transformation des SED-Staates. Berlin 1994, pp. 211-232, ici 222.

mains. Ainsi en novembre 1983, l'attaquant Falko Götz s'est enfui avec son coéquipier Dirk Schlegel. À l'occasion d'un match du BFC à Belgrade, les deux ont tiré parti d'un moment inobservé lors d'une virée dans un grand magasin pour se réfugier à l'ambassade allemande. Avec le soutien diplomatique, ils ont finalement voyagé en train de nuit de Ljubljana à Munich. C'était un trajet angoissant avant de se retrouver en « sécurité » à l'ouest. Étant donné que sécurité était pour un footballeur réfugié de la RDA une notion relative. Et Falko Götz le savait très bien car quelques mois avant sa fuite, Lutz Eigendorf avait trouvé la mort dans un accident de voiture. Eigendorf s'était également enfui du BFC Dynamo à l'époque, lors d'un match à l'extérieur, et maintenant, il était mort. Les circonstances de l'accident étaient mystérieuses, depuis le début il y avait des rumeurs que la Stasi était à la manœuvre. La mort d'Eigendorf avait un effet absolument dissuasif : arrivé dans l'ouest, Falko Götz a décidé, à la différence d'Eigendorf, de n'accorder en aucun cas d'interviews publiques ou de critiquer la RDA. Mais après la chute du Mur il devait prendre note que toute mesure de précaution n'avait été d'aucune utilité. Joachim Gauck lui avait personnellement indiqué, au début des années 1990, son vaste dossier de victime. Les documents de la Stasi sur Lutz Eigendorf et Falko Götz se ressemblent de manière affligeante : les situations personnelles, itinéraires, restaurants préférés et domiciles étaient espionnés jusque dans les plus petits détails. Depuis l'habitation de Götz nouvellement construite, est dessiné un chemin qui montre le trajet le plus court vers l'est – clairement une esquisse pour un rapt prévu – aucun footballeur réfugié ne pouvait être à l'abri du bras long de Mielke.³

Les footex exemplaires étaient généreusement privilégiés et choyés tant qu'ils fonctionnaient pour le régime. Mais on les poursuivait avec la même rigueur en tant que « traîtres » et menaçait leurs vies une fois qu'ils avaient décidé de prendre leur chemin personnel pour sortir du régime. En tant que « partenaire non officiel », Mielke restait invisible jusqu'à la fin de la RDA mais omniprésent, de façon impactante, dans la vie des adhérents et des joueurs.

3 Sur la fuite de la République dans le sport : Braun, Jutta ; Wiese, René : « Historische Einführung ». Dans : La même ; Garza, Claudia de la : ZOV Sportverräter Spitzenathleten auf der Flucht. Berlin 2011, p. 73-116.

LE SYSTÈME DE RAPPORT DE LA SÉCURITÉ DE L'ÉTAT DE 1953 À 1989

Daniela Münkel

« Toute insuffisance, des plus petites affaires aux plus grandes, nous l'avons rapportée. Nous avons démontré toute difficulté résultant de la fuite de la République, avec l'abandon de la République. Nous avons démontré combien de médecins quittent la République, combien d'enseignants quittent la République. Nous avons, camarades, je ne sais comment vous dire, dois-je dire la vérité ou pas, rapporté sur tous ces sujets. [...] Nous avons présenté des propositions au poste auquel je suis obligé de rapporter en tant que Ministre de la Sécurité de l'État, aux camarades compétents d'un certain domaine. Ils ont reçu les questions pour lesquelles ils sont responsables [...] Nous avons attiré leur attention sur de nombreuses affaires [...] Sauf que beaucoup de ce que nous avons rapporté n'a pas toujours été pris en compte ni évalué »¹, intervient Erich Mielke, le Ministre de la Sécurité de l'État devant la Chambre du peuple de la RDA, dans son discours du 13 novembre 1989, devenu « fameux »,

1 Intervention d'Erich Mielke pendant la session de la Chambre du peuple de la RDA le 13 novembre 1989. Dans: Chambre du peuple, procès-verbaux, 9e période électorale. vol. 25, p. 262 s., ici 263.

dans lequel il n'a pas seulement donné des informations sur le système de rapport de la Stasi, mais a également fait part de son étonnement sur le fait qu'apparemment les rapports ainsi que les options opérationnelles soumises par le MfS avaient été ignorés par Erich Honecker et les autres membres du Politburo.

Les rapports qui, pendant 37 ans, de 1953 jusqu'à fin 1989, avaient été dressés sous formes et fréquences différentes, révèlent le regard spécifique de la Stasi sur la et en RDA:² On y trouve des indications sur les conduites oppositionnelles supposées ou réelles, de même que les situations problématiques en économie et ravitaillement ainsi que les statistiques sur l'échange des devises, les cas de sorties du territoire et de fuites. Des choses apparemment triviales se trouvent à côté des « difficultés » plus ou moins grandes qui résultaient de l'établissement et la maintenance du règne du SED et de la mise en place du « socialisme réellement existant ». Se déploie un spectre diversifié, une sorte de forage profond dans la société de la RDA, marqué par le regard du renseignement qui veillait, lui, surtout à ce que les conduites politiquement divergentes et les problèmes de sécurité soient détectés et neutralisés.

L'établissement d'un système de rapport indépendant et institutionnalisé pour les directions restreintes du parti et du gouvernement de la RDA est une conséquence directe de l'insurrection du 17 juin 1953. La direction du parti rendait la Sécurité de l'État et sa désinformation co-responsable du fait que l'insurrection n'avait pas pu être empêchée au préalable. On revendiquait alors l'introduction immédiate d'un rapport régulier à la direction politique restreinte.³ Celui-ci devait s'appuyer sur la base d'informations identifiées par le service de renseignement concernant la situation actuelle et les incidents spéciaux. Quoique le MfS n'était que peu préparé à une telle tâche et qu'il manquait surtout de personnel conformément qualifié, le premier rapport date déjà du 17 juin 1953, 19H30. Bien que ces premiers rapports étaient extrêmement amateurs aussi bien en matière de langage qu'au niveau analytique, le rapport de la

2 Les rapports secrets que le MfS rédigeait, de 1953 jusqu'à fin 1989, pour les directions restreintes du parti et du gouvernement sont publiés, en édition commentée, pour chaque année; cf. Die DDR im Blick der Stasi 1953 bis 1989. Les rapports secrets à la direction du SED. Édités par Daniela Münkel par ordre du BStU. Göttingen 2009 ss.

3 Cf. aussi en détail Engelmann, Roger [adaptateur]: Die DDR im Blick der Stasi 1953. Die geheimen Berichte an die SED-Führung. Göttingen 2013, p. 12 et 55 ss.

Berlin , den 19.6.1953

0203

Information № 1
=====BStU
000208**I. Politische Lage**

Der demokratische Sektor Berlins erreicht wieder den normalen Zustand. In den Betrieben wird wieder voll gearbeitet, bis auf einen Teil der Arbeiter, die im Westsektor wohnen. Ab heute ist die Partei in den Betrieben wieder aktiv geworden und führt Betriebsversammlungen durch.

In einigen Betrieben wurde durch die Diskussionsredner der Partei nicht der Arbeitsprozess gefördert, sondern die Arbeiter von der Arbeit abgehalten.

Z.B. fasste eine Parteibetriebsgruppe den Beschluss die Saboteure nicht mehr im Betrieb zuzulassen, ohne die Belegschaft für diesen Beschluss zu mobilisieren.

Die Stimmung der Arbeiter ist zum Teil zurückhaltend.

Die Partei wird von einem grossen Teil der Belegschaft in diesen Betrieben nicht anerkannt.

Ein Teil der Arbeiter, die aufgrund berechtigter wirtschaftlicher Forderungen glaubten mitstreiken zu müssen, äusserten: " Niemals wären wir mitgegangen, wenn wir gewusst hätten, dass sich ein solches Banditentum entwickeln würde."

Stimmungen aus den Kreisen der Bevölkerung :**Stimmungen und Verhalten der Bevölkerung, die nicht an den Ausschreitungen teilnahm :**

Ein grosser Teil der Bevölkerung verhielt sich passiv. Konzentrierte Massnahmen von seiten der Partei und der Jugend wurden nicht sichtbar.

Der positive Teil der Bevölkerung blieb passiv weil er die wirtschaftlichen Massnahmen der Regierung nicht gut hiess.

Ein anderer Teil der Bevölkerung, der auch die wirtschaftlichen Massnahmen nicht gut hiess, hat das Verhalten dieser Streikenden verurteilt.

Sécurité de l'État de la RDA se perfectionnait, dans la décennie suivante, à vue d'œil.

Dans son ensemble, le compte-rendu du MfS à la direction du SED, entre 1953 et 1989, était soumis à de nombreux changements: cela s'applique non seulement à la structure et au caractère des rapports mais également au cadre organisationnel de son élaboration.⁴ Le nouveau chef de la Sécurité de l'État, Ernst Wollweber a installé, en août 1953, un système d'information organisé hiérarchiquement de la base vers le sommet: de l'arrondissement en passant par le district jusqu'à la centrale à Berlin. Dans la centrale du MfS et les administrations du district, des groupes d'information étaient formés qui devaient, eux, à partir d'une multitude d'informations individuelles, choisir les faits importants pour l'« évaluation de la situation ». Ainsi a vu le jour un « service d'information pour l'évaluation de la situation » avec un schéma de classification qui a été produit tous les jours jusqu'à la fin de 1954. Ensuite, la fréquence du compte-rendu a été fixée à deux fois par semaine et, en novembre 1955, à un seul rapport toutes les deux semaines.

En 1957, l'activité d'information de la Stasi est arrivée dans la spirale des démêlées entre Ernst Wollweber et Walter Ulbricht.⁵ Ce dernier était en colère notamment concernant les rapports sur le moral qu'il dénommait comme « préjudice envers le parti » et instrument qui répartirait « légalement l'empressement de l'ennemi ». ⁶ Le « Service d'information » était arrêté à la fin de l'année 1957, le rapport sur le moral et la situation de la Sécurité de l'État fortement restreint. Les priorités du compte-rendu étaient maintenant orientées vers la soi-disant « activité hostile » et les défauts de production. Une réorganisation et systématisation du système de rapport du MfS se faisaient dans les années 1959/60: le « Groupe central d'information » [ZIG] était maintenant l'instance compétente pour tout service d'information de la Sécurité de l'État incluant la HVA



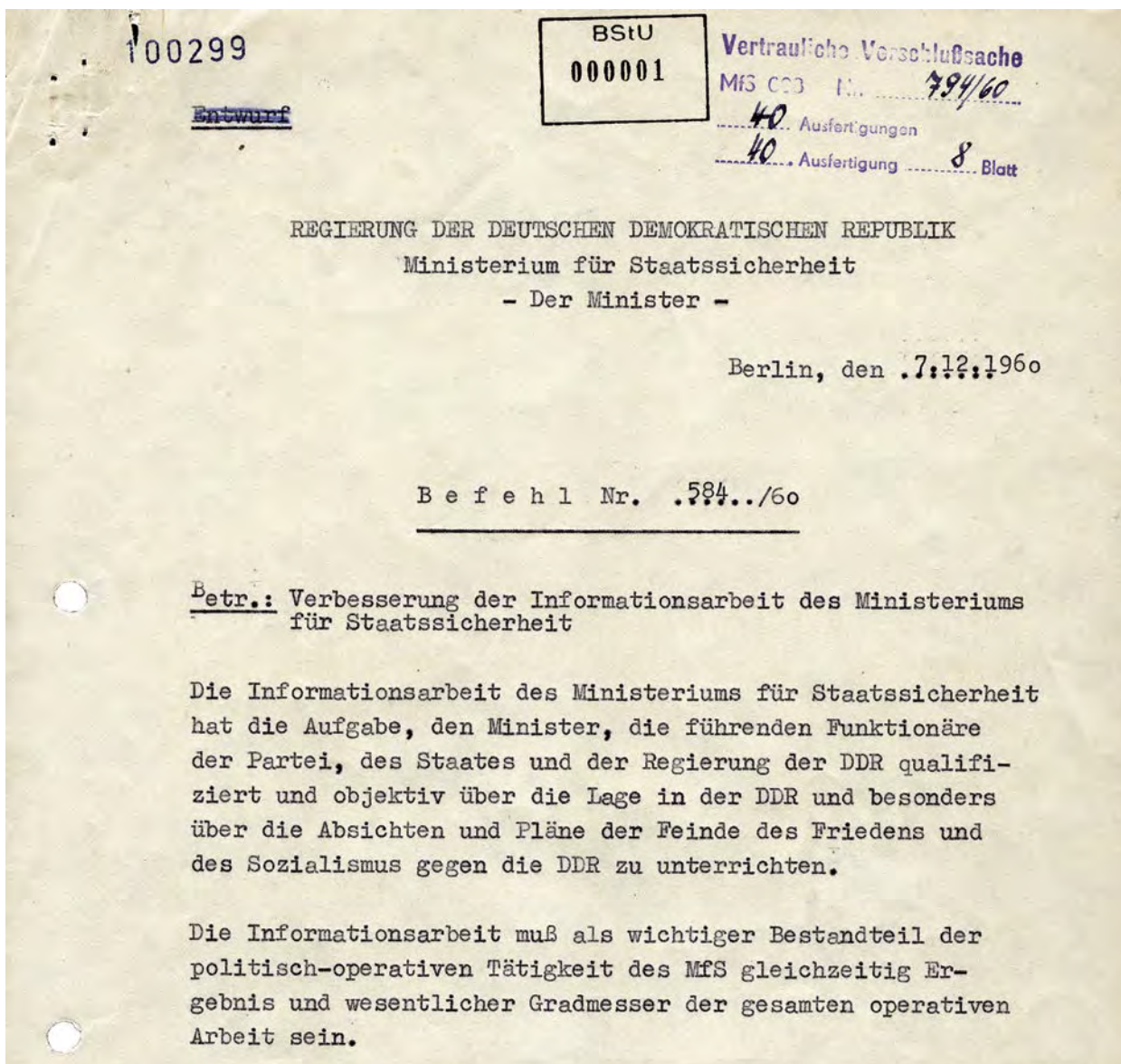
Première édition de la série « Informations » du 19 juin 1953

BArch, MfS, AS, n° 9/7, vol. 13, AS, feuille 208

⁴ Sur les changements de la construction et la structure du « Groupe central d'évaluation et d'information » [ZAIG] au MfS ainsi que sur l'évolution du système de rapport cf. en détail Engelmann, Roger; Joestel, Frank: Die Zentrale Auswertungs- und Informationsgruppe [MfS-Handbuch]. Berlin 2009.

⁵ Cf. Engelmann, Roger; Schumann, Silke: Der Ausbau des Überwachungsstaates. Der Konflikt Ulbricht - Wollweber und die Neuausrichtung des Staatssicherheitsdienstes der DDR 1957. Dans: Les cahiers trimestriels de l'histoire contemporaine 43[1995]2, p. 341-378.

⁶ Séance du corps du Ministère de la Sécurité de l'État du 07/02/1957, documentée en: ibidem, p. 356-365, ici 357.



Ordre concernant la réorganisation du système d'information du MfS

BArch, MfS, BdL/doc.,
n° 2626, feuille 1



Werner Irmeler,
dirigeant du ZAIG

BArch

[Administration centrale A]. En décembre 1960, Erich Mielke, qui dirigeait le Ministère de la Sécurité de l'État depuis novembre 1957, a donné l'ordre n° 584/60 par lequel l'activité d'information du Ministère était mise sur une nouvelle base. L'« activité d'information » a été définie en tant que mission principale du MfS. Dont résultait aussi une expansion personnelle du ZIG. Les rapports qui devaient de nouveau prendre en compte le moral de la population, s'occupaient, en outre, surtout des sujets « activité hostile », « fuite de la République » ainsi que des abus de toute sorte dans l'économie de la RDA. À la différence de la période initiale du système de rapport de la Sécurité de l'État, l'« analyse » avait maintenant plus de poids dans le cadre de l'« activité d'information ». Ces restructurations allaient de pair avec un maniement particulièrement strict de la protection du secret de l'information, c'est-à-dire que les comptes-rendus ne devaient être remis qu'au destinataire mentionné par nom ou ses collaborateurs les plus proches et ensuite rendus après prise de connaissance. En dehors de la hiérarchie de la direction du MfS ces informations étaient reçues, en règle générale, par les membres du Politburo, du secrétariat de la ZK du SED, ainsi que du Conseil des ministres.

Le prochain changement important suivait en 1965 : au travers de la mise en place d'un système général d'évaluation et d'information au sein du MfS, le ZIG était transformé en « Groupe central d'évaluation et d'information » [ZAIG] résultant, pour l'unité de service, en une croissance considérable de compétence et, à plus long terme, aussi une impulsion d'expansion. Ce qui était nouveau était surtout que l'évaluation et le classement des informations recevaient une priorité centrale et que les flux d'informations étaient, à l'intérieur de l'appareil du MfS, réglés précisément. La période de 1969 à 1974 constituait un autre revirement : Le ZAIG

MINISTERIUM FÜR STAATSSICHERHEIT

001235

Streng geheim!

Um Rückgabe wird gebeten!

1. Hon

2. Ver

3. Bell

5. Gysi

4. Mittag

6. HA XX, Ltr.

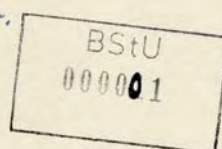
7. Bst. 1

8. Kk.

Berlin, den 3. Juni 1981

3 Blatt
4 "Anlage
8 Exemplar

Nr. 284 / 81



INFORMATION

über

politisch-negative Aktivitäten durch Mitglieder des sogen. Arbeitskreises "Erziehung zum Frieden" der Evangelischen Studentengemeinde (ESG) Dresden zum Gesetz über die allgemeine Wehrpflicht

Streng intern wurde bekannt, daß ca. 9 Mitglieder des sogen. Arbeitskreises "Erziehung zum Frieden" der ESG Dresden ein schriftliches Material - eine "Initiative: Sozialer Friedensdienst" - erarbeitet haben, das die Forderung nach einer Veränderung des allgemeinen Wehrpflichtgesetzes erhebt. Es wird gefordert, an Stelle des Wehrdienstes einen sog. sozialen Friedensdienst durchführen zu können.

Nach Vorstellungen der Verfasser solle das Papier in allen Evangelischen Studentengemeinden der DDR sowie in weiteren kirchlichen Gremien beraten werden mit dem Ziel, eine möglichst breit diskutierte Vorlage der Volkskammer der DDR zur Beschlußfassung vorzulegen.



Frontispice d'une information

BArch, MfS, ZAIG, n° 3131,
feuille 1

était de nouveau en expansion et définitivement organisé en un « organe fonctionnel du Ministre ». L'emploi de l'informatique a professionnalisé, dans les années suivantes, encore plus le système d'informations et d'évaluation du MfS. En 1972, le profil des tâches du ZAIG était de nouveau délimité: restaient centrales, pour les directions du parti et du gouvernement, l'analyse permanente de la « situation politico-opérationnelle » ainsi que l'activité d'information. Ces tâches étaient, dans la section 1 du ZAIG, attribuées aux groupes de travail organisés par sujet, auxquels s'ajoutait, en 1981, encore un autre qui s'occupait surtout des sujets d'église, culture et dissidence politique.⁷ Il s'est formé, pour le système d'information et d'évaluation de la Sécurité de l'État, une structure qui devait se conserver jusqu'à sa dissolution à la fin de 1989.

7 Les champs de compétence des groupes de travail étaient, entre autres, les suivants: affaires internationales, contre-espionnage et lutte anti-terroriste, économie nationale et trafic, fuite, sorties du territoire, trafic transfrontalier et défense militaire.



Des soldats de la RDA bâtissent, le 13 août 1961, des barrières de séparation entre Berlin-Est et Ouest, ici entre Kreuzberg (ouest) et Mitte (est).

BArch, MfS, ZAIG/Fo/0779, image 7



Dans la nuit d'été du 13 août 1961, la Nationale Volksarmee, la Volkspolizei et la milice du SED appelée « Kampfgruppen » [groupes de combat] ont verrouillé les frontières à Berlin-Ouest. Les rues ont été barrées, les métros et les trains de banlieue ont cessé de raccorder les parties si disparates de la ville. De manière différente que le 17 juin 1953, le MfS n'était, cette fois-ci, pas pris par surprise mais au contraire impliqué depuis le début dans la préparation et l'exécution de ce coup d'État du SED contre le peuple. Toutefois, le SED et sa police secrète nourrissaient de grandes appréhensions concernant la réaction des gens face à cette énormité.

La route à l'ouest était soudainement bloquée pour des milliers. Ils ne pouvaient plus aller voir leurs proches, plus de 50 000 personnes qui travaillaient à Berlin-Ouest ne pouvaient plus atteindre leurs postes de travail. Les employés du MfS étaient présents dans toutes les gares et à tous les passages routiers, observaient la situation et intervenaient directement en cas de protestations. Qui se plaignait à voix haute, se retrouvait vite derrière les barreaux. La majorité était choquée. Elle restait dans l'expectative, toujours en espérant que la situation se débloquerait. Même plusieurs fois par jour, le MfS communiquait sur la situation et la réaction des gens.

Des mois précédents qui avaient mené la RDA dans un dilemme quasiment insoluble: pendant qu'en République fédérale le Wirtschaftswunder ronronnait et offrait aussi des perspectives aux personnes de l'Est, l'annonce pompeuse du SED de doubler l'Ouest en un rien de temps, a échoué

pitoyablement. Des dizaines de milliers, surtout les jeunes et bien qualifiés, ont quitté la RDA pour l'Ouest et y tenter leur chance. Ceci rendait la situation à l'Est encore plus difficile. Toute mesure disciplinaire administrative contre la fuite et l'emploi à Berlin-Ouest renforçait la tendance de plutôt s'en aller que de se soumettre. En 1960, presque 200 000 personnes ont quitté la RDA, en 1961 plus de 150 000, déjà jusqu'à la mi-août. La construction du mur était le signal d'alarme que le SED a tiré.

Le MfS avait l'arme au pied, analysait les réactions des désormais emmurés et frappait tout de suite fort là où s'exprimaient la résistance ou juste de la contradiction. Les adolescents qui lâchaient leur colère au travers de graffitis comme « SED – non merci » ou « Dehors les nazis et les communistes! », étaient condamnés à des peines de détention. Le traumatisme du 17 juin 1953 collait au ventre de la police secrète. Elle ne voulait surtout pas de nouveau être prise par surprise

Bernd Florath

CONTRÔLE ET SURVEILLANCE POSTALE, TÉLÉPHONIQUE ET RADIO

Arno Polzin

Le contrôle des conversations téléphoniques ainsi que du courrier et des paquets comptait parmi les méthodes techno-analytiques des missions de la police secrète. Cela correspondait simultanément aussi aux « prévisibilités » pour des parties de la population plus ou moins grandes. Le claquement dans les lignes, les longs délais postaux, les lettres abîmées ou disparues étaient – quoique souvent sans fondement – considérés comme des indicateurs pour cela. Il en ressortait de multiples tentatives plus ou moins réussies d'échapper au contrôle: soit en collant ou en cachetant de manière sophistiquée, soit par l'emploi de cabines téléphoniques publiques – sans aucune limite à la fantaisie. Souvent, les co-lecteurs ou co-auditeurs étaient salués de manière ironico-fataliste. Des blagues politiques ont notamment vu le jour devant ces coulisses dont celle qui était probablement plus connue qui était comme suit: On a privé un citoyen de la RDA de son téléphone. Il se plaint et en demande les raisons. « Vous avez diffamé le Ministère de la Sécurité de l'État. » « Moi ? Et comment ? » « Vous avez plusieurs fois affirmé au téléphone que vous étiez sur écoute ! »

Dans les années 1980, c'était surtout trois divisions techniques du MfS qui en avaient la responsabilité: la division M pour le contrôle du courrier,

la division 26 pour les communications téléphoniques nationales et la section principale III pour les communications téléphoniques à l'étranger [de l'ouest].¹ Ces unités de service avaient, d'une part, chacune leur propre profil de tâches avec une orientation principale, mais étaient, d'autre part, intégrées, au travers de missions spéciales, à d'autres divisions du MfS, qui, elles, intervenaient sur des missions relatives aux personnes. Alors que les contrôles du courrier pouvaient aussi être effectués en général – donc indépendamment de l'adresse – les mesures d'écoute étaient toujours liées à certaines personnes ou numéros de téléphone. Pour la réalisation des contrôles, un recueil complexe de normes voyait le jour qui, lui, imposait les formalités.

Le Contrôle du courrier

Pour le contrôle du courrier, c'est la division M du MfS qui en était responsable. Elle disposait, en 1989, d'un peu plus de 500 employés, rien que dans la centrale à Berlin. Dans les administrations du district travaillaient de surcroît trois fois plus de personnes. Pour remplir ses obligations, la division M utilisait des possibilités d'interventions conspiratrices à proximité directe des voies postales régulières, en général dans leurs propres pièces ou étages dans les immeubles utilisés par la poste. Cela s'appliquait p.ex. à toute autorité de distribution du courrier. À Berlin, la division M se trouvait e.a. dans l'immeuble de la poste près du Nordbahnhof [gare du nord], dans le service central des télégraphes dans l'Oranienburger Strasse et dans l'immeuble de la poste des chemins de fer à l'Ostbahnhof [gare de l'est]. Les pièces utilisées par le MfS étaient désignées à l'intérieur de la

1 Littérature de base et plus: Engelmann, Roger e.a. [éditeur]: MfS-Lexikon. 2e édition, Berlin 2012; Wolfgang Jatzlau: Recherche sur le développement historique de la division M dans les années 1970, mémoire réalisé à la JHS du MfS; BArch, MfS, Abt. M, n° 374; Kallinich, Joachim; Pasquale, Sylvia de [éditeur]: Un secret de Polichinelle [Ein offenes Geheimnis]: Contrôle du courrier et des communications téléphoniques en RDA. Heidelberg 2002; Kowalczyk, Ilko-Sascha: Stasi konkret. Munich 2013, surt. p. 128-130; le même; Polzin, Arno [éditeur]: Fasse Dich kurz! Der grenzüberschreitende Telefonverkehr der Opposition in den 1980er Jahren und das Ministerium für Staatssicherheit. Göttingen 2014; Labrenz-Weiß, Hanna: Abteilung M [MfS-Handbuch]. Berlin 2005; Marxen, Klaus; Werle, Gerhard: Erfolge, Defizite und Möglichkeiten der strafrechtlichen Aufarbeitung des SED-Unrechts in vorwiegend empirischer Hinsicht. Dans: Materialien der Enquete-Kommission »Überwindung der Folgen der SED-Diktatur im Prozess der deutschen Einheit«. Vol. II.2 [Bundestag allemand, 13e période électorale], Baden-Baden, p. 1064-1303; Schmidt, Andreas: Hauptabteilung III [MfS-Handbuch]. Berlin 2010; Schmole, Angela: Abteilung 26 [MfS-Handbuch]. Berlin 2006; Wiedmann, Roland: Die Dienststeinheiten des MfS 1950-1989 [MfS-Handbuch]. Berlin 2012.



⬆
**Employée de la Stasi lors
 du contrôle du courrier**

BArch, MfS, Abt. M/Fo/31,
 image 5

poste et à l'extérieur en tant que division 12 de la Deutsche Post. Mais l'accès en était interdit aux employés réguliers de la poste. Le contrôle du courrier était effectué selon des critères extérieurs d'envoi, de certaines écritures ou des adresses concrètes. La recherche de marques distinctives et d'écritures peut être considérée comme tâche permanente tandis que la recherche d'adresses était ciblée selon l'occasion et la personne. De fait, des quantités considérables de courrier étaient pilotées hors de la circulation du courrier, transmises au MfS, ensuite évaluées par le personnel de la division M et, si possible, remises dans la circulation du courrier douze heures plus tard – sauf en cas de réquisition. Pour le MfS, le but était de reconnaître les connexions des services secrets, d'empêcher l'envoi de papiers avec des contextes (supposés) subversifs ainsi que d'analyser des connexions (possiblement transfrontalières) à caractère pas seulement privé. Après l'intégration des tâches de la recherche douanière du courrier dans la division M en 1984, s'ajoutait également le contrôle des paquets quoiqu'il s'agissait là moins de l'observation des prescriptions douanières et plutôt de l'empêchement de l'envoi de livres etc. non convenables. Accessoirement, des billets d'argent et d'autres objets de valeur étaient cependant prélevés des envois – à hauteur de plusieurs dizaines de millions rien que pour les années 1980.

Il y avait des appareils de radiographie pour le contrôle du courrier et des paquets ainsi que des installations proprement conçues au travers desquelles on ouvrait, à l'aide de la vapeur, des lettres et on les refermait



⬆
**Le courrier qui était
 adressé à certains desti-
 nataires comme le RIAS
 était saisi par le MfS.**

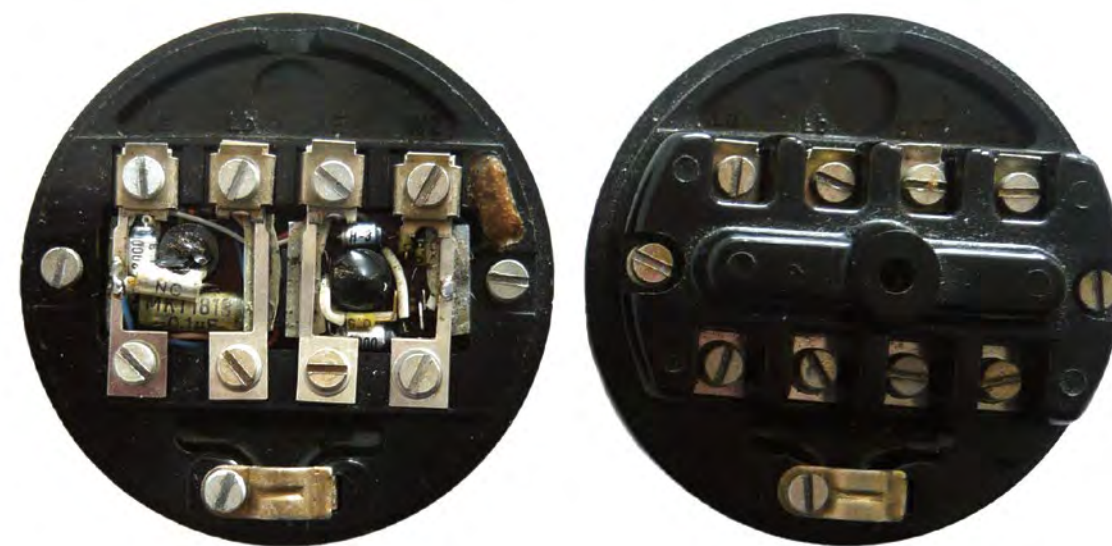
BArch, photo: Marcus
 Müller-Witte

à l'aide de colle et de la pression. La vérification du contenu se faisait selon des critères analytiques jusqu'au contrôle pour l'écriture codée. Des duplicatas ou des copies (aussi des microfilms) étaient établis (par extraits) à partir des envois considérés importants et les éléments à ce sujet ainsi que les copies étaient répertoriés et administrés dans un système de registre propre. En ce qui concerne le contrôle du courrier lié à une personne, la Sécurité de l'État a également réalisé des soi-disant levées spéciales des boîtes aux lettres. Pour les levées spéciales des boîtes aux



lettres, on a – en général après l'observation ciblée de personnes importantes – effectué des levées supplémentaires de la boîte aux lettres pour entrer en possession des envois observés, à la fente de la boîte. La levée de la boîte aux lettres privée n'était rien d'autre que la prise de possession non autorisée d'un envoi déjà distribué dans la boîte aux lettres privée du destinataire.

Les indications sur le nombre potentiel de contrôles diffèrent. Dans un mémoire interne du MfS, on prenait, déjà dans les années 1970, comme point de départ 4 000 à 6 000 envois par équipe et enquêteur et un exploitateur devait arriver à environ 800 envois lus par jour. Dans les années 1980, déjà rien que l'administration du district de Leipzig est supposée avoir été capable, de par l'emploi d'automates pour ouvrir et refermer les lettres, de traiter techniquement jusqu'à 1 000 lettres par équipe. Mais de simplement faire cette estimation pour tous les districts et la capitale est, rétrospectivement et à juste titre, partiellement critiqué : Lire et évaluer, selon un catalogue de critères devenant de plus en plus volumineux, 800 envois, c'est-à-dire des lettres avec différentes écritures et un nombre de page varié, est peu concevable comme cadence obligatoire journalière pour chaque employé. Et même si théoriquement toute administration du district aurait pu, techniquement, traiter jusqu'à 1 000 lettres : le personnel nécessaire pour manier les installations ou pour évaluer les contextes n'était guère disponible.



Boîte de raccordement téléphonique avec et sans dispositif d'écoute du MfS, sans date

BArch, photo: Marcus Müller-Witte

La surveillance nationale du téléphone

La surveillance des appels sur le territoire de la RDA était menée par la division 26. En 1989, un peu plus de 1 000 personnes étaient employées par cette division dont plus de 400 actives dans la centrale à Berlin. Son siège se trouvait à Berlin-Johannistal. Il était dans la nature des choses que la division 26 devait se procurer un accès à diverses installations [télé-] techniques pour capter les circuits des canaux intéressants. Pour ceci, on utilisait un réseau de bases [incluant des postes à prépaiement, des appartements conspirateurs ou des points de commutation]. On engageait en outre des employés non officiels. Une alternative était d'installer des dispositifs d'écoute, dans les pièces privées ou de travail destinées à être surveillées. Mais cette variante était techniquement dispendieuse, assujettie à des règles d'autorisation propres et ainsi appliquée nettement moins souvent. Pour les opérations directes, la division 26 ainsi que les autres soi-disant divisions opérationnelles du MfS passaient des ordres concrets, incluant les noms des interlocuteurs resp. les numéros des branchements téléphoniques à observer.

Le cas général pour l'écoute est – comme le contrôle du courrier – à considérer comme atteinte à la Constitution car il était effectué sans ordre judiciaire et qu'il faisait une entorse à d'autres stipulations légales en RDA. Dans très peu de cas, il a été mis en pratique une procédure officielle par ordre judiciaire pour une écoute téléphonique. De même, en



ce qui concerne la surveillance téléphonique, la performance maximale théoriquement atteignable doit être considérée de façon critique. Bien que le MfS essayait, en augmentant la capacité technologique, d'élargir les moyens aussi bien techniques que de personnel, il y avait des limites. Au maximum 4 000 conversations auraient pu être écoutées par le MfS à la fin des années 1980. Mais pour une maintenance permanente de la technique et notamment pour l'évaluation et l'analyse, la quantité de personnel était largement insuffisante. À la division 26 incombait d'ailleurs également la surveillance des réseaux de télex et du trafic télex ainsi que l'observation acoustique-visuelle [vidéosurveillance], des pièces privées et institutionnelles jusqu'aux hôtels et aux centres de détention – cela en revanche par ordre des autres divisions du MfS en charge des personnes ou institutions respectives.

La télésurveillance et la reconnaissance radio à l'étranger

Pour le contrôle des appels téléphoniques transfrontaliers ou la reconnaissance radio à l'étranger (davantage à l'ouest), la section principale III était compétente. En 1989, plus de 2 300 employés travaillaient dans cette section principale, répartis en 25 divisions. Aux structures subordonnées, les administrations du district, s'ajoutaient encore plus de 600 autres. À Berlin, la HA III avait son siège dans le quartier dit Wuhlheide. Du côté



Un employé de la Stasi de la « reconnaissance radio » sur la base Rhinow, vers 1984

BArch, MfS, HA III/Fo/334, image 28

des tâches, il s'agissait pour la HA III non seulement du contrôle des communications individuelles mais aussi du soi-disant combat radio-électronique. Ce dernier comprenait différents moyens de travail au travers desquels on essayait d'écumer des connexions radios et téléphoniques de la République fédérale et de Berlin-Ouest avec, autant que possible, des contenus de conversations de valeur. Les intérêts du MfS n'étaient pas orientés seulement vers les institutions ou commissions politiques mais également vers la Bundespost, la Bundeswehr, la police, les renseignements, les établissements de l'OTAN ou les économies clés comme p.ex. l'industrie de l'armement. Mais aussi les églises ou les groupes informels considérés comme ennemis de l'Etat se retrouvaient dans le collimateur des activités d'écoute du MfS.

Les cibles des attaques étaient les connexions câblées classiques qui étaient de plus en plus modernisées avec des câbles à fibre optique, le trafic radio sur ondes courtes et en VHF, téléphones, téléphones satellites et radio relais jusqu'aux téléphones de voitures. Il ne s'agissait ainsi pas seulement de trafics câblés mais aussi de contacts radio sans fil. L'effort technique était en conséquence énorme. Pour des raisons de portée technique s'ensuivait une concentration des bases respectives le long de la frontière interallemande resp. autour de Berlin-Ouest pour pouvoir « esgourder » le plus possible dans le territoire adverse. Ce réseau comprenait, en 1989, environ 270 bases. En outre il existait une coopération avec les divisions d'écoute respectives des autres ministères resp. de la NVA. Parmi les tâches figuraient également la défense contre la radio resp. le contre-espionnage, c'est-à-dire l'empêchement d'opérations radio sur le territoire de la RDA. Là, on superposait, de manière restreinte en temps et territoire, p.ex. au travers de brouilleurs, le signal émetteur indésirable.

L'illégalité des interventions et les difficultés des poursuites pénales

Selon les termes de la Constitution de la RDA et les stipulations du Code pénal et du Code de procédure pénal, même en RDA il existait des objectifs relativement stricts en ce qui concerne la recevabilité des atteintes au secret de la correspondance. La surveillance de masse du courrier et des communications téléphoniques par le MfS était, en général, illégale. Il y avait des directives, des ordres et des instructions qui concernaient aussi la surveillance du courrier et des communications téléphoniques, mais

ces actes n'avaient pas de caractère légal. Cela menait à une compréhension du droit bizarre pour les employés exécutants: en observant les stipulations ministérielles et, dans le cadre des chaînes hiérarchiques, ils estimaient avoir raison. Vient s'ajouter que les principes de la RDA avaient une lacune importante: le paragraphe concernant l'infraction du secret de la correspondance (§ 202 StGB = Code pénal) ne désigne que les employés ou les délégués de la Deutsche Post comme groupe d'auteurs. Les employés du MfS ne pouvaient ainsi en aucun cas déroger à ce paragraphe. À cause des délais courts de prescription et de la situation d'interprétation juridique difficile p.ex. concernant les responsabilités individuelles sur les éléments objectivement injustes de l'infraction ou le sujet d'usurpation des fonctions, des procédures étaient rarement ouvertes contre des employés du MfS pour les infractions sous-jacentes, ou des verdicts de culpabilité prononcés. Au contraire: il y avait beaucoup d'acquittements. Même le prélèvement d'objets monétaires ou d'autres valeurs des lettres et des paquets restait impuni car aucun enrichissement individuel n'avait eu lieu. Tout compte fait le Bundesgerichtshof (Cour de cassation allemande) a concédé, en 1993, que cette lacune dans le catalogue des peines allait ostensiblement à l'encontre du sentiment général de justice.

LA SÉCURITÉ DE L'ÉTAT ET LA JUSTICE PÉNALE

Roger Engelmann

L'un des piliers principaux du règne dictatorial en RDA était le lien proche entre la justice pénale politique et la Sécurité de l'État. Il servait à l'élimination d'adversaires politiques et d'autres personnes qui s'opposaient, de manière réelle ou supposée, aux dirigeants au pouvoir. Le Ministère de la Sécurité de l'État était, selon le Code de la procédure pénale de la RDA, un organe officiel de recherche, une autorité d'enquête pénale compétente en matière de sécurité, d'affaires pénales, politiques et autres. La justice politique était, en RDA, un domaine du MfS. Les procédures juridiques étaient souvent seulement la façade pour les mesures politiques ou de police secrète.

La dominance du parti et de la Sécurité de l'État dans les cas d'importance en matière politique ou de politique de sécurité était, dans toutes les phases de l'histoire de la RDA, tellement prédominante que la justice était rétrogradée en organe exécutant. La conduite des procureurs et juges peut ainsi, surtout pendant l'ère d'Ulbricht, souvent être adéquatement décrite non pas par la terminologie juridique mais plutôt par le « vocabulaire du langage théâtral » [Werkentin].¹ La sécurisation du « pouvoir

¹ Cf. Werkentin, Falco: Politische Justiz in der Ära Ulbricht. Berlin 1995, p. 14-16.



La vice-présidente du tribunal supérieur de la RDA, Hilde Benjamin (à gauche) et le procureur général de la RDA, Ernst Melsheimer (à droite) félicitent le ministre de la justice, Max Fechner (au milieu) pour son 60e anniversaire le 27 juillet 1952. Un an plus tard, Fechner était tombé en disgrâce et se retrouvait, lui-même, en détention de la Stasi. Benjamin devenait sa successeur.

BArch, image 183-15630-0006

ouvrier et paysan», donc de la «Sécurité de l'État» au sens large, était le maître-mot et pour le MfS et pour la justice. Ce domaine peut ainsi être décrit en tant que «justice de la Sécurité de l'État».

La forte position de la police secrète dans ce régime de la «justice de la Sécurité de l'État» était notamment justifiée par le fait que le MfS a surveillé les organes de justice au moyen des renseignements et qu'il a contrôlé les cadres de justice en ce qui concerne leur fiabilité politique. À la nomination de procureurs et juges à des fonctions comprenant la responsabilité des affaires d'enquêtes du MfS, le MfS disposait réellement d'un droit de veto. Étaient notamment concernés les procureurs compétents pour les délits politiques des divisions I (depuis 1963 divisions I A) et les juges d'instruction compétents pour les affaires du MfS. De cette manière, la Sécurité de l'État déterminait la politique du personnel dans des domaines juridiques qui étaient, pour elle, de grande importance. Les cadres de justice concernés savaient qu'ils dépendaient de la bienveillance du MfS, ce qui motivait une tendance à la servilité.

Dans les années 1950 et au début des années 1960, cette dominance structurelle du MfS vis-à-vis des organes de justice était encore et toujours adressée de manière critique. Déjà en 1952, une commission de vérification, instaurée par le SED, désapprouvait l'obséquiosité de quelques procureurs envers la Sécurité de l'État. Exercer des pressions sur des



Procès-spectacle contre Werner Haase, chef de filiale de l'«organisation Gehlen» et kidnappé à Berlin-Ouest, avec six agents de liaison (en allemand appelé «V-Leute») le 18 décembre 1953.

BArch, image 183-22750-0003, Junge

procureurs et juges faisait quasiment partie, à cette époque, de la routine. Seuls des fonctionnaires de justice de très haut rang ont parfois réussi à s'imposer contre le MfS. La ministre de la justice de la RDA, Hilde Benjamin par exemple, qui a exercé cette fonction de 1953 à 1967, se défendait contre l'entrisme de son ministère par les employés non officiels en tentant de les démasquer activement. Une attitude pareillement critique contre le MfS est connue du chef du parquet de la Volkspolizei (dès 1956 parquet militaire), Max Berger ainsi que de Bruno Haid, procureur général adjoint. Ce dernier exigeait, pendant la période du «dégel» politique en été 1956, de mettre fin à l'ingérence du MfS en matière de politique du personnel des parquets. Déjà quelques mois plus tard, Ulbricht fustigeait de tels avis en tant que «tendances libéralistes de la justice»; en avril 1958, Haid a été relevé de ses fonctions.

Quand en 1962 en RDA – déclenché par des développements respectifs en Union soviétique – un dégel juridico-politique supplémentaire a éclo, même la direction du SED blâmait la surveillance insuffisante du parquet sur l'activité des organes d'enquête du MfS. On supporterait là des «infractions contre la légalité socialiste». Dans ce contexte, le parti a également abordé le problème d'autorisations de confirmation en politique des cadres du MfS concernant les procureurs et les juges d'instruction, ainsi que le fait que les organes de justice étaient entremêlés d'employés non

officiels, mais qu'aucun changement durable n'était finalement envisagé. On ne remettait, plus tard, plus en question les droits de confirmation de la politique des cadres de la Sécurité de l'État.²

Il est significatif pour la relation entre la Sécurité de l'État et la justice que même les procureurs « choisis à la main » des différentes divisions politiques n'avaient qu'un aperçu limité des procédures d'enquête du MfS. Depuis les premiers temps, on entretenait, dans l'organe d'enquête du MfS, le principe de la double gestion documentaire. Dans le dossier principal était classé le matériel officiel et légal selon la procédure pénale. En outre, le dirigeant de l'enquête tenait un dossier de procédure avec la correspondance interne, le matériel des divisions opérationnelles ainsi que les procès-verbaux des indicateurs des cellules qui, dans les enquêtes, jouaient un rôle clé. Selon les règlements du MfS, il était catégoriquement interdit d'accorder au procureur qui, selon le Code de procédure pénale, avait formellement la surveillance sur la procédure d'enquête, un aperçu de ce dossier de procédure qui reflétait, lui, naturellement les aspects explosifs du cas respectif.

Il correspondait aux principes hermétiques du MfS qui gardait ses détenus en détention provisoire dans ses propres maisons d'arrêt pour disposer totalement des prévenus, ce qui était, pour les personnes concernées, dans la plupart des cas synonyme d'expériences traumatiques. Les personnes en détention provisoire du MfS se trouvaient en grande partie ou même totalement en isolation. Souvent, les prévenus ne voyaient leur assistance juridique que quand la procédure d'enquête était déjà terminée. Une défense efficace était alors presque impossible. Au début des années 1950, employer la manière forte, au travers de la violence physique pendant les interrogatoires, était largement répandu – une pratique que les interrogateurs du MfS avaient empruntée à leurs instructeurs soviétiques. Des interrogatoires nocturnes illimités pendant lesquels les personnes en détention provisoire étaient systématiquement démoralisées par privation de sommeil, restait une méthode habituelle encore plus tard.

² Engelmann, Roger: Staatssicherheitsjustiz im Aufbau. Zur Entwicklung geheimpolizeilicher und justizieller Strukturen im Bereich der politischen Strafverfolgung 1950–1963. Dans: Le même; Vollnhals, Clemens [editeur]: Justiz im Dienste der Parteierrschaft. Rechtspraxis und Staatssicherheit in der DDR. Berlin 1999, pp. 133–164, ici 160–164.



Procès contre les « révisionnistes » en juillet 1957, Richard Wolf, Heinz Zöger, Gustav Just, Walter Janka [2e rang, d.g.a.d.]

BArch, MfS, AU, n° 89/57, BA, EV, vol. 70

Jusqu'en 1953, les organes de sécurité, les procureurs militaires et les tribunaux militaires soviétiques étaient, à très grande échelle, impliqués dans la répression judiciaire. Simultanément, le régime du SED a emprunté, au domaine de ses organes de police et de justice, des structures, normes et méthodes stalinistes. En décembre 1957 étaient constituées au travers de la loi complémentaire au droit pénal, les infractions de « crimes d'État » qui se fondaient sur le droit politique pénal soviétique. Auparavant, les tribunaux de la RDA condamnaient les adversaires politiques pour la plupart sur la base de l'article 6 de la Constitution, appelé article du « dénigrement par boycottage » – une épopée pratique juridique car cette norme légale ne comprenait ni les définitions appropriées sur les faits ni les gammes de peines concrètes. Cela n'empêchait pas la justice de la RDA d'infliger, dans les procédures politiques pendant cette phase, plus de 50 peines de mort. Dans certains cas, il est documenté noir sur blanc que ces jugements ont réellement été portés, hors des procédures juridiques, par la direction du SED et que les juges les ont seulement prononcés.³ Ce qui, à cet égard, était particulièrement scandaleux étaient les deux procès-spectacles,

³ Werkentin, Falco: »Souverän ist, wer über den Tod entscheidet«. Die SED-Führung als Richter und Gnadeninstanz bei Todesurteilen. Dans: ibidem, p. 181–204.

mis en scène en juin 1955, dont Walter Ulbricht changeait dans deux cas les peines de détention préalablement prévues en peines de mort.⁴

La RDA a connu, pendant son histoire de 40 ans, différentes phases de répression. Surtout dans les années 1950 et 1960, les périodes dures en politique judiciaire alternaient avec les « phases de dégel » ce qui avait en effet un impact sur les rapports entre la Sécurité de l'État et la justice. Les périodes douces renforçaient par instants la logique judiciaire contre celle de la police secrète, les périodes glaciaires en politique judiciaire qui s'abattaient inévitablement ont fait inverser ce processus à nouveau. Dans le déroulement des différents climats politiques, le système de la justice de la Sécurité de l'État s'adaptait de cette manière.

Une tendance à long terme peut également être constatée : la pratique de la police secrète ainsi que celle de la justice étaient, initialement, nettement plus marquées de quelconquerie et de rigueur que dans les périodes suivantes : ce qui était caractéristique pour l'ère d'Ulbricht était que la Sécurité de l'État était encore largement orientée vers la poursuite pénale – contrairement aux années 1970 et 1980. Les processus opérationnels menaient, à l'époque, par une certaine force des choses, encore à des arrestations et ainsi à des procédures pénales si un soupçon était confirmé selon les mesures de la Sécurité de l'État. Il y avait également déjà dans les années 1950, des cas dans lesquels le MfS évitait, pour des raisons politiques ou opérationnelles, l'ouverture d'une information judiciaire. Mais cela ne peut en aucun cas être assimilé à la pratique de l'ère de Honecker dans laquelle le transfert de dossiers opérationnels en procédures pénales, notamment au niveau de l'opposition politique, devenait de plus en plus une exception.

Dans les années 1970, la politique de détente aboutissait, pour le MfS, à une nouvelle situation. La politique interallemande des contrats menait à une immense intensification des contacts est-ouest et le MfS a réagi corrélativement au travers de l'expansion de structures de surveillance qui, elle, résultait en une forte croissance de l'ensemble de l'appareil. Après son adhésion à l'ONU – et ainsi à la « Déclaration des droits de l'Homme » – en 1973 et la signature de l'Acte final de Helsinki en 1975

4 Cf. Fricke, Karl Wilhelm; Engelmann, Roger: »Konzentrierte Schläge«. Staatssicherheitsaktionen und politische Prozesse 1953–1956. Berlin 1998, p. 159–181.

par la RDA, de plus en plus de citoyens de la RDA réclamaient leur droit à la liberté de circulation. Les « personnes décidées à quitter le pays », dont le nombre grandissait exponentiellement, devenaient pour la direction du SED un problème de premier plan en matière de politique de sécurité, et sa répression se développait en tâche principale de la Sécurité de l'État. Dans les années 1980, les organes d'enquête du MfS s'occupaient, pour la plupart des cas, des procédures d'enquête pénales liées aux intentions de fuite ou de sortie du territoire. Des 2572 personnes contre lesquelles, au long de l'année 1988, un procès a été intenté sur la base des procédures d'enquête du MfS, 1173 (45,6 %) ont été condamnées pour « passage de frontière illégal », ensuite 777 (30,2 %) pour « atteinte à l'activité de l'État ou de la société », 124 (4,8 %) pour « dénigrement public » et 94 (3,7 %) pour « prise de contact illégale ». À renfort des trois derniers faits, des soi-disant demandeurs « obstinés » de sortie du territoire étaient souvent châtiés.⁵

Tout à fait autrement s'est conçue la stratégie de la Sécurité de l'État sur le champ de la lutte contre l'opposition. Face aux impératifs politiques de la Détente, se développait là une tendance croissante d'éviter les arrestations et les procédures pénales en raison de la renommée de la politique extérieure. Les adversaires politiques du régime étaient combattus, notamment dans les années 1980, de plus en plus par les moyens conspirateurs dont le dernier degré était les soi-disant mesures de désorganisation. À savoir, comme l'indique la directive de la Stasi correspondante, « le discrédit systématique de la réputation publique, de la renommée et du prestige » des personnages ou l'« organisation systématique d'échecs professionnels et sociaux pour miner la confiance en soi de personnes individuelles ». Ces méthodes conspiratrices, qualifiées par Jürgen Fuchs de « forme silencieuse de la terreur »⁶, désignaient un spectre large de mesures de discipline en dessous du droit pénal qui remplaçaient souvent la poursuite pénale des opposants.

5 Cf. Joestel, Frank [éditeur]: Strafrechtliche Verfolgung politischer Gegner durch die Staatssicherheit im Jahre 1988. Der letzte Jahresbericht der MfS-Hauptabteilung Untersuchung. Berlin 2002, S. 31 ; en détail Raschka, Johannes: Justizpolitik im SED-Staat. Anpassung und Wandel des Strafrechts während der Amtszeit Honeckers. Cologne 2000.

6 Fuchs, Jürgen: Unter Nutzung der Angst – Die »leise Form« des Terrors. Zersetzungsmaßnahmen des MfS. Berlin 1994.



Pancarte illégale à la manifestation du 1er mai, Marx-Engels-Platz : « Modèle pour tous : ČSSR », Berlin 1968

*BArch, MfS, WR Berlin
11676*



En janvier 1968, les communistes en ČSSR ont remplacé leur direction du parti par des camarades jeunes et réformistes. L'ancienne direction avait dirigé le pays dans une impasse dangereuse. Alexander Dubček, un fonctionnaire slovaque resté terre à terre personnifiait le renouveau vers une ouverture démocratique qui, probablement pour la première fois, rendait les communistes au gouvernement des hommes politiques populaires, pas seulement dans leur propre pays. En RDA, beaucoup observaient ces développements pleins d'espoir : « Le communisme resserre dans ses bras la liberté / et lui fait une enfant qui rit » a chanté Wolf Biermann. Des milliers partaient, pleins de curiosité, en visite dans un pays voisin pour sentir une touche de liberté. Ils craignaient en même temps pour cet espoir, étant donné que le SED avait, à la fin de 1965, durement mis un terme à leur propre tentative d'assouplir la gêne politique et la tutelle quotidienne et initié des réformes.

Pendant que les espoirs grandissaient, les dominateurs du Bloc de l'Est rassemblaient littéralement leurs bataillons : ils menaçaient les camarades tchécoslovaques et ont, le 21 août, envahi le pays entouré par leurs troupes. Le SED était pompeusement de la partie. Mais le Politburo à Moscou ne les avait pas autorisés à marcher directement avec les soldats. La Sécurité de l'État devait recouvrir tout cela : là où était postée la NVA devait rester en secret. Ce qui se passait réellement à Prague, Brno, Plzeň et Karlovy Vary devait rester secret. Le MfS forçait soigneusement le retour de la ČSSR des touristes originaires de la RDA. Elle sévissait

durement contre les manifestations de sympathie pour les camarades de Dubček et durement contre ceux qui protestaient contre l'occupation du pays voisin. Des centaines de personnes, notamment les jeunes, étaient arrêtées et condamnées. Beaucoup étaient remises en liberté après quelques mois, sous conditions, parce qu'elles n'avaient même pas encore 20 ans. Leurs biographies étaient brisées, les universités leur restaient fermées, pour longtemps ou pour toujours.

La Sécurité de l'État tchécoslovaque qui avait coopéré étroitement avec le MfS, était devenue, au printemps, un partenaire douteux. Le MfS espionnait ainsi lui-même le parti, la Sécurité de l'État et l'armée de l'allié au sud. Dans l'action « guérison », il secondait, dans les années suivantes, intensément les traîtres du Printemps de Prague en vue de la purification, appelée « normalisation », du pays des démocrates et réformateurs.

Bernd Florath

LES CENTRES DE DÉTENTION EN RDA

Tobias Wunschik

À sa création, la RDA disposait d'environ 250 prisons, au moment de la Révolution pacifique d'un peu moins de 100 centres de détention et immédiatement avant la réunification, il ne restait plus que 38 lieux de détention. Il faut, en même temps, faire la différence entre les centres de détention provisoire, les établissements pénitentiaires, les camps de travail pénitentiaire, les centres de jeunes et les hôpitaux pénitentiaires.¹ Les centres de détention provisoire s'appelaient encore, initialement, prisons du tribunal et se trouvaient souvent dans un seul ensemble de bâtiments avec les tribunaux pour pouvoir faire comparaître rapidement les prévenus devant le juge et qu'il y ait peu de risques qu'ils s'enfuissent. Environ cent de ces centres de détention provisoire étaient fermés au début des années

1 Sur le régime pénitentiaire en RDA cf. e.a. Dölling, Birger: Strafvollzug zwischen Wende und Wiedervereinigung. Kriminalpolitik und Gefangenenprotest im letzten Jahr der DDR. Berlin 2009; Finn, Gerhard; Fricke, Karl Wilhelm: Politischer Strafvollzug in der DDR. Cologne 1981; Müller, Jörg: Strafvollzugspolitik und Haftregime in der SBZ und in der DDR. Göttingen 2012; Müller, Klaus-Dieter: »Die Vergangenheit läßt uns nicht los ...«. Haftbedingungen politischer Gefangener in der SBZ/DDR und deren gesundheitliche Folgen. Berlin 1997; Raschka, Johannes: Justizpolitik im SED-Staat. Anpassung und Wandel des Strafrechts während der Amtszeit Honeckers. Cologne 2000; Werkentin, Falco: Politische Strafjustiz in der Ära Ulbricht. Berlin 1995.

1960 ou délocalisés dans les ailes des bâtiments d'établissements pénitentiaires plus grands; de cette manière on économisait du personnel et des frais d'exploitation. Ces établissements pénitentiaires à dimensions plus grandes intégraient les détenus dès le verdict du jugement et avaient souvent déjà été construits avant la création du Reich (comme Waldheim), pendant l'empire (comme Bautzen I) ou pendant la République de Weimar (comme Brandebourg-Görden). Des camps de travail pénitentiaire étaient souvent instaurés là où les détenus étaient temporairement déployés pour travailler. Une fois les installations industrielles ou les voies de communication terminées, les camps étaient souvent refermés; en 1976, les camps de travail pénitentiaire étaient rebaptisés établissements pénitentiaires. Environ une demi-douzaine de centres de jeunes était réservées aux adolescents et adolescentes délinquants ou persécutés pour des raisons politiques. Plusieurs hôpitaux pénitentiaires étaient refermés les uns après les autres, seuls les établissements à Leipzig-Kleinmeusdorf comme à Berlin-Hohenschönhausen existaient encore à l'automne 1989.

La Sécurité de l'État disposait, dans chaque district, de son propre centre de détention provisoire (et à Berlin-Est de deux) ainsi que, jusqu'en 1974, également d'un camp de travail pénitentiaire. De plus, le ministère de la Défense nationale gérait, en régie propre, dès 1982 l'établissement pénitentiaire et l'unité disciplinaire à Schwedt. Mais la grande majorité des prisons était, à la création de l'État, sous les ordres de l'administration judiciaire et, dès le début des années 1950, du Ministre de l'Intérieur resp. de la Deutsche Volkspolizei. Cela correspondait au modèle soviétique et offrait à la direction du SED la garantie d'un régime pénitentiaire répressif.

Lors de l'Insurrection de juin 1953, la grogne des citoyens s'orientait également contre les prisons dans lesquelles étaient emprisonnés leurs proches, voisins et collègues, souvent pour des raisons futiles. Les insurgés ont donc donné l'assaut de 15 lieux de détentions et libérés plus de 1 400 détenus essentiellement politiques. Nombre d'entre eux renonçaient à une fuite à l'ouest parce qu'ils pariaient sur le fait qu'ils seraient, à cause de leur emprisonnement arbitraire, bientôt réhabilités et remis en liberté. Dans les deux semaines suivantes, 90 pour cent des détenus libérés étaient ainsi de nouveau arrêtés ou se livraient. Brièvement, les gardiens les ont traités avec un peu plus de respect, mais dès l'automne 1953, l'administration supérieure de la prison resserrait la vis.

Vers le milieu des années 1950, la majorité des condamnés par les tribunaux militaires soviétiques lors des procès de Waldheim, était remise en liberté. S'ils avaient été jusqu'ici concentrés dans quelques centres de détention (comme Bautzen I), les détenus politiques et criminels étaient désormais emprisonnés ensemble. La plupart des dictatures procèdent de cette manière parce que les détenus criminels mènent souvent la vie dure à leurs co-détenus politiques et qu'ils sont prêts à moucharder. Après la construction du mur en 1961 et l'arrêt du Conseil d'État portant sur l'administration de la justice en 1963, le régime pénitentiaire est-allemand voulait « éduquer » les détenus plus strictement qu'avant. À ces fins, les détenus ont été plus fortement séparés les uns des autres e.a. selon la fréquence de leurs condamnations antérieures. On a également tenté d'influencer les prisonniers au niveau idéologique : quoique dans les années 1950, on estimait encore que le droit de lire la presse quotidienne est-allemande mise au pas était un privilège pour les détenus, cela était



Camp de travail pénitentiaire de Rüdersdorf, clôture de sécurité autour de la cimenterie, en 1978

BArch MfS, HA VII-8, ZMA 673/ 78, feuille. 161, image 6



explicitement approuvé dans les années 1960 – et plus tard l'administration de la prison prenait même en charge les frais. D'être instruits, par des présentations, sur les avantages de l'ordre socialiste, du programme du parti du SED ainsi que sur la politique au quotidien, était cependant estimé par de nombreux détenus politiques comme « traitement à la lumière rouge ». Convaincus de l'injustice de leur condamnation, leur aversion pour le régime du SED redoublait plutôt à cause du traitement arbitraire et des nombreuses privations. Beaucoup des détenus politiques préféraient raisonnablement faire mystère de leur vraie opinion pour ne pas risquer des peines ou actes de violences supplémentaires.

Tout au long des années, les murs d'enceinte étaient augmentés à plusieurs endroits de même que des précautions ultérieures étaient prises contre les évasions. Les détenus ont cependant encore et toujours réussi à fuir, pour la plupart lors de leur comparution au tribunal, leur emploi ou leur transfert pénitentiaire, tout en tirant parti du moment de surprise.



Centre de détention provisoire du MfS à Hohenschönhausen, en 1988

BArch, MfS, HA IX/Fo/2560, image 1





Dans les années 1950, parfois même des gardiens s'enfuyaient, ensemble avec des détenus, à l'ouest, souvent parce qu'ils s'étaient liés d'amitié à cause du contact régulier et qu'ils n'étaient pas contents des conditions en RDA. Même après la construction du mur, au moins quatre détenus ont encore réussi d'abord à s'échapper de la prison et ensuite à s'enfuir à l'ouest. Dans les années suivantes, deux évasions étaient particulièrement spectaculaires: en 1975, Wolfgang Defort a ainsi pu s'échapper du centre de détention de Cottbus et a pu se débrouiller, pendant 14 heures,



**Centre de détention à
Halle, sans date**

*BArch, MfS, ZAIG/Fo/0265,
image 2*

en direction de la frontière polonaise avant de demander du secours à des prêtres – et que l'un des trois membres du clergé informe la Volkspolizei. Du centre de détention provisoire de Francfort sur Oder, quatre détenus ont pu s'échapper ensemble en 1981, ont pris des personnes en otage et ont fusillé pendant leur fuite, probablement sans préméditation, un agent de la Volkspolizei. Entourés par les forces armées de la Sécurité de l'État, ils ont finalement laissé tomber. Dans les années 1950, il y a eu encore trois révoltes majeures des détenus. Les conditions de détention catastrophique à Bautzen I avaient, en mars 1950, déclenché une révolte à cause de la famine qui, par le biais de deux appels passés clandestinement à l'ouest par des détenus politiques, étaient aussi devenues publiques dans le monde libre. Parce que le contrôle de leurs jugements devait encore avoir lieu, les détenus de Cottbus s'étaient insurgés en juillet 1953 ainsi que les femmes détenues à Hoheneck en octobre de la même année. Dans les années suivantes, il n'y a plus eu d'insurrections ouvertes, mais nombre de détenus ont réduit, les jours des anniversaires de l'Insurrection et de la construction du mur, leurs rendements de travail. En tant que réponse spontanée aux repas incommestibles ou à d'autres sévices, des détenus ont encore et toujours communément refusé un repas ou de travailler. Quelques détenus ont commencé une grève de la faim, mais étaient, après une durée plus longue, brutalement alimentés de manière forcée. Et plusieurs centaines de détenus ont choisi en dernier recours, entre 1953 et 1989, dans leur situation désespérée, de se suicider.

Les conditions de détention ont connu, au long des années, une certaine modération mais étaient cependant jusqu'à la fin inhumains la plupart du temps. Des détenus politiques connus ainsi que d'anciens porteurs de secrets ont, pendant des années, été isolés et leurs proches laissés dans l'incertitude. Dans quelques centres de détention un régime particulièrement sévère sévissait, par exemple à Bautzen II, dans le régime pénitentiaire militaire à Schwedt et dans les centres de détention provisoire de la Sécurité de l'État. Quant à ces derniers, il s'agissait en partie de bâtiments plutôt récents et les cellules n'étaient souvent pas surchargées, mais on extorquait là des aveux aux prisonniers – par exemple par la menace de faire adopter les enfants des prisonniers ou de prolonger la détention provisoire sans assistance juridique. Pendant la période staliniste, des reconnaissances de faits ont souvent été encore obtenues par

la violence physique. Aussi dans le régime pénitentiaire, les gardiens ont employé la manière forte dans la première moitié des années 1950, mais les tentatives de fuites ou les contradictions pouvaient, également dans les années suivantes, déclencher des actions violentes, selon le contexte de la situation. Les lettres en provenance des proches des détenus étaient strictement censurées, leurs heures de visite rigoureusement surveillées et les cellules méticuleusement examinées [« fouillées »]. Dans les lieux de détention souvent complètement surchargés, il n'était pas question d'avoir de l'intimité et toute sphère de vie était soumise au contrôle rigoureux des gardiens. L'équipement sanitaire était, dans nombre de prisons, jusqu'à la fin totalement insuffisant. En ce qui concerne les soins médicaux, le MfS employait des médecins collaborateurs ainsi que, si inévitable, des détenus qui avaient, eux, cependant largement les pieds et les poings liés.

Les mobilisations pour le travail de presque tous les détenus, que l'administration de prison avait organisées dès le milieu des années 1950 en ne laissant rien au hasard, aggravaient les choses encore plus. Tout de suite après leur arrivée dans l'établissement pénitentiaire, les prisonniers devaient, jusqu'au jour de leur libération, souvent accomplir des travaux durs, dangereux, monotones ou même malsains. Comme les détenus n'avaient pour la plupart terminé aucune formation correspondante et que pour eux s'appliquaient des normes de travail particulièrement élevées, leur taux d'accidentalité était bien plus haut que celui des ouvriers « libres ». On pouvait en outre employer des détenus à des tâches que d'autres salariés ne voulaient pas exécuter – ce qui rendait ces premiers si précieux pour l'économie nationale est-allemande toujours à la recherche de main d'œuvre. Comme les marchandises produites par les détenus étaient de plus exportées dans l'ouest contre les devises fortes, ils réalisaient, pour le régime du SED, le chiffre d'affaires annuel remarquable d'au moins 200 millions de deutschemark. Ce qui rapportait 3,4 milliards de deutschemark en plus était le fait que le gouvernement fédéral, pour des raisons humanitaires, a racheté, de 1963 à 1989, la liberté des détenus politiques avant qu'ils aient purgé leur peine complète.

Outre ce rachat de liberté des détenus, la Sécurité de l'État exerçait une forte influence sur les amnisties de grande envergure. Mais la tâche principale restait cependant la surveillance par la police secrète de toutes les prisons en RDA, notamment la « prison spéciale Bautzen II » pour les



**Cellule de détention,
sans date**

*BArch, MfS, BV Schwerin,
Abt. XIV, n° 473*

prisonniers politiques. Indispensables étaient ainsi les indicateurs parmi les détenus, appelés, dans les centres de détention provisoire de la Sécurité de l'État, les informateurs de cellules. Après un long placement en isolation, les détenus candides se fiaient volontiers quand ils se retrouvaient en groupe, ne serait-ce que pour avoir un interlocuteur. Les informateurs de cellules devaient ensuite « soutirer » les noms des quelconques complices à leurs co-détenus et découvrir si les co-prisonniers avaient, éventuellement, encore d'autres délits « sur leur conscience » que les organes d'enquête ignoraient encore. En contrepartie de leurs services d'indicateurs, les informateurs de cellules espéraient des réductions de peines – mais ils ne les obtenaient souvent pas parce que la police secrète en avait un plus grand bénéfice en les laissant en prison. D'autant plus que la Sécurité de l'État avait placé, dans tous les grands centres de détention du Ministère de l'intérieur, ses propres employés titulaires. Ceux-ci géraient et les gardiens et les détenus en tant qu'indicateurs. Ces derniers devaient découvrir quels co-prisonniers prévoyaient par exemple une grève de la faim ou dont les proches avaient contacté amnesty international [ai]. De tels détenus se voyaient ainsi souvent exposés à des « mesures de désorganisation » – par exemple quand la Sécurité de l'État faisait peser sur eux injustement les soupçons, auprès des co-prisonniers, qu'ils officiaient en tant que leurs indicateurs. Il était facile de faire courir des suspicions respectives par les IM prisonniers. La police secrète est-allemande a, de la façon, promu, dans les prisons en RDA, l'atmosphère de méfiance mutuelle.

LA SÉCURITÉ DE L'ÉTAT ET LES FRONTIÈRES

Daniela Münkel

« Malgré les efforts considérables à l'intérieur et à la fortification de la frontière nationale, on avait une hausse primordiale des brèches frontalières dont de nombreuses opérations spectaculaires caractérisées par une haute dangerosité sociale et hardiesse des auteurs. Par le biais d'une vaste commercialisation dans les médias de l'adversaire, la RDA a connu de gros dommages politiques et la politique offensive de notre parti a été dérangée »¹ a dit le Ministre de la Sécurité de l'État Erich Mielke, en avril 1989, lors d'une réunion centrale du service. Cette citation renvoie à un problème que la RDA a affronté dans toutes les périodes de son histoire : elle n'a pas été en capacité d'attacher ses citoyens au territoire. Limiter les options de voyage et contrôler ses frontières, étaient, pour elle, une question de vie ou de mort. Pour une tâche de politique de sécurité d'une telle importance existentielle, il est peu étonnant que le Ministère de la Sécurité de l'État jouait un rôle prépondérant, quoique indécélable au premier coup d'œil, car de l'extérieur d'autres organes opéraient ou semblaient opérer.

1 Citation selon : Judt, Matthias [éditeur] : DDR-Geschichte in Dokumenten. Bonn 1998, p. 480.

Déjà pendant la période avant la construction du mur le 13 août 1961, le MfS avait des fonctions partielles à remplir dans le système de la « fortification de la frontière » et de l'empêchement des « fuites de la République ». Au mois de mai 1952 déjà, le SED et les Soviétiques ont décidé de fermer la frontière de l'ouest et ont simultanément placé la police des frontières, subordonnée jusqu'à ce jour au Ministère de l'intérieur, sous les ordres du MfS. Le Ministre de la sécurité de l'État Wilhelm Zaisser a, en décrétant un « règlement de police », créé un « régime des frontières » respectif qui restait, lui, dans ses grands axes, valable jusqu'à 1989 : celui-ci comprenait une « zone réglementée » large de cinq kilomètres à laquelle on pouvait accéder seulement avec l'autorisation respective et dans laquelle la population résidente était assujettie à une surveillance renforcée, ensuite une « bande de protection » large de 500 mètres sous le contrôle des forces de la fortification de la frontière et une « bande de contrôle » large de 10 mètres [plus tard en langage courant appelé « ligne mortelle »] directement le long de la frontière que personne n'avait le droit de franchir. Un premier « ordre de tir à vue » faisait également partie de ce règlement : « Au refus d'obtempérer à l'ordre des gardes-frontières, l'usage de l'arme est indiqué. »² Avec une interruption de juillet 1953 à mars 1955, la police des frontières était subordonnée, jusqu'au début de 1957, à la Sécurité de l'État ; ensuite, elle a été réintégrée au Ministère de l'intérieur et, après la construction du mur en 1961, réformée en gardes-frontières qui, eux, étaient subordonnés au Ministère de la défense nationale. Le MfS était dès le début, indépendamment du classement respectif individuel des forces de fortification de la frontière, responsable de leur surveillance, ce qui était, vu la fiabilité politique toujours limitée des gardes-frontières, de grande importance.

La hausse permanente du nombre de réfugiés menait, au milieu des années 1950, à des efforts renforcés du MfS dans la lutte contre la fuite. Cela s'appliquait d'abord à l'enquête systématique des motifs de fuite et à la lutte contre les tentatives de débauchage des entreprises d'Allemagne fédérale, par exemple par l'obtention d'informations par le biais du

2 Règlement de police sur l'introduction d'un ordre spécial le long de la ligne de démarcation du 26/05/1952, documenté chez : Bennewitz, Inge ; Potratz, Rainer : Zwangsaussiedlungen an der innerdeutschen Grenze. Analysen und Dokumente. Berlin 1994, p. 231-235.



**Début de la construction
du mur après le 13 août
1961 dans la Linden-
strasse.**

*Bundesbildstelle, B 145
image-00103642*

contrôle du courrier. Quand, en 1960, le SED avait fait passer la collectivisation forcée de l'agriculture à la va-vite, que la pression de la collectivisation était augmentée également sur la vente au détail et sur l'artisanat et qu'en résultaient des problèmes d'alimentation, la vague de fuites s'accroissaient de nouveau considérablement.³ Surtout les spécialistes qualifiés et les jeunes ont tourné le dos à la RDA, ce qui a lésé encore plus la

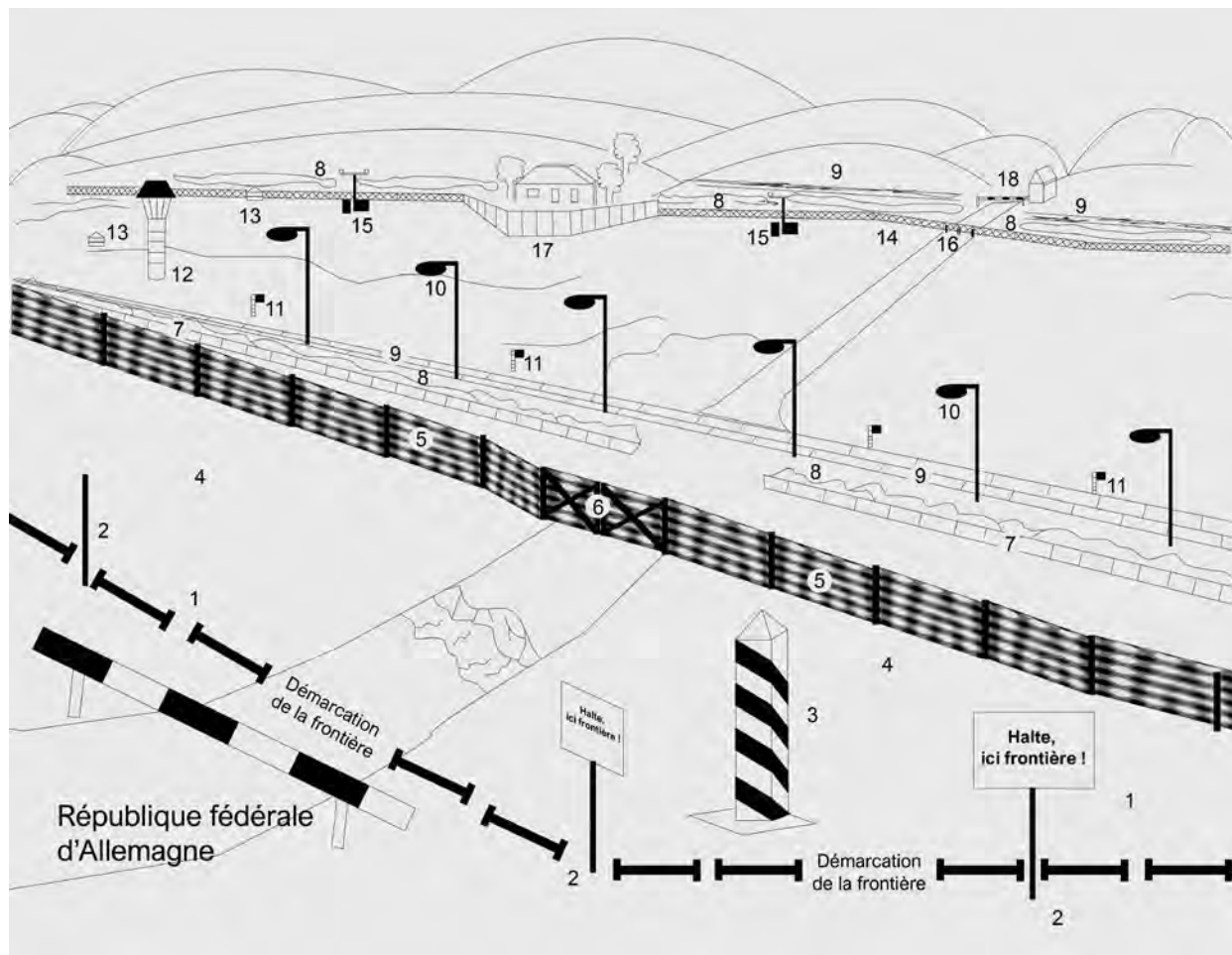
³ Sur les nombres cf. Hertle, Hans-Hermann: Die Berliner Mauer. Monument des Kalten Krieges. Berlin 2007, p. 28.

situation déjà précaire au niveau économique et social. Déjà en mai 1960, Erich Mielke a réagi par une instruction dans laquelle il a déclaré la « limitation de la fuite de la République » l'une « des tâches prédominantes pour la fortification de la structure du socialisme » et qu'il en a rendu responsable chaque employé et chaque domaine d'activité du MfS.⁴ Le réseau complet d'employés non officiels a été ciblé dans la lutte contre la fuite. Il s'agissait de « constater et traiter les débaucheurs, fuites prévues, manques et dysfonctionnements, les causes et confusions idéologiques qui pouvaient mener au mécontentement », en plus du « contrôle de tout lien et contact vers Berlin-Ouest, l'Allemagne de l'ouest et l'étranger de l'ouest ». Une bonne année plus tard, quand l'évolution avait déjà pris des formes dramatiques, Mielke a intensifié les efforts une fois de plus et mis en place, au sein du MfS, un état-major central pour la coordination de la lutte contre la fuite.⁵ Mais les succès en empêchant les « fuites de la République » étaient mesurés, la grande majorité des personnes voulant se réfugier ont atteint leur objectif – souvent par la frontière encore ouverte à Berlin.

La gérance de la RDA a réagi, le 13 août 1961, avec le bouclage de la frontière vers Berlin-Ouest et aussi avec le durcissement du régime des frontières à la frontière de l'ouest. Dans ce contexte – comme déjà en 1952, mais à la différence cette fois que cela se passait sous la responsabilité du MfS – des exils forcés de citoyens résidant dans la zone frontalière ont été exercées contre ceux qu'on estimait non fiables [opération « resserrement »]. Bien que la mise en place et l'expansion suivantes, des fortifications de la frontière semblaient, au premier coup d'œil, réduire les réquisitions de la police secrète dans la lutte contre la fuite, la Stasi a pu, par la suite, solidement développer ses compétences en la matière. Étant donné que même après l'élimination du « trou frontalier » à Berlin, la frontière vers la République fédérale n'était en aucun cas fermée hermétiquement, les « brèches frontalières » annuelles restaient, jusqu'en 1973, relativement hautes, seulement après, elles baissaient rapidement

⁴ Instruction n° 1/60 du Ministre de la Sécurité de l'État du 04/05/1960 ; BArch, MfS, BdL/Dok., n° 3499 ; documenté avec omissions dans : Melis, Damian von ; Bispinck, Henrik [éditeurs] : »Republikflucht«. Flucht und Abwanderung aus der SBZ/DDR 1945 bis 1961. Munich 2006, p. 215 ss.

⁵ Ordre n° 302/61 du Ministre de la Sécurité de l'État du 08/07/1961 ; BArch, MfS, BdL/Dok., n° 705.



Région entre démarcation des frontières [1] et point de passage contrôlé [18] = zone réglementée (ø ca. 5 km)
 Région entre démarcation des frontières [1] et « clôture d'alarme frontalière »/mur de barrage en béton [14/17] = bande de protection (ø environ 100-200 m)

- | | | | |
|---|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1 | Démarcation des frontières avec bornes | 10 | Barrage optique aux placements embrouillés |
| 2 | Panneau resp. repère de frontière directement à la démarcation des frontières | 11 | Colonne de connexion pour le réseau d'alarme frontalier à câbles enterrés |
| 3 | Poteau de la RDA (hauteur env. 1,8 m, noir-rouge-or portant les armoiries de la RDA) | 12 | Tour d'observation en béton [BT 11] |
| 4 | Bande de terrain déboisée et déblayée | 13 | Bunker d'observation |
| 5 | Clôture métallique grillagée à un seul rang (hauteur env. 3,2 m), jusqu'à 1984 avec SM 70 « installation de tir d'auto-déclenchement » | 14 | Clôture d'alarme frontalière avec installation d'alarme électronique et acoustique |
| 6 | Passage dans la clôture métallique grillagée | 15 | Installations de distribution et de couplage de courant longeant la clôture modifiée de la bande de protection |
| 7 | Fossé de barrage anti-véhicules (fortifié de dalles béton) | 16 | Porte de passage dans la clôture de la bande de protection avec câbles d'alarme |
| 8 | Bande de contrôle [Bande de sécurisation de traces] largeur env. 6 m resp. 2 m | 17 | Mur de barrage en béton/mur rideau |
| 9 | Chemin de patrouille avec voie à dalles (blocs en béton perforé) | 18 | Poste contrôle de passage dans la zone réglementée |



Schéma des installations frontalières entre la RDA et la République fédérale. Reconstruction selon un service d'information du Bundesgrenzschutz [Service fédéral de protection des frontières].

BArch

et atteignaient un niveau bas en 1985, avec un nombre de 160.⁶ Dans les années 1960 et 1970, la répression des « fuites de la République » restait, sous les nouvelles conditions de la frontière fermée, un champ d'activité central du MfS et dont l'importance croissait. La surveillance des gardes-frontières par la section principale I [Défense militaire] du MfS restait donc d'importance spéciale pour imposer le régime des frontières. Déjà depuis les années 1950, cette unité de service exerçait une immense influence dans le recrutement des cadres de tout organe militaire et a surveillé la fiabilité politique, militaire et morale des troupes et des officiers. Les officiers du MfS chargés de la surveillance des gardes-frontières étaient assignés aux unités respectives et portaient leurs uniformes, ils n'étaient ainsi pas d'emblée identifiables en tant qu'employés du Renseignement. Ils géraient, dans leurs parties des troupes, un réseau d'employés non officiels qui était, déjà dans les années 1950, extrêmement dense [01:10]. En moyenne, la section principale I disposait, dans les années 1980, dans son champ de compétence entier, d'un taux d'IM d'environ cinq pour cent. Parmi les gardes-frontières – on peut le supposer – la densité d'IM était encore plus haute.⁷

À quel point la situation de la « politique de sécurité » était précaire parmi les forces de la fortification de la frontière, se montrait précisément dans la période directement après la construction du mur [13/08-31/12/1961] quand plus de 300 gardes-frontières se livraient, simultanément, et la désertion et la fuite de la République, dont la moitié à la frontière berlinoise qui venait juste d'être fermée.⁸ L'introduction, l'année suivante, de la conscription générale posait, à la section principale I, des défis supplémentaires : des employés non officiels avaient, déjà au préalable, été recrutés parmi les appelés et ceux qui devaient être employés à la frontière devaient être contrôlés de manière particulièrement intensifiée. Tout de même, les désertions des gardes-frontières restaient, encore pendant des années, un grand problème pour le MfS.⁹

6 Cf. Hertle : Berliner Mauer, p. 57.

7 Cf. e.a. Gieseke, Jens : Der Mielke-Konzern. Die Geschichte der Stasi 1945-1990. Stuttgart 2006, p. 140.

8 Cf. Eisenfeld, Bernd ; Engelmann, Roger : 13. August 1961. Fluchtbewegung und Macht-sicherung. Brème 2001, p. 92.

9 Cf. Wolf, Stephan : Hauptabteilung I. NVA und Grenztruppen [MfS-Handbuch] Berlin 1995, p. 69.

Pour les opérations spécialement secrètes et délicates, la section principale I du MfS maintenait, depuis 1968, parmi les gardes-frontières, une compagnie d'intervention spéciale. Ses membres, recrutés en général parmi les diplômés de l'école de sous-officiers pour les gardes-frontières, avaient le statut d'employés titulaires non officiels d'intervention spécialisée (HIME) et intervenaient pour les tâches spéciales de sécurisation et de surveillance ainsi que pour les opérations militaires camouflées à la frontière. Les membres de cette unité étaient impliqués à l'exécution ciblée par arme à feu de Michael Gartenschläger, en mai 1976, quand ce dernier a essayé, à la frontière interallemande, de démonter une installation de tir d'auto-déclenchement du type SM 70. La Sécurité de l'État n'était pas seulement impliquée dans la « fortification de la frontière » au sens strict, mais surtout aussi dans la mise en échec des fuites sur la veille territoriale. Au travers de l'ordre de Mielke du mois de mai 1966 sur la « majoration de l'efficacité de l'activité politico-opérationnelle sur la protection de la frontière nationale »¹⁰, ce domaine d'activité était organisé plus rigoureusement et ainsi la coordination avec la Volkspolizei, à laquelle incombait officiellement le contrôle du territoire près de la frontière [en dehors de la « bande de protection » de 500 mètres], a été améliorée. Il a été expressément instauré, dans la section principale VII, compétente pour la collaboration, et la surveillance de la VP, une division propre « fortification de la frontière » à laquelle étaient subordonnés les services et domaines respectifs au sein des administrations du district et des services d'arrondissements frontaliers.

De cette manière a vu le jour un régime de fortification de la frontière très dense comprenant plusieurs structures : les gardes-frontières qui, eux, étaient notamment compétents pour la fortification directe de la frontière aux barrages et dans la bande de protection des 500 mètres où ils employaient également des soi-disant assistants bénévoles ; la Volkspolizei, responsable de la « fortification profonde » de l'espace entier près de la frontière et qui, elle, travaillait également avec des assistants bénévoles ainsi que la Sécurité de l'État qui, elle, surveillait et la population de cet espace et les organes armés indiqués ci-avant en s'appuyant sur

¹⁰ Ordre n° 10/66 du Ministre de la Sécurité de l'État du 10/05/1966 ; BArch, MfS, BdL/Dok., n° 1072.



Un employé du MfS en observation du transit d'autoroute vers Magdebourg, vers 1984

BArch, MfS, HA IX/Fo/1750, image 8

ses IM. Comme la Sécurité de l'État a non seulement collaboré avec les deux autres organes mais qu'elle les a en même temps surveillés, elle pouvait réellement exercer un rôle compétent et coordinateur et était, en même temps, la force motrice en ce qui concerne le contrôle de l'espace près de la frontière. Ce domaine d'activité a été, en juillet 1981, de nouveau réglé en détail par Mielke, le ministre soulignant à cet égard que « pour la fortification politico-opérationnelle de la frontière nationale [...] toute unité de service du MfS [devait] en porter la responsabilité ».¹¹

Une compétence supplémentaire du MfS dans l'environnement de la « fortification de la frontière » remonte également à la période directement après la construction du mur. Dans les premiers mois après la fermeture des frontières, de nombreux Est-Berlinois avaient atteint Berlin-Ouest par le biais de cartes d'identité occidentales fausses ou falsifiées. S'ajoutaient des exfiltrations réussies au travers de cavités dans les véhicules. L'autorité pour la douane et le contrôle de la circulation des marchandises qui, à

¹¹ Ordre n° 10/81 du Ministre de la Sécurité de l'État du 04/07/1981 ; BArch, MfS, BdL/Dok., n° 5500.

cette époque, était encore responsable pour les contrôles aux frontières se montrait complètement surmenée par ce problème ce qui poussait la gérance politique, déjà dans l'année consécutive, à transférer ce domaine de responsabilité au MfS. Dès 1964, les contrôles de franchissements de la frontière étaient exclusivement effectués par les employés de la Stasi en uniformes de gardes-frontières. Dans les années suivantes, ce domaine d'activité a grandi énormément et formait le cœur de la section principale VI, créée en 1970, qui, elle, assumait jusqu'à la fin la responsabilité pour le contrôle de toute circulation transfrontalière.

La lutte contre l'aide organisée au passage clandestin de la frontière, qui s'était également établie après la construction du mur, était un domaine absolu du MfS parce qu'elle était effectuée pour la plupart avec des moyens de police secrète. La division 5 de la section principale XX, compétente de ce ressort de 1964 à 1974, a, à cet égard, systématiquement employé des agents qui, eux, ont espionné les assistants et les organisations à l'ouest. Ce cadre de fonctions a migré, en 1975, vers une nouvelle unité de service, le groupe central de coordination [ZKG]. Sa création dans la même année était en relation avec l'intensification considérable de la circulation interallemande qui commençait, elle, par le biais de la Détente et des règles contractuelles respectives. Manifestement cette nouvelle situation menait à de meilleures options de fuite parce que, dans les années 1972 et 1973, les chiffres de fuites ont substantiellement augmenté. Le ZKG devait, initialement, coordonner prioritairement la lutte contre le mouvement d'exode à l'intérieur du MfS, mais devait très bientôt s'occuper surtout d'un autre phénomène encore plus menaçant pour la RDA, les demandeurs de sortie du territoire. Leur nombre était en hausse permanente dès 1977 et comprenait à la fin environ 125 000 personnes. C'est là que se montrait que les frontières fermées et tout effort de les rendre imperméables ne pouvait ni décourager de nombreux citoyens de la RDA de leur désir de quitter le pays ni stabiliser le régime du SED à long terme.

TRAVAIL À L'OUEST

Georg Herbristrit, Elke Stadelmann-Wenz

L'espion au bureau de la chancellerie fédérale : Le mythe et la réalité

Le nom de Günter Guillaume symbolise, comme aucun autre, le succès du travail à l'ouest du MfS.¹ Les images de l'« espion de la chancellerie » côte à côte avec Willy Brandt montraient au monde entier que l'espionnage de la RDA s'était infiltré jusque dans les sommets des structures du pouvoir d'Allemagne fédérale. Le fait que le Chancelier fédéral Brandt avait démissionné après que Guillaume avait été démasqué, a donné une importance supplémentaire à cet acte d'espionnage. Toutefois, un expert des Renseignements d'Allemagne fédérale avait déjà écrit, de façon pertinente, un bon nombre d'années avant la réunification allemande, qu'il s'agissait là certainement de l'acte d'espionnage le plus spectaculaire mais pas le

1 Cf. au sujet en détail e.a. Herbristrit, Georg: Bundesbürger im Dienst der Westspionage. Eine analytische Studie. Göttingen 2007; Le Bundestag allemand de 1949 à 1989 dans les dossiers du Ministère de la Sécurité de l'État (MfS) en RDA. [Der Deutsche Bundestag 1949 bis 1989 in den Akten des Ministeriums für Staatssicherheit (MfS) der DDR.] Expertise pour le Bundestag allemand selon § 37 [3] de la loi portant sur les dossiers de la Stasi. [Gutachten für den Deutschen Bundestag gemäß § 37 [3] des Stasi-Unterlagen-Gesetzes.] [Éditeur]: BStU Berlin 2013; Münkel, Daniela: Campagnes, espions, canaux secrets. [Kampagnen, Spione, geheime Kanäle.] La Stasi et Willy Brandt. [Die Stasi und Willy Brandt.] 2. édition, Berlin 2015.

plus grave. Cette estimation s'affirme aujourd'hui étant donné que les archives sont ouvertes depuis longtemps. Le dossier Guillaume comporte un nombre important de critères qui avaient été distinctifs pour le travail à l'ouest du MfS dans son ensemble et qui s'appliquaient notamment pour la division d'espionnage extérieur du MfS, l'administration centrale A [reconnaissance]. Le travail à l'ouest du MfS était orienté sur du long terme. Quand la HV A a, en 1956, envoyé le couple Christel et Günter Guillaume à l'ouest, une carrière postérieure n'était pas prévisible. Petit à petit, ils se sont hissés vers le haut, dans leur nouveau domicile Francfort-sur-le-Main ainsi que dans le district de la Hesse-Sud du SPD. Günter Guillaume faisait, dès 1968, partie de l'assemblée du Conseil municipal de la ville de Francfort. En particulier sur le conseil personnalisé de Georg Leber, député du Bundestag du SPD et Ministre des transports, il a finalement été, en 1970, embauché en tant qu'adjoint à la chancellerie. En octobre 1972, il a été promu en tant qu'adjoint personnel de Willy Brandt, responsable pour les relations avec le parti et le groupe parlementaire.

La persévérance du MfS avait alors été profitable – et cela n'était guère un cas isolé. Les environ 3 000 citoyens de la RFA qui, à la fin des années 1980, avaient été actifs en tant qu'employés non officiels (IM Ouest), servaient le MfS en moyenne pendant 15 ans. Dont un bon nombre pouvait compter rétrospectivement une activité d'espionnage pendant des décennies. L'« ancienneté » de Adolf Kanter de la Rhénanie-Palatinat atteint un niveau record. En suivant les dossiers du MfS, on constate qu'il était déjà actif depuis 1948 pour une institution précurseur de la HV A et atteignait ainsi, en 1989, les 41 ans de collaboration non officielle. Pour son travail à l'ouest, le MfS a en permanence bénéficié de l'option d'introduire subrepticement et discrètement, au flot de réfugiés de la RDA et d'immigrés en République fédérale, des agents de la RDA collaborant ou d'équiper des citoyens de la RDA d'une identité d'Allemagne fédérale. Encore plus rentables se montraient cependant les possibilités découlant des liens de famille subsistants. Les citoyens d'Allemagne fédérale, en visite en grand nombre chez leurs proches en RDA, étaient à leur entrée évalués discrètement mais systématiquement pour voir s'ils pouvaient être recrutés en tant qu'IM Ouest. Un bon nombre de carrières ultérieures d'IM Ouest résultaient de cette méthode. Le contre-espionnage de l'Allemagne fédérale connaissait en principe le fonctionnement de l'espionnage de la



⬆
Cérémonie avec les « éclaireurs pour la paix » Günter et Christel Guillaume après leur accomplissement de la peine et retour en RDA, en 1981.

BArch, MfS, ZAIG/Fo/544, image 2

RDA. Il avait pourtant du mal à dépister les agents-ouest collaborant et à les identifier de manière fiable. Le préfet de police de Berlin-Ouest avait, par exemple, déjà depuis 1956 des moments de suspicion contre Günter Guillaume. Le Bundesamt für Verfassungsschutz [autorité fédérale de protection de la constitution] a averti, en décembre 1969, d'embaucher Guillaume au bureau de la chancellerie. Le directeur de la chancellerie fédérale Horst Ehmke lui a fait subir, lors de son embauche, un intense interrogatoire et l'a confronté directement aux suspicions d'espionnage existantes. Mais Guillaume a réussi à dissiper les inquiétudes. Seulement à partir de 1973, les renseignements se sont amoncelés pour devenir des certitudes, au sein du contre-espionnage de l'Allemagne fédérale. Il a ensuite commencé à l'observer systématiquement pour le faire arrêter, lui et son épouse, finalement en avril 1974.

La HV A a répertorié de nombreuses informations que ses agents avaient livrées dès 1969 dans la base de données « SIRA » [« Système de la recherche d'informations de la HV A »]. Selon cette dernière, Guillaume n'a livré, entre 1969 et 1974, sous son nom d'emprunt « Hansen » au total que 45 informations. Dont des informations internes au SPD, politique gouvernementale et négociations interallemandes ainsi que des questions syndicales. S'il a fait un rapport ou ce qu'il a communiqué de la vie

privée de Brandt ne peut pas être issu de la base de données «SIRA». 45 informations enregistrées en cinq ans semblent, en tout cas, relativement minimales. Initialement Guillaume a apparemment agi, après son embauche au bureau de la chancellerie fédérale, de manière réticente pour ne pas se compromettre. Mais rien que la position qu'il a atteinte était sans doute déjà un énorme succès du renseignement. Sa « grande époque » aurait cependant encore été devant lui. Après que Guillaume a été démasqué, la HV A est restée ancrée au bureau de la chancellerie fédérale, sans arrêt jusqu'à 1989, avec au moins une secrétaire. Beaucoup plus abondant était le rendement d'informations de l'IM « Fichtel ». Avec ce pseudonyme, la HV A a géré Adolf Kanter, cité déjà ci-dessus. Il a maintenu, entre 1974 et 1981, en tant que lobbyiste du groupe Flick, de bonnes relations avec tous les partis de Bonn et a communiqué à la HV A chaque année en moyenne presque 200 informations très haut de gamme sur les affaires politiques de Bonn.



Général de corps d'armée Markus Wolf [milieu] avec des officiers du MfS de rang supérieur lors d'un événement de décoration le 3 octobre 1983

BArch, MfS, SdM/Fo/36

Le travail à l'ouest du MfS comme activité classique d'espionnage

L'affaire Guillaume ne représente qu'un seul domaine du travail à l'ouest du MfS. Parmi les champs d'espionnage classiques comptaient, en plus de la politique également l'économie, le militaire et les services secrets surtout en République fédérale mais aussi dans d'autres États de l'ouest, ou les organisations internationales comme l'OTAN. Ces domaines étaient infiltrés par les IM Ouest ou sur écoute par les moyens de reconnaissance radio d'une dimension qui a atteint, pour des temps de paix, une ampleur inhabituelle. La HV A a ainsi régulièrement acquis des connaissances sur des procédures politiques internes, des redistributions du pouvoir et des processus de prises de décision en République fédérale. L'espionnage économique avait le caractère d'espionnage industriel et de vol de technologie et prenait, vers la fin de la RDA, une place de plus en plus importante. On peut se demander si la HV A a, de cette façon, vraiment servi à l'économie nationale de la RDA. Dans la mesure où l'économie de la RDA s'appuyait trop sur les résultats de l'espionnage, elle se rendait dépendante, par exemple dans le domaine de la microélectronique, des développements de l'ouest. La doctrine rigide du service secret a contribué à aggraver l'isolement des spécialistes de la RDA des développements internationaux ou de les éloigner, pour des raisons de sécurité supposées, de leur domaine d'expertise, ce qui avait des impacts retardataires sur les innovations. Les ordres pour l'espionnage économique, la HV A les recevait du ZK du SED ainsi que de quelques combinats ou services individuels de la RDA. Les impacts de l'espionnage militaire sont également sujets à discussion. Celui-ci s'était fondamentalement intégré à la doctrine militaire respectivement existante, c'est-à-dire aussi à l'effort d'atteindre ou de développer une avance militaire. Dans quelques cas isolés, les connaissances fiables sur les intentions et options du côté opposé produisaient peut-être un effet désenvenimant. Mais l'espion militaire individuel ne savait jamais comment ses informations étaient utilisées par la gérance politique et militaire.

Il est connu que la HV A a joué un rôle éminent dans toute négociation interallemande. Elle n'a pas seulement reconnu les intentions du négociateur de l'ouest. Elle a également été représentée, de manière conspiratrice, dans les délégations de la RDA, avec un nombre important d'officiers et d'employés non officiels. Cela descendait jusqu'à Michael Kohl, le directeur de la représentation permanente de la RDA à Bonn.

La HV A a résumé quotidiennement ses connaissances d'espionnage dans des rapports d'information concis et les a transférés, selon le contexte de l'information, aux destinataires respectifs dans la direction du SED et du gouvernement de la RDA, mais aussi au KGB ou à d'autres services de renseignement communistes. Il est, à ce jour, peu recherché à quel point le gouvernement de la RDA a réellement utilisé son avance en informations pour sa politique.

Les mesures actives

L'influence sur la vie publique en République fédérale, par le biais de « mesures actives » et la désinformation, faisait également partie du spectre du travail du MfS à l'ouest. Le MfS s'est, de manière très efficace, interposé lors du vote de défiance du groupe parlementaire au Bundestag du CDU/CSU contre Willy Brandt en 1972. Il a probablement corrompu, certainement avec l'accord du gouvernement de la RDA, deux délégués de l'Union et a ainsi empêché un changement de gouvernement. Discréditer publiquement des hommes politiques d'Allemagne fédérale par des comptes-rendus de communications téléphoniques écoutées habilement lancés, ou diffamer des courants ou des institutions impopulaires pour gêner leur impact ou pour les éliminer, faisaient partie des méthodes du MfS. Dans les années 1950, des rapt comptaient également aux « mesures actives » pratiquées par le MfS. Dans les années 1980, le MfS a essayé d'influencer le mouvement pour la paix pour que ses protestations s'orientent exclusivement contre l'armement de l'ouest.

L'« unité de la reconnaissance et de la défense » et la persécution des adversaires de la RDA à l'ouest

En général, le principe de l'« unité de la reconnaissance et de la défense » s'appliquait au MfS. Cela signifiait que la HV A coopérait systématiquement avec d'autres unités de service du MfS qui, elles, étaient principalement compétentes pour le travail national et a ainsi aussi participé à la répression interne. En revanche, de nombreuses « unités de service de la défense » géraient aussi des employés non officiels à l'ouest. Des environ 3 000 citoyens d'Allemagne fédérale en espionnage, à la fin, pour le MfS dans l'ouest, seule la moitié était liée à la HV A. Les autres appartenaient aux différentes « unités de service de la défense » et une petite partie

espionnait pour le renseignement militaire de la RDA subordonné au Ministère de la défense. La HV A participait ainsi par exemple, ensemble avec d'autres unités de service du MfS, à persécuter des adversaires déclarés du régime de la RDA ou des passeurs vivant à l'ouest.

Jusqu'à la construction du mur le 13 août 1961, des opérations de rapt faisaient partie des instruments courants du MfS.² À ce moment, environ 400 personnes avaient été enlevées à l'ouest et nombre de celles-ci condamnées, en RDA ou en Union soviétique, à des peines de prison. Quelques-unes ont eu une peine de mort et étaient exécutées. Parmi les victimes de rapt et les morts se trouvaient des critiques convaincus du régime du SED comme Walter Linse [exécuté en 1953 à Moscou] ou Karl Wilhelm Fricke [dans des prisons de la RDA de 1955 à 1959, ensuite relâché à l'ouest], mais aussi des employés du MfS qui – certainement pour des raisons de dissuasion et de discipline – avaient été « ramenés » à l'est. Markus Wolf, le gérant de la HV A de 1952 à 1986 et pendant longtemps le Ministre adjoint de la Sécurité de l'État, a été, en 1997, condamné à une peine privative de liberté avec sursis de deux ans pour sa responsabilité personnelle dans plusieurs cas de rapt, de séquestration et de sévices physiques.

Dans les années 1970 et 1980, le MfS a, dans l'ouest, persécuté des adversaires déclarés du régime qui avaient émigré de la RDA ou été dénaturalisés pour les intimider et les réduire au silence. Jürgen Fuchs, l'auteur et psychologue de Jena que le MfS avait tourmenté dans les années 1980 à Berlin-Ouest, par le biais de harcèlements psychologiques et d'attentats, sert d'exemple. Le MfS commettait aussi des attentats à la vie, pour lesquels il mandatait des IM Ouest individuels pour les perpétrer, notamment contre des passeurs. Dans les années 1990, au moins trois tentatives d'assassinat de ce genre ont été juridiquement prouvées. Leurs victimes ont survécu aux attentats – quoique parfois de peu.

La confrontation des Renseignements pendant la Guerre froide

Le contre-espionnage et le renseignement se passaient, au sein du MfS, dans différentes unités de service. La section principale II [HA II]

² Cf. aussi en détail Muhle, Susanne: Auftrag: Menschenraub. Entführungen von Westberlinern und Bundesbürgern durch das Ministerium für Staatssicherheit der DDR. Göttingen 2015.

était clairement orientée contre les services de renseignement occidentaux.³ L'Organisation Gehlen, resp. dès le mois d'avril 1956 le Bundesnachrichtendienst, était l'un des principaux adversaires du MfS. Dans les années 1953 à 1955, le MfS a réussi, dans le cadre des « coups concentrés » à frapper durablement l'espionnage de l'Organisation Gehlen. Car au début des années 1950, le renseignement ouest-allemand avait déjà établi un réseau bien étendu de contacts en RDA qui, eux, rassemblaient et transféraient des informations des domaines militaire, économique et politique. Pendant que les frontières entre l'Est et l'Ouest étaient encore perméables, les services de renseignement guerroyaient de manière bien rangée. Les démêlés n'avaient pas seulement lieu sur le champ de l'espionnage et du contre-espionnage mais au-delà aussi dans le domaine de l'instrumentalisation médiatique des deux côtés.

La nouvelle stratégie des « coups concentrés » – une réponse à l'Insurrection du 17 juin 1953 – visait à des arrestations rapides de dissidents à qui on reprochait des rapports avec des organisations occidentales. Parmi lesquelles les Ostburos des partis d'Allemagne de l'ouest, le RIAS, la Commission d'enquête de juristes libertaires, le groupement de combat contre l'inhumanité et les services secrets de l'ouest dont également l'Organisation Gehlen. La Sécurité de l'État a arrêté, lors de grandes opérations ne laissant rien au hasard – « feu d'artifice » en 1953, « flèche » en 1954 et « éclair » en 1954/55 – plusieurs centaines de personnes en RDA qui, elles, étaient pour la plupart condamnées à de longues peines de détention, quelques-unes même condamnées à mort. Là, ce n'était pas seulement des citoyens de la RDA qui se retrouvaient dans la ligne de mire du MfS.⁴

Lors de processus opérationnels du contre-espionnage, des employés non officiels étaient également déployés. La Sécurité de l'État a réussi à introduire clandestinement ses « taupes » directement à des postes du service de renseignement ouest-allemand. L'une d'entre elles était Hans-Joachim Geyer qui avait été actif pour l'Organisation Gehlen comme messenger et recruteur en RDA et qui a été engagé, après son arrestation

3 La HA II a été créée, en novembre 1953, à partir des divisions II et IV. Cf. aussi Labrenz-Weiß, Hanna: Die Hauptabteilung II: Spionageabwehr [MfS-Handbuch]. Berlin 1998; Müller-Enbergs, Helmut: Hauptverwaltung A [HV A]: Aufgaben. Strukturen. Quellen [MfS-Handbuch]. Berlin 2011.

4 Cf. Fricke, Karl Wilhelm; Engelmann, Roger: »Konzentrierte Schläge«. Staatssicherheitsaktionen und politische Prozesse 1953–1956. Berlin 1998.



Hans-Joachim Geyer,
vers 1961

BArch, MfS, AIM,
n° 11553/87, T. I, vol. 2,
AS, feuille 68

en décembre 1952, en tant qu'employé non officiel. Au printemps, il a fait défection, par ordre du MfS, à Berlin-Ouest. Comme Geyer était dès lors grillé pour des opérations de messenger pour l'Organisation Gehlen, il a été déployé dans le service « X/9592 », également connu sous la désignation « filiale Nordland », en tant qu'employé de bureau. De la sorte, il avait non seulement accès à l'ensemble de la correspondance mais aussi au registre du personnel de la filiale. Pendant les mois suivants, l'agent double a emmené, de fil en aiguille, des dossiers copiés à Berlin-Est. Ces dossiers ne comprenaient pas seulement les noms des contacts en RDA, ils permettaient aussi des aperçus de la structure et des voies de communication du service Gehlen. Quand la Sécurité de l'État a déclenché, fin octobre 1953, l'opération « feu d'artifice », Geyer a été retiré de Berlin-Ouest. Presque une semaine plus tard, il a été présenté au public, lors d'une conférence de presse internationale, en tant qu'ancien agent de l'Organisation Gehlen qui « se repentait profondément de ses crimes ». ⁵ Pour les opérations d'arrestation « flèche » et « éclair », des agents doubles sont également intervenus et ont livré des renseignements importants. Les vastes enquêtes du MfS et les procédures contre les « agents ennemis » supposés ou réels servaient également comme instrument de répression

5 Cf. « Pressekonferenz über amerikanische Agententätigkeit ». Dans: Der Augenzeuge, AZ 47/1953/4. DEFA-Studio für Wochenschau und Dokumentarfilme. RDA 1953.

et d'éducation contre la propre population. Notamment l'instrumentalisation propagandiste montrait une nette liaison de mécanismes internes de répression avec les activités du contre-espionnage. Les prévenus et leurs familles étaient, par le biais de différents médias, cloués au pilori en tant qu'« ennemis de la paix ». Le directeur de la Stasi Ernst Wollweber en chair et en os, a présenté, lors d'événements publics, les méthodes et les « outils » des services de renseignement de l'ouest.⁶ Dès 1955, la Sécurité de l'État a conçu des propres expositions dans lesquelles elle a démontré ses « succès » et sa « supériorité » envers les services de renseignement occidentaux.

Le point culminant de la guerre des services de renseignement se terminait à la construction du mur en 1961. Les changements s'y afférant avaient un impact fondamental sur l'activité d'espionnage des deux côtés du rideau de fer. L'emploi d'agents doubles était, dès lors, beaucoup plus difficile. La nouvelle politique d'Allemagne et de l'Est de Willy Brandt, appelée Ostpolitik, au début des années 1970, a redéfini le cadre des relations interallemandes. Dans quelle mesure celle-ci a aussi changé la pratique opérationnelle des services de renseignement des deux côtés, doit encore être recherché en détail. En tout cas, la reconnaissance internationale de la RDA, au début des années 1970, a élargi considérablement le champ d'activité du contre-espionnage de la Sécurité de l'État. La circulation touristique interallemande, les demandes croissantes de sorties du territoire de la propre population, l'accréditation de journalistes de l'ouest, la surveillance de la représentation permanente de la République fédérale ainsi que de nombreuses ambassades de l'ouest qui étaient maintenant ouvertes à Berlin-Est, les contacts économiques ainsi que le contact avec les groupes d'extrême gauche de la République fédérale en sont quelques exemples. Dans les années 1980, le MfS a instrumentalisé la confrontation avec le BND et l'autorité de protection de la constitution surtout envers le mouvement croissant de l'opposition. Une stratégie de

6 Cf. « Neue aufsehenerregende Enthüllungen über die Agenten- und Spionageorganisation Gehlen ». Dans: Neues Deutschland du 18/12/1953, p. 3; « Prozess gegen Agenten der Spionage-Organisation Gehlen ». Dans: Der Augenzeuge, AZ 1/1954/5. DEFA-Studio für Wochenschau und Dokumentarfilme. RDA en 1953; « Lutter contre les agents américains », allocution de Ernst Wollweber. [DDR 1953; « Im Kampf gegen amerikanische Agenten », Ansprache von Ernst Wollweber.] Dans: Der Augenzeuge, AZ 47/1953/4. DEFA-Studio für Wochenschau und Dokumentarfilme. RDA 1954.

la « désorganisation » qui avait fait ses preuves était de faire courir des rumeurs en ce qui concerne les contacts d'individus avec le BND, avec pour but d'isoler ces personnes dans leur environnement.⁷

Conclusion

En ce qui concerne les services de renseignement, le MfS a opéré avec succès contre la République fédérale. Il a profité du fait qu'au sein d'une seule institution se regroupaient les compétences d'un service de renseignement, d'une police secrète et d'un organe d'enquête avec ses propres centres de détention. Sa structure militaire, son équipement matériel exubérant et son orientation idéologique agressive, encore et toujours le manque de mécanismes de contrôle judiciaires, parlementaires et publics ainsi qu'un contre-espionnage occidental équipé bien plus modiquement étaient des facteurs de réussite supplémentaires. Selon le chef du MfS Erich Mielke, le travail à l'ouest du MfS formait « une contribution spécifique au soutien de la politique de la RDA envers la RFA ». Il peut en outre être considéré en tant que fortification prolongée à l'ouest du règne du SED. Dans quelle mesure la reconnaissance et le contre-espionnage ont réellement contribué à la stabilité de la RDA, doit cependant être apprécié de manière nuancée. Les couvertures médiatiques de grande envergure contre les services secrets de l'ouest et les trois grandes vagues d'arrestation, dans la première moitié des années 1950, avaient clairement un impact stabilisant du régime et ont limité, à long terme, les options d'espionnage de l'ouest en RDA. Dans la mesure où le MfS visait à influencer durablement la politique et la société en République fédérale, il ne faudrait cependant pas surestimer son efficacité. Ce sont moins les institutions et les développements abstraits qui ont été lésés par le MfS mais plutôt, pour la plupart, des individus à l'ouest qui ont concrètement souffert du « bras long du MfS ».

7 Pour la période après la construction du mur, une recherche fondamentale pour pouvoir évaluer, de manière nuancée, le contre-espionnage du MfS est encore nécessaire.



Affiche illégale en novembre 1976

BArch, MfS, AOP,
n° 13881/81, feuille 7

La
dénaturalisation
de Wolf Biermann en
1976

Dès 1965, toute apparition publique était, en RDA, interdite à l'auteur-compositeur Wolf Biermann. On n'avait pas le droit d'imprimer ses textes ni de chanter ses chansons. Le fils d'un combattant communiste de la résistance contre la dictature nazie assassiné à Auschwitz avait gravement déçu les dominateurs parce qu'il ne voulait pas arrêter de dire la vérité sur les « camarades traîtres ».

Ils l'ont hypocritement autorisé à partir à Cologne où des syndicalistes ouest-allemands l'avaient invité. Son apparition, par laquelle il a, de manière passionnante, tenté d'expliquer à l'Ouest la RDA qui lui était devenue étrange, servait à la direction du SED comme prétexte pour fermer à l'artiste brusquement la porte de derrière et de l'exiler. Cette intention avait été longtemps avant, au travers de plans de mesures innombrables de la Sécurité de l'État, considérée et assurée contre toute éventualité.

« Pour celui qui prend la position du socialisme comme point de départ, il n'existe aucun tabou dans l'art », avait expliqué Honecker en 1972. Après cinq ans pendant lesquels les intellectuels surtout ont pu obtenir et filouter quelques espaces libres pour des tons et des nuances critiques, cette position du socialisme était de nouveau épelée par le SED : tu ne dois pas te moquer de tes maîtres dans des chansons critiques !

Mais ce que ni le Politburo ni le MfS n'avaient envisagé : contre cette expulsion se positionnaient non seulement quelques opposants mais aussi de nombreux intellectuels connus et jusqu'ici estimés conformes au régime. Une

large solidarisation inattendue, avec un artiste que beaucoup ne connaissaient plus après onze ans d'interdiction professionnelle, s'est étendue au pays. L'expatriation a cassé l'illusion de beaucoup qui n'étaient pas contents avec l'exercice du pouvoir concret du SED mais tout de même estimaient la RDA une alternative socialiste au capitalisme. Ce dont le SED avait pu se doter jusqu'ici en termes de soutien dans la société, disparaissait de nouveau. Le compromis conclu, en 1953, en sous-entendu entre le SED et le peuple qui s'appuyait, d'une part, sur le ravitaillement suffisant du peuple et, d'autre part, de se tenir politiquement tranquille, est reparti en fumée. Après 1976, il n'y avait plus d'initiative du SED qui aurait pu arrêter ce processus de décomposition. Le sablier avait été tourné. Maintenant, il s'écoulait.

Bernd Florath

LE SECTEUR DE LA « COORDINATION COMMERCIALE »

Roger Engelmann

Le 2 décembre 1989, des citoyens indignés ont envahi, à Kavelstorf vers Rostock, un grand dépôt de l'entreprise Imes Import-Export GmbH bourré d'armes de guerre clairement prévues pour l'export. Le fait que la RDA exerçait un trafic secret d'armes a brusquement contrasté sa rhétorique de paix officielle. La détection du dépôt d'armes a initié une étape cruciale concernant la délégitimation rapide du règne du SED pendant l'automne de la révolution.

La société Imes faisait partie du domaine mystérieux, géré par Alexander Schalck-Golodkowski, de la coordination commerciale [KoKo] dont les agissements obscurs, parfois même criminels, étaient pris pour sujet par la presse de façon répétée. Schalck a été exclu le lendemain du ZK et du SED et s'est immédiatement après enfui à Berlin-Ouest, ensemble avec sa femme Sigrid, qui était également une employée de haut rang au sein de la KoKo. Suivaient l'arrestation, le déménagement en Haute-Bavière, les interrogations par le BND, des procédures pénales et des commissions d'enquête parlementaires tentant de faire un peu la lumière sur l'obscurité. Le sujet est sensible pour les mythes et fantasmes de la conspiration, mais entretemps il existe, en ce qui concerne la KoKo, des recherches

sérieuses fondamentales.¹ La KoKo reflète une structure complexe d'institutions et sociétés qui avaient pour tâche de réaliser des devises en dehors des structures planistes. Ceci était d'autant plus important que le commerce normal interallemand ne se déroulait pas avec des devises mais, de par les restrictions de la loi du gouvernement militaire US n° 53 de 1949, seulement par des soi-disant unités de compensation. En outre, la KoKo s'occupait également de l'approvisionnement illégal de marchandises sous l'embargo.

L'histoire de KoKo est intrinsèquement liée à la personne de Schalck-Golodkowski. Schalck était l'« enfant prodige » du Ministère du Commerce extérieur de la RDA. Le mécanicien de précision qualifié y devenait, à l'âge de 20 ans, responsable du dossier. De 1962 à 1966, il était 1er Secrétaire titulaire de la direction du district du SED dans le département du commerce extérieur, et déjà dans cette fonction il était chargé – en relation avec les entreprises du parti siégeant sur le territoire fédéral – de l'approvisionnement supplémentaire de devises.

La création du secteur de la coordination commerciale remonte, en fin de compte, à une proposition de Schalck. Dans le Ministère du Commerce extérieur, une structure de holding devait être créée pour les activités et les sociétés qui, elles, réalisaient, au travers de voies « peu conventionnelles », des devises. Schalck estimait qu'une systématisation des différentes activités dans ce domaine mènerait à des produits nettement plus élevés. À la fin de 1965, il a ventilé ses idées chez le membre du Politburo du SED Hermann Matern qui, lui, était e.a. responsable des « sociétés du parti » dans l'ouest, et peu après aussi chez l'expert de l'économie du SED Günter Mittag, qui lui était à l'époque ouvert à des idées innovatrices et qui était, en 1966, également intégré au Politburo. Ses ambitions d'adopter lui-même la gérance de ce domaine, Schalck semblait les avoir à peine camouflées. Il s'est procuré un soutien aussi auprès du Ministère de la Sécurité de l'État, notamment chez Hans Fruck, le directeur adjoint puissant de la HV A [Espionnage extérieur], et chez Heinz Volpert, le chargé de Mielke pour les tâches spéciales avec qui il devait, en 1970 à l'école

¹ Notamment Judt, Matthias: Der Bereich Kommerzielle Koordinierung. Das DDR-Wirtschaftsimperium des Alexander Schalck-Golodkowski – Mythos und Realität. Berlin 2013. Le texte ci-présent se fonde – surtout concernant les données et chiffres – notamment sur cette étude.

supérieure du MfS à Potsdam-Eiche, rédiger conjointement une dissertation sur le sujet de la gestion des devises. Schalck les connaissait tous deux de foires à Leipzig ou l'état-major du MfS dirigé par Fruck jouait un rôle prépondérant.² Après qu'Ulbricht a donné le feu vert, la création du domaine, plus tard appelé « coordination commerciale », a été décrétée le 1er avril 1966 par le Conseil des ministres. Le ministre pour le Commerce extérieur et le commerce interallemand était chargé de désigner un mandataire qui devait garantir la « gérance uniforme » des entreprises de commerce extérieur Zentralkommerz, Intrac, Transinter et Intershop. L'objectif était la « réalisation maximale de monnaies capitalistes en dehors du plan de l'État ».³ Le « mandataire » était expressément rendu responsable également du soi-disant « commerce ecclésiastique », c'est-à-dire des transactions financières entre les églises de l'ouest et de l'est auxquelles appartenait aussi le rachat des prisonniers réglé par le biais du Diakonisches Werk de la EKD. De plus, les sociétés de commerce extérieur formellement privées et attachées à la HV A, F. C. Gerlach et G. Simon (plus tard Camet) étaient attribuées au nouveau domaine, et étaient e.a. actives dans l'approvisionnement de marchandises sous l'embargo. Finalement, le nouveau chef de domaine a obtenu l'autorisation explicite d'« employer, temporairement, des fonds de la réserve B de l'État pour la réalisation de recettes de monnaie supplémentaires »⁴, c'est-à-dire de spéculer, sur le marché mondial, avec certaines marchandises.

Schalck-Golodkowski gérait, d'abord de façon informelle, le domaine de la coordination commerciale en construction qui, lui, était créé officiellement au 1er octobre 1966. Le dirigeant officiel provisoire en était l'officier du MfS Horst Roigk qui, lui, est rentré dans le deuxième rang et est devenu l'adjoint de Schalck une fois que ce dernier était nommé formellement. Roigk venait de la section principale XVIII compétente pour la « fortification de l'économie nationale » et y repartait bientôt. Le 15 octobre 1966, Schalck-Golodkowski était engagé par le MfS en tant qu'officier en mission spéciale (OibE) au rang de lieutenant-colonel. Vues les

2 Cf. Schalck-Golodkowski, Alexander: Deutsch-deutsche Erinnerungen. Reinbek près de Hambourg 2000, p. 137-140.

3 Ordonnance n° 61/66 du président du Conseil des ministres de la RDA, 01/04/1966, documenté dans: Deutscher Bundestag, 12e période électorale, imprimé 12/3462, p. 55-57.

4 Ibidem.



▲
Alexander Schalck-Golodkowski reçoit, des mains de Erich Mielke, la « médaille de la fraternité d'armes » à l'occasion de l'achèvement de l'hôpital du MfS à Berlin-Buch, en 1980

BArch, MfS, SdM/Fo/238, image 1

différentes tâches délicates que la KoKo devait accomplir, cela correspondait à la logique en matière de politique de sécurité de la RDA. Seulement avec cela la voie était libre pour un transfert officiel des tâches de gérance et l'approbation corrélative par le Conseil des ministres, ce qui a eu lieu le 7 décembre 1966 et qui a été lié avec sa désignation en tant que ministre adjoint. Pour l'OibE Schalck est devenu responsable pour son vieil ami Heinz Volpert qui, lui, à l'époque exerçait encore nominalement la fonction de directeur adjoint de la section principale XX mais s'occupait au premier rang des « tâches spéciales » délicates, par ordre direct de Mielke, comme par exemple le rachat de la liberté des détenus. Parmi toutes les fonctions de KoKo classées comme particulièrement importantes en matière de sécurité, étaient intégrés des OibE qui, initialement, étaient surtout attachés à Volpert. Le successeur de Roigk en tant qu'adjoint de Schalck, Manfred Seidel, venait – comme son prédécesseur – de la division 7 de la section principale XVIII du MfS, compétente pour la « fortification » du commerce extérieur. Il y avait été le chef de section adjoint et gérait, chez KoKo, la section principale I, compétente pour les champs d'activités particulièrement scabreuses. Il s'agissait entre autres de trafics lors de l'embargo, de commerce d'antiquités et de l'approvisionnement du lotissement du Politburo à Wandlitz avec des « marchandises de l'ouest ». En 1983 a été créé par Rudi Mittig, dans le domaine adjoint du MfS, un « groupe de travail



de coordination commerciale» [AG BKK] indépendant sous la gérance de Wolfram Meinel qui assumait les tâches de fortification et de surveillance concernées de la HA XVIII/7 et les OibE de Volpert.⁵

Malgré la forte imposition d'officiers du MfS – en 1989, presque 20 pour cent des employés du domaine occupaient ce statut – la KoKo ne peut, en aucun cas, être considérée comme juste une succursale du MfS. Au niveau institutionnel, le domaine restait une unité structurelle du Ministère du Commerce extérieur et ses tâches principales étaient purement de nature économique. En novembre 1976, Schalck, avancé au grade de secrétaire d'État, était néanmoins directement subordonné à Günter Mittag, le membre du Politburo du SED compétent en matière économique. De plus, Schalck-Golodkowski, qui avait été promu au grade de colonel du MfS en 1975, était directement responsable, envers le Ministre de la Sécurité de l'État, des tâches de sécurité et opérationnelles au sein de la KoKo. Dans ce contexte existait, dans le secteur de la coordination commerciale, quasiment une triple subordination. Pendant que Schalck-Golodkowski, dans les années 1980, gérait des négociations au niveau de la politique interallemande, s'ajoutait une quatrième obligation de rendre des comptes à Erich Honecker en tant que secrétaire général du SED. En 1986, Schalck est devenu membre actif à part entière du ZK du SED.

⁵ Sur la relation de KoKo et MfS cf. Buthmann, Reinhard: Die Arbeitsgruppe Bereich Kommerzielle Koordinierung (MfS-Handbuch). Berlin 2003.



Le Ministre du Commerce extérieur de la RDA Gerhard Beil, le membre du Politburo du SED Günter Mittag et le directeur de la KoKo Alexander Schalck-Golodkowski [d.g.a.d.] en dialogue avec le président de l'Assemblée des chambres de commerce et d'industrie allemandes (DIHT) de la République fédérale Hans-Peter Stihl le 29 juin 1989

BArch, image 183-1989-0619-029, Settnik

Le réseau de sociétés de la KoKo était, pour des tierces personnes, difficile à démêler. L'entreprise la plus grande et économiquement la plus puissante était Intrac Handelsgesellschaft mbH, créée en 1964, qui réalisait des devises en particulier par le biais de produits d'huile minérale et d'autres matières premières, en partie acquises par le rachat de liberté de détenus. Le traitement des ordures a également joué, dans les bilans de l'Intrac, un rôle croissant. Il s'agissait d'abord surtout d'une importation des ordures de Berlin-Ouest. Dans les années 1980, on a ensuite également importé, à grande échelle, entre autres, des déchets dangereux de la République fédérale ainsi que d'autres pays de l'ouest. La décharge près de Schönberg (arrondissement Grevesmühlen) instaurée expressément pour l'importation des ordures est estimée, à ce jour, gravement polluée. Intrac a réalisé, de 1967 à 1989, 12,5 milliards de Valutamark (monnaie de compensation). Encore plus ancienne était la Zentralkommerz GmbH, créée en 1962, qui faisait essentiellement le commerce de produits de l'agriculture. Dans la même année a été créée, en tant que société filiale de Zentralkommerz, l'Intershop GmbH qui, elle, exploitait les premières boutiques de devises dans la zone de contrôles aux frontières de la gare Berlin-Friedrichstrasse ainsi qu'à Rostock et Leipzig, pour des marins resp. des visiteurs de l'ouest des salons. Immédiatement après la création, en 1966, de la KoKo, il y avait déjà 240 Intershop. Après les allègements des voyages du début des années 1970, ce domaine s'est développé, pour quelques années, comme plus grand gérant de devises du domaine KoKo. Le commerce d'Intershop a notamment augmenté parce que, dès 1974, les citoyens de la RDA étaient également autorisés officiellement à acheter dans les boutiques de devises. Au début des années 1970, la Zentralkommerz GmbH s'est chargé du rôle pionnier dans l'acquisition de crédits auprès des banques occidentales qui devaient, elles, dans les années 1980, jouer un grand rôle dans l'achat de devises. Zentralkommerz a été intégrée, en 1976, à l'Intrac GmbH. Le commerce Intershop a simultanément été centralisé dans la nouvelle société de KoKo Forum GmbH. De 1971 à 1989, les boutiques de devises ont réalisé presque 9 milliards de Valutamark. La société Transinter GmbH, créée en 1966 environ en même temps que le domaine KoKo, a drainé, le long des années suivantes, le gros des représentations des sociétés de l'ouest en termes de commerces avec les entreprises d'État et a ainsi encaissé les commissions respectives. Au

travers de ce modèle économique, elle a, de 1969 à 1983, tout de même empoché 3,7 milliards de Valutamark.

La société de vente par correspondance Genex GmbH, créée déjà en 1956, a pris un rôle particulier et a vendu contre devises, en RDA, des marchandises qui n'étaient pas en vente du tout ou seulement difficilement. L'entreprise faisait partie de la propriété du SED et n'était donc pas subordonnée au secteur de la coordination commerciale mais seulement instruite par ce dernier au niveau de la « politique commerciale ». Au travers de Genex, les communes ecclésiastiques étaient initialement alimentées, surtout en Allemagne de l'est, plus tard les citoyens d'Allemagne fédérale pouvaient, par le biais de cette vente par correspondance, faire parvenir à leurs proches des marchandises recherchées en RDA. Dans les années 1980, Genex offrait même des motocyclettes, voitures, caravanes et maisons préfabriquées. De 1966 à 1989, la société a réalisé des marchandises pour une valeur de 3,4 milliards de Valutamark.

En outre, KoKo a dirigé de nombreuses petites sociétés privées où des prête-noms opéraient en tant que propriétaires, entre autres les « sociétés du parti » à l'ouest, au travers desquelles l'appareil du parti du DKP et les activités politiques camouflées du SED étaient financés, mais aussi diverses entreprises attachées à la HV A [F. C. Gerlach, Camet, Asimex, Interport] qui, elles, jouaient un rôle notamment dans l'approvisionnement de marchandises lors de l'embargo. Particulièrement malfamés étaient les commerces de la Kunst und Antiquitäten GmbH, créée en 1973 et avec son siège à Berlin-Est, parce que les stipulations en vigueur en RDA ont été, pour l'exportation de biens culturels, en partie escamotées ou contournées. De plus, l'État s'est approprié, à l'aide de contrôles fiscaux et de contentieux fiscaux arbitraires contre des marchands d'objets d'art et des collectionneurs, des objets d'art et des antiquités que la société KoKo a vendus, ultérieurement, à l'Ouest. La Kunst und Antiquitäten GmbH, les organes fiscaux et les postes du MfS semblent y avoir collaboré de manière ciblée.⁶ Extrêmement problématiques étaient, du point de vue politico-moral, également les commerces d'armes de la société de la KoKo, Imes, créée en 1981, dont le dépôt d'armes, découvert en décembre

⁶ Cf. Bischof, Ulf: Die Kunst und Antiquitäten GmbH im Bereich Kommerzielle Koordinierung. Berlin 2003.



⬆
Dépôt d'armes de la société de la KoKo Imes à Kavelndorf vers Rostock, immédiatement après sa détection le 2 décembre 1989

Frank Hormann/nordlicht

1989, a déclenché la fuite de Schalck. À quel point sa pratique commerciale était immorale se montrait particulièrement en 1982/83 quand la RDA, pendant la guerre Iran-Irak, au travers d'Imes et d'une autre société [n'appartenant pas à la KoKo], avait livré des armes aux deux belligérants parallèlement. La Kunst und Antiquitäten GmbH a réalisé, pendant la période de son existence, 300 millions de Valutamark et Imes 700 millions. Il s'agissait donc de champs d'activités de la KoKo relativement petits. L'ensemble du bénéfice réalisé par toutes les sociétés de la KoKo monte, pour les années 1967 à 1989, à environ 28 milliards de Valutamark. C'étaient des moyens considérables par lesquels on a pu compenser un peu, au fur et à mesure, les déficits de l'économie planifiée. Le secteur de la coordination commerciale n'a cependant guère pu arrêter le déclin économique de la RDA.

LE RACHAT DE LIBERTÉ DE DÉTENUS DE LA RDA

Jan Philipp Wölbern

Entre 1963 et 1989, le gouvernement fédéral a racheté la liberté de plus de 33 000 détenus politiques dans les prisons en RDA, des personnes que le régime du SED avait arrêtées et condamnées en partie à des longues peines de prison, pour cause d'espionnage réel ou supposé, d'actions de résistance et d'opposition, d'aide à la fuite et de tentatives de fuite ainsi que des demandes de sorties du territoire.¹ En incluant les paiements pour 215 000 autorisations de départs du pays dans le cadre de « regroupements familiaux », les contreparties de l'Ouest se sont accumulées à environ 3,4 milliards de deutschemark. Le fait que le rachat resp. la vente de détenus politiques a été pratiquée en conservant strictement le secret pendant plus de 25 ans, s'explique par l'intérêt constant des deux côtés : le gouvernement fédéral a pu aider, de la façon, les allemands persécutés en RDA pour des raisons politiques, la dictature du SED a profité des contreparties économiques et a affaibli l'opposition en RDA. Erich Mielke, le Ministre de la Sécurité de l'État, l'a abordé, en 1987, dans un discours :

¹ En détail sur le sujet Wölbern, Jan Philipp : Der Häftlingsfreikauf aus der DDR 1962/63–1989. Zwischen Menschenhandel und humanitären Aktionen. Göttingen 2014.

« Nous ne sommes naturellement pas des imbéciles et laissons nos prisons pleines de quelconques pique-assiettes dont nous n'avons de toutes façons pas besoin. Pourquoi alors ne pas les chasser ? Je vais vous le dire : Parce que je pense économiquement pour notre République, bon sang ! »²

Le rachat a été arrangé par deux avocats de Berlin : Me Wolfgang Vogel à Berlin-Est et Me Jürgen Stange à Berlin-Ouest. Les deux ont réussi, premièrement en 1962, au travers de paiements de côtés privés, à racheter des détenus politiques, ce que d'autres avocats avaient également déjà réussi dans des cas individuels. Au printemps 1963, ils ont signalé au gouvernement fédéral la volonté de la RDA de relâcher d'autres détenus contre paiements. L'ancien Ministre fédéral des questions pan-Allemandes Rainer Barzel [CDU], a accepté l'offre avec le soutien de Konrad Adenauer [CDU], le chancelier fédéral. Jusqu'à fin 1963, la RDA a relâché huit détenus, le gouvernement fédéral a payé en revanche 205 000 deutschemark en espèces qui, eux, ont été déposés, par des voies sinueuses, sur un compte de la Sécurité de l'État à Berlin-Est.

En 1964, le rachat était étendu et la libération de 884 détenus, dans un premier temps, contre 37 millions de deutschemark convenue, parmi eux un nombre avec une peine privative de liberté à vie. L'Église protestante et catholique ont dorénavant soutenu le gouvernement fédéral en livrant en RDA des marchandises dont la valeur respective était à la hauteur de la somme de rachat. Les marchandises, ainsi que l'intention, devaient bénéficier à la population et non pas au régime du SED. Jusqu'en 1989, le rachat se déroulait selon ce modèle.

Du côté de l'Allemagne de l'ouest, le « Ministère fédéral des questions pan-Allemandes » était compétent, depuis 1969 pour les « relations interallemandes » [BMB], pour les « efforts spéciaux dans le domaine humanitaire », comment le rachat de liberté des détenus et le regroupement familial étaient officiellement établis. La Rechtsschutzstelle (service de protection juridique), un cabinet d'avocats financé par le BMB, a en outre rassemblé les noms et données des détenus politiques en RDA. Sur la base de ces informations, le BMB a résumé de vastes listes de souhaits qui, elles, ont été transférées à la RDA par le biais des Maîtres Vogel et Stange.

² Intervention d'Erich Mielke lors de la réunion du service du MfS du 12/02/1987 ; BArch, MfS, ZAIG, Tb 47 rot



Interzonenhandel ... aus eigener Produktion, unbeschränkt lieferbar.

Là, le Ministère de la Sécurité de l'État a, sur ordre du SED, effectué les « opérations de détenus » ou bien « émigrations à partir du régime pénitentiaire ». Erich Mielke, lui, a reçu les instructions politiques des secrétaires généraux du SED respectifs, soit Walter Ulbricht soit Erich Honecker. Ils s'étaient réservé l'affaire en tant qu'« affaire du chef ». Mielke, lui, a en revanche mandaté le colonel Heinz Volpert pour la coordination et l'exécution pratique de toute mesure nécessaire. Volpert était parallèlement l'officier de liaison de Maître Vogel qui, lui, était enregistré en tant qu'employé secret du MfS sous le pseudonyme « Georg ». Volpert approuvait les listes des noms souhaités par l'ouest et arbitrait la libération. Les critères pour sa décision étaient d'abord la durée de la peine purgée, ensuite la gravité du délit et les « effets de remous » en cas de libération et départ du pays à l'Ouest. Dès que les négociations menées pour un groupe de personnes, en partie pendant des mois, souvent jusqu'au bord de l'épuisement physique, aboutissaient, le MfS donnait des instructions au parquet pour déposer une demande de sursis avec mise à l'épreuve pour les détenus concernés. Par le biais d'une instruction corrélative aux juges, les tribunaux compétents ont donné gain de cause aux demandes.



Dessin du Sonntagsblatt:

Laine le 13 février 1966

Collection Jupp-Wolter

dans le HdG



Erich Mielke décore

l'officier de la Stasi Heinz

Volpert, responsable du

déroulement du rachat de

liberté de détenus.

BArch, MfS, BdL/Fo/0230,

image 17



Initialement, le rachat se limitait pour la plupart à des détenus avec une peine de plus de cinq ans. Pendant le mandat de Herbert Wehner (SPD), Ministre des questions pan-Allemandes de 1966 à 1969, le rachat s'est étendu aux détenus avec des peines plus courtes et ensuite pérennisé. Depuis, le nombre de détenus rachetés a augmenté et la « fourchette de prix » s'est élargie. Si au départ il y avait encore un tarif uniforme de 40 000 deutschemark, trois catégories supplémentaires étaient constituées jusqu'à fin 1969: 10 000 deutschemark pour une mise en liberté vers l'Ouest après avoir purgé la peine entièrement, 20 000 deutschemark pour une peine résiduelle en dessous des trois mois ainsi que 80 000 deutschemark pour des détenus avec des peines particulièrement hautes. Le successeur de Wehner, Egon Franke (SPD, en fonction de ministre de 1969 à 1982) a continué cette route. Il acceptait pour la première fois des accords spéciaux pour des « cas graves » où jusqu'à 200 000 deutschemark par détenu ont été payés.

Une caractéristique des années 1960 est qu'environ 40 pour cent des détenus rachetés, plus de 2 000 personnes, ont été remises en liberté à leur ancien domicile en RDA et non pas à l'Ouest. D'une part parce que la RDA refusait le libre choix du territoire de libération et d'autre part parce que le MfS laissait les prisonniers dans l'incertitude en ce qui concerne la vraie cause de leur remise en liberté. Beaucoup ont ainsi « décidé » de retourner chez leurs proches en RDA sans jamais avoir connaissance de leur rachat. De plus, le MfS a réussi à facturer à l'ouest des détenus déjà relâchés et à construire des « cas fantômes » c'est-à-dire à escroquer le gouvernement fédéral. L'escroquerie était possible parce que les informations



et données de détentions connues à l'ouest avaient souvent des lacunes et qu'il n'y avait que peu de possibilités de contrôle. Même après la signature du Traité fondamental avec la RDA en 1972, le rachat a continué. À la suite de la politique Détente, la RDA faisait des concessions. Dorénavant, tout détenu racheté pouvait sortir du territoire. En outre, le nombre de détenus rachetés a de nouveau augmenté : s'il y en avait, jusqu'à 1973, pour la plupart moins de 1 000 par an, leur nombre était constamment au-dessus depuis 1974 à une seule exception. Pour éviter des démêlés concernant le montant de la contrepartie, les parties contractantes se sont mises d'accord sur un forfait uniforme de 95 847 deutschemark.

Après le changement de gouvernement à un gouvernement du CDU/CSU-FDP sous le chancelier fédéral Helmut Kohl en 1982, le nombre de demandeurs en détention pour partir du territoire a explosé. Cela nourrissait le soupçon que le MfS a intentionnellement arrêté, par ordre du SED, des demandeurs pour pouvoir les vendre. Le programme de rachat de liberté prévu en tant que mesure de secours risquait de dégénérer en collaboration involontaire de l'ouest avec le régime du SED. Le gouvernement fédéral a protesté chez Maître Vogel, mais a cependant, en 1984 et 1985, racheté au total plus de 4 900 détenus. Seulement au printemps 1989, le gouvernement fédéral a décidé, dorénavant, de ne payer que pour les détenus qui avaient été, eux, condamnés pour tentative de fuite.



Deux autocars avec des détenus rachetés franchissent, en été 1977, le passage de frontière Wartha/Herleshausen

© brunkfoto / giessen

Une raison pour la stabilité étonnante du commerce des détenus était les produits économiques considérables de cette traite des personnes. Initialement, les marchandises étaient encore livrées matériellement en RDA. Dès 1968, Alexander Schalck-Golodkowski et le domaine « coordination commerciale » du Ministère de Commerce extérieur de la RDA ont cependant pris soin à ce que les marchandises aient été converties en devises. Depuis 1974, la monnaie affluait sur un compte de la Deutsche Handelsbank à Berlin-Est. Plus de 96 pour cent des sommes « réalisées », depuis 1974, par le commerce des détenus et des regroupements familiaux y sont arrivées. Presque 77 pour cent des avoirs [3,4 milliards de deutschemark] étaient utilisés par le Ministère des finances de la RDA pour compenser la balance des comptes. La vente des détenus a ainsi contribué à assurer la solvabilité de la RDA hautement endettée auprès des créanciers occidentaux. La RDA a conditionné, dès le début, la conservation stricte du secret des négociations et la discrétion du gouvernement fédéral face aux médias comme condition pour les libérations et a agité la menace sinon de cesser les rachats. Le public, notamment la propre population, ne devait pas avoir connaissance que le régime avait un commerce florissant au travers de la traite des personnes. Dans les médias de la RDA, ce procédé était en conséquence passé sous silence. À l'ouest, le gouvernement fédéral a initialement pu largement convaincre la presse de renoncer à un reportage, dans l'intérêt de la continuité du rachat. Dès 1972, le commerce de détenus est passé, de plus en plus, de la pénombre médiatique à la lumière du grand public. Jusqu'en 1989, les médias imprimés mais aussi les chaînes de télévision qu'on pouvait capter en RDA ont informé du rachat. Les organisations des droits de l'Homme et même les partis communistes en Europe occidentale ont officiellement condamné, de manière brusque, les pratiques du SED. Le régime du SED y a réagi de manière offusquée mais n'a cependant pas mis un terme à la vente de détenus. À la longue, il ne pouvait pas être empêché que la vente de détenus politiques soit de plus en plus connue en RDA, ce qui aboutissait, dans des cas extrêmes, à ce que des personnes décidées à quitter le pays provoquaient une arrestation dans l'intention de parvenir à l'Ouest par le biais du rachat.

Avec plus de 33 000 rachats sur environ 87 000 condamnations politiques entre 1963 et 1989, presque un tiers des détenus politiques a été racheté pendant cette période. Des dossiers du MfS prouvent que dans les

établissements de régime pénitentiaire à Cottbus (hommes) et à Stollberg aux monts Métallifères (femmes), depuis la fin des années 1960, un nombre particulièrement grand de détenus politiques était « concentré ». Une fois le rachat resp. la vente confirmée, le MfS a transféré les détenus à relâcher au centre de détention provisoire du MfS à Karl-Marx-Stadt (Chemnitz). Avec 370 places en détention, il était le plus grand de son genre en RDA et disposait de la capacité nécessaire pour absorber plusieurs centaines de détenus pour l'exploitation en cours. Après le congédiement de la nationalité de la RDA, l'expropriation resp. reconnaissance effective d'obligations financières, les détenus rachetés ont été conduits, avec des autocars de tourisme de l'entrepreneur de transport de Hanau Arthur Reichert, au centre d'accueil d'urgence à Gießen. Le trajet sur le chemin de transit, aujourd'hui l'autoroute fédérale n° 4, mais plus encore le moment du franchissement de la frontière en République fédérale, étaient, pour de nombreux détenus rachetés, l'un des moments les plus émotionnels de leur vie. À Gießen, les anciens détenus politiques parcouraient la procédure d'accueil d'urgence et recevaient le « titre de voyage C » qui les habilitait à la réception de prestations sociales et d'aides à l'insertion spéciales. Selon un barème, ils étaient répartis dans les Länder où ils devaient se repérer, pour la plupart dans un environnement complètement nouveau. La majorité a réussi le nouveau départ, mais de nombreux ont échoué. À ce jour, beaucoup des anciens détenus politiques souffrent de séquelles psychiques durables de la détention.

Comment évaluer le rachat en liberté ? Il a aidé les personnes concernées à sortir de leur détresse existentielle. Encore aujourd'hui, la plupart est reconnaissante de l'aide du gouvernement fédéral. Ce dernier a réussi, par le biais du rachat, à mettre en valeur et avec crédibilité son objectif de remédier aux souffrances résultant de la division et de la dictature. Le régime du SED a pu, d'une part, tirer un avantage financier de la vente des détenus, s'est cependant, d'autre part, discrédité moralement. Au travers des congédiements anticipés de masse de sa propre population envers l'« ennemi de classe ouvrière » à l'ouest, « la meilleure Allemagne » a ultérieurement fait, en permanence, une entorse à ses propres principes ce qui a finalement démotivé les employés de l'appareil du parti et de répression et ainsi contribué à son érosion interne, ce qui était une des raisons pour la Révolution pacifique en automne 1989.

LA PHASE FINALE DU MFS

Walter Süß

Le MfS a été surpris par la dynamique de la Révolution d'automne, bien que ses analystes fussent absolument conscients, auparavant, que le mécontentement dans le pays augmentait et que la situation internationale devenait critique. Les processus de libéralisation en Hongrie, Pologne et notamment en Union soviétique représentaient des défis qui avaient déjà provoqués des problèmes de collaboration et auxquels on ne trouvait aucune réponse. On appréhendait que des tendances comparables puissent également se propager au sein du SED. Moins de soucis étaient causés par le mouvement des droits civiques qu'on considérait relativement marginal et qu'on estimait avoir sous contrôle. De plus, la direction de la Stasi pensait que ce mouvement était dirigé à partir de l'« Ouest » qui, lui, poserait – on jugeait absolument à juste titre – un « ramollissement » graduel mais pas une chute révolutionnaire.

Du point de vue de la Sécurité de l'État, le plus grand problème était, à la fin de l'été 1989, la vague de fuites au travers de la frontière hongroise ouverte graduellement. La direction du SED exigeait de la Sécurité de l'État d'y faire face sans cependant souffler sur les braises de la situation, par la limitation du tourisme régulier. Cela s'est avéré impossible ;



Emploi, par la police, de lances à incendie contre des manifestants vers le Hauptbahnhof [gare centrale] de Dresde le 4 octobre 1989

BArch, MfS, BV Dresde, OD TU, H 5137, feuille 8, image 34



Police et Stasi écartent, devant le Palast der Republik à Berlin le 7 octobre 1989, des manifestants.

BArch, MfS, HA XX/Fo/1021, image 9



de même la tentative d'empêcher la colère croissante dans la population était également en vain. La situation s'est envenimée quand, à partir de fin septembre et en rapport avec les cérémonies officielles du 40e anniversaire de la RDA, des citoyens à ce jour sans histoires, des personnes décidées à quitter le pays et des défenseurs des droits civiques se rassemblaient pour les manifestations de protestation. La tentative de mettre, par le biais de répression, un terme à une telle fronde – comme l'avait revendiqué Honecker – a échoué. La Volkspolizei et la Sécurité de l'État se sont donné du mal à Dresde, Leipzig et Berlin pour chercher la parade, mais surtout la Sécurité de l'État craignait que, en cas d'une intervention trop forte, le courant puisse se propager aux ouvriers dans les entreprises.

La gérance du MfS jugeait que seul un changement à la tête du SED pouvait entraîner une solution; Mielke a donc apporté son soutien à la chute de Honecker. Sous son successeur Egon Krenz, la direction du SED essayait maintenant de renoncer à la répression ouverte, de regagner l'initiative politique et ainsi d'assurer son pouvoir. La gérance de la Sécurité de l'État se consentait également avec cette route et essayait, par ses moyens, de contribuer à la réussite: les organisations de droits civiques devaient être surveillées et infiltrées d'employés non officiels. C'était leur tâche, dans leurs environnements respectifs, de faire face à toute radicalisation ultérieure. Les employés de la Sécurité de l'État devaient en outre sécuriser des événements organisés par le SED et empêcher l'apparition des porte-paroles oppositionnels. Toutes ces intentions ont échoué. Il ne pouvait plus être nié que le SED ne parviendrait pas à contrôler la situation par des moyens politiques, on avait l'intention, à la direction de la Sécurité de l'État, du Ministère de l'Intérieur et de la division de la Sécurité du ZK, de prononcer l'état d'urgence. Mais le Politburo du SED n'était en aucun cas prêt à au moins prendre cette option en considération.

La direction de la Stasi était perplexe face à cette crise évidente. Les premiers symptômes de dissolution pouvaient être observés: début novembre 1989, sur instruction du Ministre de la Sécurité de l'État, on a commencé à évacuer les dossiers des services d'arrondissement estimés particulièrement en péril. On appréhendait que les services puissent être pris d'assaut par des manifestants et que les dossiers tombent ainsi entre les mauvaises mains. La Sécurité de l'État passait donc à l'« autodéfense »: les dossiers importants devaient être transportés aux administrations du

district où ils seraient mieux protégés. C'était l'élément déclencheur pour le démarrage d'une vaste destruction de documents. Elle servait à dissimuler le passé mais signifiait à la fois que la Sécurité de l'État se privait de sa mémoire et ainsi de l'information en tant qu'arme. Plus de la moitié des employés non officiels étaient gérée par les unités régionales de service ; le lien avec la majorité d'entre eux était maintenant rompu. Par conséquence, la Sécurité de l'État ne pouvait plus se servir de son instrument le plus important que de façon très restreinte.

VUS 71/89 Gen. Minister V. 8. 10. 89 :

|| Alle Dienstbereitschaft angewiesen!

- Hausbereitschaft bzw. sportliche Erreichbarkeit
- Dienstwaffe ständig tragen!
- Justizverlegung Ho. Beziehungen POEW
- Verantwortungsbewusstes FH-Einsatz!!

Gen. Kowalek: Zusammenrottungen sind im
keinen zu erlauben!

BEL und KEL werden am
8. 10. 89 informiert, Kampf-
gruppen sind einzulösen

Le prochain choc était la chute du Mur qui a également pris par surprise la plupart des employés du MfS comme le reste de la population. Le déroulement chaotique de l'ouverture des frontières avait, particulièrement pour les membres des organes de sécurité, un effet profondément inquiétant. Les frontières ouvertes signifiaient de plus une perte directe du pouvoir parce que les victimes potentielles pouvaient maintenant se soustraire à l'emprise de l'État. Cela commençait à faire grincer des dents



◀
**Erich Mielke devant la
Chambre du peuple le
13 novembre 1989**

Deutsches Rundfunkarchiv
[DRA]

◀
**Extrait du livre d'ouvrier
d'un employé titulaire du
MfS du 8 octobre 1989**
BArch, MfS, ASt Rostock,
BKG 30

à l'intérieur de la Sécurité de l'État : la frustration concernant l'incapacité à exercer de la direction du parti était générale. Les employés plus simples se sentaient en outre désertés par leurs propres généraux qui, eux, étaient incapables d'indiquer quelles fautes avaient été commises et comment continuer. Les conflits entre la centrale à Berlin et les services dans les arrondissements et les districts se ranimaient. L'ambiance a atteint un point bas quand Erich Mielke, qui avait démissionné ensemble avec le gouvernement entier, juste une semaine avant, a eu sa dernière apparition le 13 novembre devant la Chambre du peuple. Ses tentatives de justification désemparées, incluant sa déclaration comme quoi il « aime tous les Hommes », plongeait ses subordonnés dans un état de honte et de colère. L'échec de la propre gérance devenait, dès ce moment, le sujet de discussion prédominant au sein de la Sécurité de l'État.

Par la formation du gouvernement le 18 novembre, le Ministère de la Sécurité de l'État était rebaptisé Administration pour la Sécurité nationale [AfNS]. Cela s'est passé dans le contexte de la réélection du gouvernement lors de la séance de la Chambre du peuple le 17/18 novembre 1989. En tant que dirigeant de l'autorité Wolfgang Schwanitz a été élu. Mielke était, en tant que ministre de la Sécurité de l'État, encore subordonné au président du Conseil national de la défense et réellement au secrétaire général du SED, tandis que Schwanitz était subordonné au président du Conseil des ministres. Dans la déclaration du gouvernement a été ordonné

à l'autorité que de « nouvelles idées en termes de l'ordre et de la sécurité publics » étaient attendues également dans ce domaine et qu'il fallait réduire l'appareil. Les détails auraient été réglés par une loi qui avait été intentionnée mais qui n'a jamais été adoptée.

Encore le jour de son élection, le nouveau chef de l'autorité a informé les employés de la Sécurité de l'État que le « processus du renouvellement révolutionnaire » était à soutenir sans réserve. Des commissions pour la restructuration ont été instaurées et les unités de service incitées à apporter leurs propres propositions. C'étaient des tentatives d'une réforme technocrate instruite par l'ancienne équipe de généraux. On avait annoncé que le personnel serait réduit – on parlait d'abord de 10 pour cent, deux semaines plus tard la directive proclamait déjà une réduction de 50 pour cent. L'ancienne « vision de l'ennemi » ne devait plus être en vigueur : il fallait maintenant tolérer les « dissidents » et seulement combattre les « ennemis de la Constitution ». Il restait incertain à qui devait être imputés ces derniers dans une période où la Constitution elle-même était mise à disposition. De nombreuses dispositions de service étaient annulées. En même temps, la destruction des documents se prolongeait pendant ces semaines, beaucoup d'employés non officiels étaient déconnectés. Les employés titulaires étaient encore plus inquiétés et démotivés.

Début décembre, le bouleversement révolutionnaire s'est accéléré : le 1er décembre, le « rôle dirigeant » du SED a été supprimé de la Constitution par la Chambre du peuple ressuscitée à la vie politique, le 3 le Politburo a démissionné du SED, le 4 et le 5 décembre des citoyens indignés ont occupé les services d'arrondissement et l'administration du district de l'AfNS. Les employés de la Stasi n'ont pas opposé de résistance violente – pour la plupart d'entre eux, ça semblait ne plus rimer à rien. Encore le 5 décembre, le corps de l'AfNS a démissionné. Les jours suivants, les dirigeants de la majorité des sections principales et des autorités du district de la Sécurité nationale ont été destitués. Le 7 décembre, la Table ronde centrale revendiquait la dissolution de l'AfNS – également avec les votes des délégués du SED. Le 14 décembre, le Conseil des ministres décidait de dissoudre l'AfNS et de la remplacer – ceci incluant les, à ce jour, 91 000 employés – par une autorité de protection de la Constitution considérablement plus petite (environ 10 000 employés) et par un service de renseignement qui, lui, en comparaison à l'administration centrale A,

l'ancienne division d'espionnage, resterait, avec 4 000 employés, presque inchangé. Aucun ancien cadre dirigeant de la Sécurité de l'État ne devait être engagé à l'« autorité de protection de la Constitution ». Parallèlement existait cependant encore l'« AfNS en dissolution » dont les dirigeants devaient régler le vieil appareil. Ceci signifiait une ambivalence qui, elle, renforçait la méfiance générale encore plus et la revendication massive d'une dissolution entière de la police secrète.

Quand la planification des services successeurs s'ébruitait, une nouvelle vague de protestations se déclenchait ainsi que des discussions farouches à la Table ronde. Le gouvernement de coalition risquait donc également de se disloquer. Finalement, le Conseil des ministres a pris, le 13 janvier 1990, la décision de supprimer l'AfNS sans remplacement. Cela a permis une incidence pratique deux jours après, quand, sur initiative du Comité des citoyens régional, la centrale de la Stasi à Berlin-Lichtenberg a été occupée par les activistes des droits civiques. Du Conseil des ministres, entretemps élargi par des « Ministres sans domaine » du Mouvement des droits civiques, la dissolution de la Sécurité de l'État était subordonnée, le 8 février, à trois chargés civils du gouvernement dont deux représentants de la Table ronde centrale. Un « Comité [de l'État] pour la dissolution de l'ancienne AfNS » était instauré dont faisaient partie aussi bien des anciens membres de la Stasi que des défenseurs des droits civiques.

L'instruction de déconnecter aussi les derniers employés non officiels a été prononcée le 12 janvier. Les premiers employés titulaires avaient déjà été licenciés en novembre. Encore le 15 janvier, l'appareil comprenait cependant la majorité des employés, presque 60 000, dont 22 500 devaient être délocalisés à d'autres postes de l'État. Maintenant, ils étaient tous licenciés au 31 mars 1990. Une première exception était introduite pour les environ 200 employés de l'administration centrale A. Comme la division d'espionnage avait l'autorisation de se dissoudre de son propre chef, on leur a accordé trois mois supplémentaires pour finir leur œuvre. Une autre exception était les officiers de la Stasi en mission spéciale qui, eux, étaient employés, dans l'appareil de l'État et l'économie, sous légende civile. Leurs divulgations et licenciements se prolongeaient encore jusqu'à l'automne 1990, en combinaison avec des démêlés politiques farouches.



Face aux 70 000 personnes manifestant le 9 octobre à Leipzig, le SED n'osait plus sévir violemment contre les protestations.

Bundesbildstelle, image n° 334474



Le sablier était écoulé. Les maisons se délabraient, la production bégayait. Le marasme paralysant était toujours glorifié comme réussite par la gérance du SED. L'espoir ne semblait être qu'au-delà de la frontière: à l'ouest la liberté et la prospérité, à l'est réforme et bouleversement qu'on appelait, en URSS, Glasnost et Pérestroïka. Elles étaient bien sûr renvoyées aux frontières de la province du SED, mais en Pologne, [le parti] Solidarność a gagné les élections et a fourni le chef du gouvernement. La Hongrie s'est non seulement ouverte à la démocratie mais aussi ses frontières. Des milliers d'Est-Allemands tiraient parti des trous dans le rideau de fer et s'enfuyaient en République fédérale.

Le MfS observait cela totalement désemparé. La main de fer perdait son efficacité. Plus des personnes quittaient le pays, plus les opposants étaient décidés, allaient sur la place publique et revendiquaient des réformes en RDA. Mielke, horrifié, demandait à ses généraux le 31 août 1989: « Est-ce que demain se déclenche le 17 juin ? »

À partir du mois de septembre, les opposants ont fondé quelques groupements: Neues Forum, Demokratie Jetzt, Vereinigte Linke, Demokratischer Aufbruch, Sozialdemokratische Partei prêtaient à la volonté du changement la voix et l'organisation et constataient: « Il est temps! » D'abord des centaines, puis des milliers descendaient dans les rues et protestaient contre le règne du SED. Encore le 7 octobre, Mielke montait la Sécurité de l'État et la police contre eux. Nombreux d'entre eux étaient

arrêtés et ont subi des tortures humiliantes. Le 9 octobre, la percée se faisait finalement: les dirigeants n'osaient plus intervenir violemment contre 70 000 manifestants. Partout, le SED était forcé à se retirer; le 17 octobre, Honecker devait s'en aller, le 7 novembre, démissionnaient le Politburo, le gouvernement et avec eux aussi Erich Mielke. Le 9 novembre, le Mur chutait, le 1er décembre, la Chambre du peuple supprimait de la Constitution le « rôle dirigeant du SED ».

Le MfS devait également se retirer. Au départ il a seulement changé l'étiquette et s'appelait Administration pour la Sécurité nationale. Il a, de manière affolée, détruit les preuves de ses crimes. Depuis décembre, les postes de service étaient occupés par les citoyens, jusqu'à ce que le gouvernement doive assurer la dissolution de la police secrète à la Table ronde.

Le 18 mars 1990, les citoyens de la RDA ont, après 40 ans de dictature, élu leur première représentation nationale libre. Ce n'était pas un cadeau: ils avaient conquis la liberté eux-mêmes.

Bernd Florath

SÉCURISATION ET OUVERTURE DES DOSSIERS DE LA STASI

Roger Engelmann

À l'automne de la révolution de 1989, la Sécurité de l'État est, dès la mi-octobre, de plus en plus dans la ligne de mire des manifestations. Le Ministre de la Sécurité de l'État, Erich Mielke, a ensuite réagi le 6 novembre avec l'ordre de supprimer, dans les postes d'arrondissements considérés les plus menacés, les dispositions professionnelles et de délocaliser les dossiers opérationnels délicats dans les administrations du district supérieures. Quelques jours plus tard, on parlait déjà de l'élimination de tels documents « qui n'avaient déjà plus d'importance opérationnelle pour [...] le futur travail politico-opérationnel ».¹ À peu près en même temps, on peut démontrer le début de la destruction de documents également pour la centrale du MfS à Berlin. Les dossiers concernés étaient surtout ceux qui résultaient du contrôle du courrier et des mesures d'écoute de la communication par téléphone et qui étaient illégales même selon le droit de la RDA, ainsi que les dossiers sur les employés non officiels [IM]. Wolfgang Schwanitz, le directeur du MfS rebaptisé Administration pour la Sécurité

¹ Citation selon : Süß, Walter : Staatssicherheit am Ende: Warum es den Mächtigen nicht gelang, 1989 eine Revolution zu verhindern. Berlin 1999, p. 555.

nationale [AfNS), ordonnait alors le 22 novembre, un jour après son inauguration, « pour garantir la protection des sources fiables et du secret de moyens opérationnels spécifiques », la destruction de tout matériel qui ne correspondait pas « aux futurs besoins ». ² C'était une directive plutôt obscure mais quasiment la carte blanche pour l'élimination de dossiers en tout genre. La « division Églises » de la centrale du MfS [HA XX/4] passait par exemple peu après pour prendre les dossiers IM particulièrement explosifs. ³

Le fait que dans les postes de service du MfS il y avait de vastes destructions de documents, était bientôt remarquable même pour des personnes extérieures, et le matin du 4 décembre, un employé de l'AfNS l'avouait franchement lors d'une interview radio. Dans la population a grandi la crainte que la Stasi était en train d'étouffer ses crimes. Le même jour, de braves citoyens s'introduisaient dans de nombreux postes de service de la Stasi. Le jour d'après les occupations continuaient – le soir du 5 décembre, presque toutes les administrations du district étaient occupées. Les procureurs auxquels on avait fait appel prenaient soin de la mise sous scellés des placards et des pièces. Se formaient des Comités de citoyens qui attaquaient la sécurisation des dossiers lors d'un « partenariat de sécurisation » avec les parquets et la Volkspolizei. L'efficacité de cette sécurisation de dossiers fait débat. En tout cas l'intention de la gérance de l'AfNS de simplement continuer sur sa lancée malgré les nouvelles conditions échouait. Une décision du Conseil des ministres compétent du 7 décembre, devait immédiatement être retirée après les protestations des Comités de citoyens.

Pendant les semaines d'occupation des postes de service de la Stasi, les structures du pouvoir du régime du SED s'érodaient rapidement. La Table ronde centrale s'est constituée en tant que contrepoids au gouvernement, la dissolution de l'AfNS était décidée et le 15 janvier 1990 la centrale du MfS à Berlin a finalement aussi été occupée.

² Ibidem, p. 559.

³ Sur les destructions de documents et les activités de sécurisations cf. ibidem p. 554-739 ainsi que Kowalczyk, Ilko-Sascha : Endspiel. Die Revolution von 1989 in der DDR. Munich 2009, p. 500-520. Aperçu concis dans Hollitzer, Tobias : Die Bürgerkomitees. Besetzung und Auflösung der Stasi-Zentralen. Eine Reflexion der Ereignisse. Dans : Horch und Guck 9[2000]29, p. 1-13.



Mais cependant la manière de s'y prendre avec les dossiers sécurisés restait au début encore controversé même dans les Comités de citoyens.⁴ Le Comité de citoyens de Schwerin présentait, encore à la mi-février 1990, un propre plan par étapes pour la destruction des dossiers. À Berlin, des dossiers (pour la plupart non-prioritaires) étaient détruits jusqu'au mois de juin – dans la majorité des cas avec le consentement des Comités des citoyens. Les plus graves étaient deux décisions prises par la Table ronde resp. son groupe de travail pour la sécurité le 19 et le 23 février 1990. La première portait sur la destruction de supports de données électroniques de la Stasi et la deuxième accordait à la HVA (espionnage extérieur) son auto-dissolution ce qui allait de pair avec l'élimination quasi-totale de ses dossiers. Dans les deux cas, des appréhensions que les données puissent tomber entre les « mauvaises mains » étaient en jeu. Mais malgré toute perte, on peut considérer le fonds de dossiers du MfS comme extrêmement bien rapporté.

4 Sur ce sujet et au-delà cf. Booß, Christian: Von der Stasi-Erstürmung zur Aktenöffnung. Konflikte und Kompromisse im Vorfeld der Deutschen Einheit. Dans: Deutschland Archiv 44(2011)1, p. 79-87.



➤ **Après l'occupation de l'ensemble des immeubles de la centrale de la Stasi dans la Normannenstrasse à Berlin-Lichtenberg, contrôle des sacs d'un employé de la Stasi le 16 janvier 1990**

BArch, image 183-1990-0116-015, Uhlemann

◀ **Des défenseurs des droits de l'Homme trouvent, le 4 décembre 1989, des traces de destruction des dossiers dans des immeubles de la Stasi**

photo : Siegfried Wittenburg

Les discussions concernant l'utilisation réglée des dossiers restaient cependant pendant longtemps controversées.⁵ Il est toutefois remarquable qu'une décision de la Table ronde centrale du 22 janvier 1990 portait en soi déjà le fonds des réglementations légales postérieures : un lieu central de recherche et commémoratif sur le stalinisme devait être instauré dans lequel les dossiers du MfS devaient être mis à la disposition de la recherche, de la prise de connaissance personnelle des personnes concernées et de la poursuite pénale. Mais la décision n'avait cependant aucun effet pratique – au contraire, initialement, la formation de la volonté allait dans le sens inverse : bien six semaines après, le groupe de travail pour la sécurité de la Table ronde centrale recommandait, dans son rapport de clôture, une destruction des dossiers à caractère personnel du MfS. Le matériel sans caractère personnel devait cependant être mis à la disposition du public le plus tôt possible. Face à la structure du fonds de dossiers du MfS, une telle destruction sélective des dossiers aurait été problématique voire complètement ingérable parce qu'une délimitation de matériel avec ou sans caractère personnel est quasiment impossible. La décision définitive concernant le sort des dossiers était réservée à la Chambre du peuple qui était, elle, pour la première fois librement élue, presque une semaine après, le 18 mars 1990. Pendant la période des élections de la Chambre du peuple avait lieu une immense sensibilisation

5 Sur ces discussions et le processus de législation cf. Schumann, Silke: Vernichten oder Offenlegen? Zur Entstehung des Stasi-Unterlagen-Gesetzes. Eine Dokumentation der öffentlichen Debatte 1990/1991. 2. Aufl., Berlin 2020.

de la population face à la gestion de la Stasi – notamment sur la base de la révélation que certains anciens employés non officiels s'étaient introduits à des positions élevées au sein des partis démocratiques tournés resp. nouvellement créés, comme Wolfgang Schnur [président du Demokratischer Aufbruch], Martin Kirchner [secrétaire général du CDU] et Ibrahim Böhme [président du SPD en RDA].

Bientôt se manifestait, du côté des défenseurs des droits civiques, l'avis que la conservation et l'utilisation des dossiers devaient être ciblées – malgré tout risque s'y afférant. Il devenait clair et net que les dossiers du MfS revêtaient une haute importance en tant que preuves pour les réhabilitations et qu'il y avait, dans la population de la RDA, un besoin étendu de mettre à jour concrètement les machinations du MfS. Selon un sondage du « Spiegel » publié en avril 1990, 86 pour cent de la population en RDA se prononçait pour le droit des victimes à consulter leur propre dossier. De plus, les voix considérant une confrontation intensifiée et amplective avec le passé comme condition préalable pour un nouveau départ réel se multipliaient. Notamment Wolfgang Templin de l'initiative paix et droits de l'Homme, l'auteur Lutz Rathenow et l'ancien député de la Chambre du peuple de Bündnis 90/Grüne Joachim Gauck s'exprimaient déjà en printemps 1990 dans ce sens.

Le 21 juin 1990 s'est constitué, sous la présidence de Gauck, le « Comité spécial de la Chambre du peuple pour le contrôle de la dissolution de MfS/AfNS ». Le comité dans lequel travaillaient à côté des onze députés également 16 représentants des Comités des citoyens, jouait un rôle prépondérant en ce qui concerne la formulation de la loi portant sur les dossiers de la Stasi du parlement de la RDA. C'est grâce à lui que l'ancienne ébauche du gouvernement extrêmement insuffisante était fondamentalement retouchée et élargie. Le droit d'accès était accordé – suivant l'exemple du droit de l'Allemagne fédérale relatif à la protection des données – à toute personne concernée. L'ancienne ébauche l'accordait seulement aux personnes pouvant crédibiliser le fait d'avoir subi un dommage massif. La loi de la Chambre du peuple n'allait toutefois pas aussi loin que, plus tard, la Loi portant sur les dossiers de la Stasi qui a ancré, elle, le droit général d'examen personnel du dossier.

L'utilisation de données à caractère personnel des dossiers du MfS, à des fins de services de renseignement était, selon la loi de la Chambre du

peuple, entièrement interdite. L'utilisation de telles informations pour des poursuites était limitée à de graves infractions [par exemple meurtre ou homicide] dans la mesure où elles n'étaient pas poursuivies, contrairement à la loi en vigueur en RDA. L'utilisation était en outre prévue à des fins de détection de la responsabilité concernant une activité officielle ou non officielle de personnes, pour le MfS, dans le cadre de contrôles de sécurité légalement réglés resp. en cas de « raisons politiquement importantes ». La loi de la Chambre du peuple prévoyait de plus une utilisation des dossiers à des fins scientifiques, incluant une utilisation relativement complète aussi des données à caractère personnel.

Contrairement à la Loi postérieure de décembre 1991 portant sur les dossiers de la Stasi [StUG], la loi de la Chambre du peuple fixait l'entreposage et l'administration décentralisés du fonds des dossiers du MfS. Cela signifie que les dossiers des administrations du district de la Sécurité de l'État auraient été sous la garde des nouveaux Länder respectifs. Seules les archives centrales du MfS devaient être subordonnées au Chargé de mission élu par la Chambre du peuple. L'appréhension des Est-Allemands de perdre tout pouvoir de disposer de la dépouille du MfS après la réunification, une fois arrivé dans le champ de compétence du Ministère de l'Intérieur fédéral, se trouvait à la base de cette réglementation. S'ajoutait une méfiance générale contre toute structure centraliste.

Le fait que ces craintes n'étaient pas du tout sans fondements se montrait déjà dans le contexte direct de l'adoption de la loi par la Chambre du peuple le 24 août 1990. Dans un télex du Ministère de l'Intérieur fédéral du 21 août, le projet de loi avait formellement été contesté. Notamment l'administration décentralisée des dossiers provoquait le refus de l'Allemagne fédérale. On réclamait en outre une « gamme nuancée de règles de destruction » et le président des archives fédérales était déjà envisagé en tant que Chargé de mission pour les dossiers de la Stasi. Une adoption de la loi de la Chambre du peuple par la loi de l'Allemagne fédérale n'était pas prévue dans le traité d'unification qui était, à ce moment, pratiquement négocié définitivement. Le public en RDA réagissait avec indignation. Le 30 août, la Chambre du peuple mandatait le gouvernement de la RDA pour renégocier le traité d'unification et il en découlait une convention de compromis selon laquelle le futur chargé de mission pour les dossiers de la Stasi devait être déterminé par le côté de la RDA. Les dossiers devaient



être entreposés et gérés de manière centralisée sous la compétence de l'État fédéral mais rester sur le territoire de l'ancienne RDA. Les principes de la loi de la Chambre du peuple devaient en outre être pris en compte pour la future législation de l'Allemagne unie. Malgré toutes ces concessions, des défenseurs des droits civiques ont occupé, le 4 septembre, l'ancienne centrale de la Stasi dans la Normannenstrasse ; il y a eu des grèves de la faim parmi les occupants dont des connus comme Bärbel Bohley, Jürgen Fuchs et Wolf Biermann. La réaction des médias était remarquable. Lors des nouvelles négociations concernant le traité d'unification, le côté ouest-allemand faisait des concessions supplémentaires. Dans un accord complémentaire, on a visé une considération « amplective » des principes de la loi de la Chambre du peuple pour la future législation pan-allemande ainsi qu'un entreposage décentralisé des dossiers.

Avec le large vote de la Chambre du peuple, le Conseil des ministres de la RDA a proposé Joachim Gauck en tant que chargé de mission ; il a été désigné le jour de la réunification par le gouvernement fédéral. Peu après, on a promulgué un régime d'affectation provisoire permettant une utilisation limitée des dossiers à des fins d'indemnisation et de réhabilitation, d'examen de députés et d'employés du secteur public ainsi que de poursuite des délits du MfS et de graves délits de la Sécurité de l'État.

Plus d'un an devait passer avant que la Loi fédérale portant sur les dossiers de la Stasi soit adoptée. De cela résultait une ouverture des dossiers encore plus complète que prévue par la loi de la Chambre du peuple. Pour les personnes concernées par les mesures de la Stasi, on a créé un droit complet d'accès et un droit de décryptage des noms d'emprunt des



Le président du Comité de la Chambre du peuple pour le contrôle de la dissolution de la Stasi Joachim Gauck (gauche) et l'auteur-compositeur Wolf Biermann (milieu) dans l'ancienne centrale de la Stasi un des jours après la «deuxième occupation» après le 5 septembre 1990

BArch, image 183-1990-0906-405, Hartmut Reiche

employés non officiels concernés. Également en vue de l'examen des personnes concernant une activité pour le MfS, on a créé à la StUG des réglementations amplectives prévoyant des options d'examen de tout employé du service public et dans les Églises même sans son consentement respectif. Finalement, on a également créé des droits d'accès pour les poursuites pénales ainsi que à des fins de recherches et de médias.

Bien qu'on ait marché sur une terre vierge en matière législative, la loi se prouvait étonnamment équilibrée et praticable. Les révisions ultérieures portaient pour la majorité sur des points marginaux et on peut ainsi constater à juste titre que le Bundestag a réussi, en décembre 1991, un coup de maître. Cela peut également être démontré par l'utilisation accrue par les citoyens des administrations et notamment aussi de la recherche et du journalisme, des options se référant à la StUG ainsi que du rôle exemplaire qu'a atteint le modèle de réexamen allemand à l'étranger.

L'UTILISATION DES DOSSIERS DE LA STASI POUR LES POURSUITES PÉNALES

Günter Bormann

Il y avait de grandes attentes liées à l'ouverture des dossiers de la Stasi. On y cherchait des réponses aux questions sur l'enrichissement des fonctionnaires, l'abus de pouvoir, l'infraction des lois et notamment la répression organisée de façon si complète. Déjà avant les élections de la Chambre du peuple libre le 18 mars 1990, a commencé un premier chapitre de la poursuite – encore par les organes de poursuite de la RDA. Déjà les toutes premières procédures d'enquête sont significatives pour le régime d'injustice de la RDA : fraude électorale, abus de pouvoir, corruption, manœuvre violente contre des manifestants pacifiques en octobre 1989 à Berlin.

Après les élections de la Chambre du peuple libre et la désignation d'un responsable pour les dossiers de la Stasi, les dossiers du MfS pouvaient également être utilisés pour les enquêtes pénales. La loi de la Chambre du peuple portant sur l'utilisation des dossiers de la Stasi ne comprenait que deux options restreintes pour l'accès aux dossiers individuels (droit d'accès pour les réfugiés politiques), mais offrait déjà une large base pour l'utilisation des dossiers pour la poursuite pénale, les procédures de réhabilitation, de cassation et de révision auprès de parquets, tribunaux et autorités. La loi de la Chambre du peuple n'était cependant pas adoptée

au traité d'unification en tant que loi en vigueur de la RDA. Cela menait à des protestations et une nouvelle occupation de la centrale de la Stasi. Un compromis a été trouvé après : jusqu'à une nouvelle réglementation légale, un « règlement d'utilisateur provisoire » du chargé de mission des dossiers de la Stasi était en vigueur. Les dossiers pouvaient provisoirement être utilisés pour le contrôle d'élus et la poursuite pénale.

Avec l'entrée en vigueur de la loi portant sur les dossiers de la Stasi, en décembre 1991, et la mise en place d'une organisation de l'autorité avec plus de 3 300 employés, une base juridique et organisationnelle complète pour l'utilisation des dossiers de la Stasi ainsi que pour la poursuite pénale a finalement été créée.

Les chiffres concernant les demandes au Commissaire fédéral des dossiers du MfS pour la poursuite pénale.

Année	Demandes
1991	n.c. [non communiqué]
1992	28 653
1993	32 983
1994	28 650
1995	24 399
1996	24 889
1997	17 302
1998	20 229
1999	15 421
2000	8 166
2001	4 792
2002	3 235
2003	4 711
2004	1 919
2005	2 078
2006-2010	2 193
2011-2014	1 466

Il y avait prescription pour la majorité des infractions au plus tard en l'an 2000, les chiffres de demandes reflètent nettement le début de la prescription. La cause fréquente pour les enquêtes était, selon les



◀ Itinéraire à l'« objet 74 » où le MfS a exercé, ensemble avec les militants du RAF, le maniement avec des armes de guerre. BArch, MfS, AIM, n° 264/91, vol. 1, feuille 32

résultats du Commissaire fédéral, des procédures pour cause d'espionnage (de citoyen d'Allemagne de l'ouest), lésion corporelle, homicide et meurtre, contournement de la loi, violation de domicile et coercition. On ne peut pas classer les délits en détail, mais on peut, en fonction des groupes de délits, spécifier certaines choses :

Les dossiers de la Stasi et la criminalité générale

Quoique l'attention publique visait au premier rang le domaine de l'injustice du système de la RDA, il ne faut surtout pas oublier que la poursuite pénale de la criminalité générale, en Allemagne réunie, dépendait également des dossiers du service de la Sécurité de l'État. Là aussi se montre l'« hypertrophie » du régime de la Stasi – le Ministère de la Sécurité de l'État enquêtait dans beaucoup de cas de grave criminalité. Au sein du socialisme, le phénomène de la criminalité grave ne devait en principe plus exister. La société de classes, dont les contradictions étaient la première cause de la criminalité, était bien supprimée. Les graves infractions devenaient donc, déjà pour des raisons idéologiques, une affaire [de la Sécurité] de l'État. Le sentiment de sécurité subjectif de la population en RDA reposait souvent sur le fait que les infractions graves étaient traitées à huis clos par le Ministère de la Sécurité de l'État. Un grand fonds de dossiers juridiques était gardé, en tant que mémoire d'informations, au sein du MfS – même si le MfS n'avait pas mené la procédure lui-même.

L'extrémisme de droite et la xénophobie étaient, pendant la RDA, un phénomène largement partagé dans les districts est-allemands – bien sûr sans que cela devienne un sujet public. Le service de la Sécurité de l'État a perçu ces phénomènes et les a poursuivis pénalement. Les dossiers de la Stasi ont plus tard, là aussi, mis des renseignements précieux à disposition. Comme les phénomènes d'extrême droite en RDA, selon l'idéologie prédominante, n'étaient explicables que comme résultat des influences en provenance de l'ouest, le service de la Sécurité de l'État a bloqué, là aussi, son regard sur les causes sociales spécifiques de la RDA.

Les dossiers de la Stasi et le terrorisme

Le service de la Sécurité de l'État a non seulement toléré les terroristes de la RAF de l'Allemagne de l'ouest et les a aidés passivement en leur accordant des entrées et transits libres. Il a été permis à toute une série de

repentis de mener, en RDA, une vie civile sous un faux nom. Ce camouflage a été démasqué par l'ouverture des dossiers de la Stasi. Ces derniers ont fourni les renseignements décisifs concernant les lieux de séjour et les nouvelles identités des terroristes disparus.

Les dossiers de la Stasi ont en outre prouvé que le service de la Sécurité de l'État a non seulement soutenu des mouvements de libération mais aussi des groupes terroristes. Les dossiers de la Stasi prouvent par exemple la tolérance et le soutien du MfS pour l'attentat contre la discothèque La Belle, en 1986, à Berlin, et le terroriste dit Carlos. Il ne restait après plus beaucoup de la prétention du service de la Sécurité de l'État de se présenter en tant que défenseur de mouvements légitimes de libération et comme garant de sécurité pour la paix mondiale.

L'espionnage pour la RDA des personnes sur le territoire de la RFA

Le travail à l'ouest du MfS, comme on a appelé l'activité d'espionnage du service de renseignement en République fédérale et dans le monde de l'ouest, était, sur la base des dossiers de la Stasi, l'objet d'intenses activités d'enquête du ministère public. On peut partir du fait qu'en tout cas le réseau d'agents et les structures des activités à l'étranger du service de la Sécurité de l'État, incluant l'administration centrale de la reconnaissance (HVA), ont été détectés.¹ Malheureusement, le public n'a pas perçu ces résultats positifs assez clairement. De par le retour tardif, seulement en 2003, des USA des fichiers Rosenholz au Commissaire fédéral, [le fichier Rosenholz représente le registre des personnes de la HVA], a surgi la fausse impression qu'il y avait eu, là, un état d'urgence en matière d'élucidation. Le contraire est vrai : outre les efforts réussis d'élucidation en matière pénale il y a une profonde remise à neuf scientifique de ce sujet, notamment par les publications d'Archives des dossiers de Stasi depuis 1993.²

1 Cf. Lampe, Joachim : Juristische Aufarbeitung der Westspionage des MfS. 3e édition, Berlin 2002.

2 Herbstritt, Georg offre par exemple un bon aperçu : Bundesbürger im Dienst der DDR-Spionage. Eine analytische Studie. Göttingen 2007 ; Le Bundestag allemand de 1949 à 1989 dans les dossiers du Ministère de la Sécurité de l'État (MfS) en RDA. [Der Deutsche Bundestag 1949 bis 1989 in den Akten des Ministeriums für Staatssicherheit (MfS) der DDR.] Expertise pour le Bundestag allemand selon § 37 (3) de la loi portant sur les dossiers de la Stasi. [Gutachten für den Deutschen Bundestag gemäß § 37 (3) des Stasi-Unterlagen-Gesetzes.] [Éditeur] : BStU Berlin 2013 ; La recherche d'Archives des dossiers de la Stasi ne pouvait pas seulement s'appuyer sur les fichiers Rosenholz et les dossiers de la Stasi mais aussi sur les dossiers importants du parquet fédéral.

Les dossiers de la Stasi et les morts à la frontière

Pour ces procédures, les dossiers de la Stasi étaient, dans la plupart des cas, indispensables : le service de la Sécurité de l'État n'a pas seulement documenté les procédés à la frontière mais également comment les décès ont été dissimulés. Les autres cas, comme les morts inconnus dans la mer Baltique ou les morts à la frontière par exemple en Bulgarie, pouvaient seulement être élucidés au travers des dossiers du service de la Sécurité de l'État ou des anciennes « organisations frères ». Ces procédures ont soulevé de grands problèmes juridiques. Ici se montre un problème fondamental en termes de la poursuite pénale de l'injustice du régime de la RDA : selon la loi en RDA, le garde-frontière agissait légalement s'il tentait d'empêcher un franchissement illégal de la frontière et ainsi une infraction. D'après l'interdiction de répercussion, il existerait une option pour les condamnations seules en cas d'exception si le garde-frontière avait délibérément outrepassé sa marge de manœuvre et ainsi violé le droit de la RDA. Tout le monde pouvait en réalité reconnaître que le régime des frontières de la RDA en soi représentait une grave violation des droits de l'Homme fondamentaux. Les dirigeants de la RDA en étaient également conscients : la situation de l'ordre était par conséquent délibérément gardée obscure, le secret ordonné et l'information du public exclue. Les victimes blessées à la frontière ont été transportées de manière conspiratrice dans des hôpitaux choisis pour assurer le secret, même si cela signifiait un risque sanitaire supplémentaire pour les blessés. Cela aboutissait finalement à ce que tous les participants – du garde-frontière individuel jusqu'au membre responsable du Politburo – devaient assumer pénalement et ne pouvaient pas se prévaloir des dispositions en RDA ni des ordres.³

Les dossiers de la Stasi et les crimes nazis

Les archives du MfS comprennent également des dossiers détaillés de la période nazie. Le MfS a systématiquement et avec un immense investissement rassemblé, en Allemagne et en Europe de l'Est, des dossiers de la

3 Sur l'aspect de la mise à jour de la responsabilité pénale des tirs au Mur de Berlin cf. aussi Hertle, Hans-Hermann ; Nooke, Maria [éditeur] : Die Todesopfer an der Berliner Mauer 1961–1989. Ein biographisches Handbuch. Berlin 2009.



Au début du procès du Politburo, au Landgericht Berlin, le 12 novembre 1992, Mielke et Honecker se sont de nouveau rencontrés.

picture-alliance/dpa, image n° 2014295, photo: Wolfgang Kumm

période nazie. Dès 1989, les autorités d'enquête ont déposé, auprès du BStU, plus de 500 demandes d'accès aux dossiers nazis. De grandes procédures n'ont plus été ouvertes, à cause de l'intervalle de temps, comme on pouvait s'y attendre. Il est donc encore plus important de regarder de manière critique l'utilisation de ce fonds de dossiers, jusqu'à 1989, par le service de la Sécurité de l'État. Le fait qu'il ne s'agissait pas, pour le MfS, en premier lieu de la poursuite d'auteurs nazis, a été décrit par Henry Leide.⁴ Certes des procédures individuelles de condamnation d'auteurs nazis avec couverture médiatique ont été mises en scène de façon impressionnante. À condition que les procédures aient permis de créer une image positive de la poursuite nazie en RDA. Le déroulement soigneusement mis en scène ainsi que le résultat des procédures en RDA devaient, si possible, ostensiblement contraster avec les procédures similaires en République fédérale. L'utilisation opérationnelle des dossiers nazis devait, pour le service de la Sécurité de l'État, en outre prendre l'avant-plan et exclure, de cette manière, une poursuite systématique. Les dossiers nazis devaient tout d'abord servir en tant que matériel de propagande

⁴ Leide, Henry: NS-Verbrecher und Staatssicherheit. Die geheime Vergangenheitspolitik der DDR. Göttingen 2006.



Markus Wolf (milieu) le 20 mai 1997 avec son épouse Andrea et ses avocats Me Wolf Römmig (gauche) et Me Johann Schwenn sur le chemin du Oberlandesgericht Düsseldorf

picture-alliance/dpa, image n° 2544139, photo: Uta Rademacher

dans le démêlé des ordres sociaux interallemands, de matériel de chantage contre des personnes publiques ou de moyen coercitif pour entraîner d'anciens auteurs nazis dans la collaboration non officielle.

Les dossiers de la Stasi et les prises en compte pénales de l'injustice de la RDA

« La poursuite pénale de l'injustice de la RDA est terminée. Depuis 2005, l'ensemble des procédures d'enquêtes s'y rapportant ainsi que judiciaires est conclu. Vu le début de la prescription le 3 octobre 2000 pour tout délit sauf meurtre, il ne faut pas s'attendre à de nouvelles plaintes. »⁵

Voilà un sujet qui a occupé le public intensément. Les chiffres concernant les résultats de la prise en compte pénale de l'injustice réelle du régime de la RDA sont, au premier coup d'œil, décevant : le nombre total de procédures d'enquête ouvertes, après la réunification, à cause d'injustice de la RDA (sans espionnage) s'élève à 75 000 procédures d'enquête contre 100 000 prévenus. Après la conclusion des enquêtes, 1 021 procédures juridiques avec 1 737 inculpés ont été ouvertes. Seulement 43 pour cent

⁵ Marxen, Klaus ; Wehrle, Gerhard ; Schäfter, Petra: Die Strafverfolgung von DDR-Unrecht. Fakten und Zahlen. Berlin 2007, p. 7.

des procédures se sont terminées avec des condamnations [753 personnes condamnées]. C'est sans doute un bilan décevant des prises en compte pénales de l'injustice de la RDA comprenant toute une large palette d'actes de violence à la frontière interallemande, de fraude électorale, contournement de la loi, dénonciation, crimes du MfS, sévices de détenus, dopage, abus du pouvoir de fonction et corruption ainsi que des infractions économiques. Ce qui est tout d'abord certain, c'est qu'il ne peut pas être question de justice de vainqueur. L'interdiction de répercussion en tant que principe d'État de droit interdit les réglementations rétroactives. Après le procès de transition entre deux ordres juridiques était donc en vigueur : une peine pouvait être infligée seulement si une action était punissable selon le droit de la RDA ainsi que susceptible d'être poursuivie selon le nouveau droit de l'Allemagne réunie. Il faut déterminer comme suit : la justice a, en ce qui concerne les procédures, méticuleusement respecté les principes d'État de droit et quand-même élucidé des faits importants. Surtout la responsabilité politique du régime des frontières a été poursuivie jusque dans la nomenclature.

Les dossiers de la Stasi et la réhabilitation pénale et l'indemnisation

Il ne faudrait pas oublier que les prises en compte pénales de l'injustice de la RDA comprenaient les deux côtés. La poursuite d'auteurs responsables de l'injustice de la RDA, n'est que l'un des côtés. De l'autre côté se trouve l'indemnisation de l'injustice que les victimes ont subie. Après la réunification, on devait corriger, dans des milliers de cas, par le biais de la réhabilitation des victimes, les injustices de la RDA. Ici, la justice a – malgré toutes les difficultés – travaillé de façon exemplaire et dans de nombreux cas, les dossiers de la Stasi étaient la seule preuve disponible. Il existe là une différence marquante comparé à l'annulation tardive, dans la jeune République fédérale, des jugements nazis. Si un jugement global est rendu concernant la prise en compte pénale, notre regard devrait cibler les victimes : les dossiers de la Stasi étaient, dans de nombreux cas, une base importante pour la réparation pénale sous forme de procédures de cassation, d'annulation de jugements d'injustice et de procédures d'indemnisation en faveur des victimes de l'injustice judiciaire de la RDA. Au total 496 895 demandes ont été déposées auprès du Commissaire fédéral visant à l'utilisation de dossiers de la Stasi à des

fins de réhabilitation et de réparation.⁶ Les dossiers de la Stasi étaient, concernant la prise en compte pénale, une base indispensable et ils resteront, à l'avenir, un objet important de recherche historique et d'éducation politique.

6 État 12e rapport d'activité, cf. Douzième rapport d'activité du Commissaire fédéral pour les dossiers du service de la Sécurité de l'État de l'ancienne République démocratique allemande pour les années 2013 et 2014. [12. Tätigkeitsbericht, vgl. Zwölfter Tätigkeitsbericht des Bundesbeauftragten für die Unterlagen des Staatssicherheitsdienstes der ehemaligen Deutschen Demokratischen Republik für die Jahre 2013 und 2014.] Berlin 2015, p. 101.

ANNEXE

Liste des abréviations

AfNS	Administration pour la Sécurité nationale [Amt für Nationale Sicherheit]
AG	Groupe de travail [Arbeitsgruppe]
AGM	Groupe de travail ministériel [Arbeitsgruppe des Ministers]
AKG	Groupe d'évaluation et de contrôle [Auswertungs- und Kontrollgruppe]
ANC	African National Congress
AQibE	Dossier archivé d'un officier en mission spéciale [Archivierte Akte eines Offiziers im besonderen Einsatz]
AOP	Processus opérationnel archivé [Archivierter Operativer Vorgang]
AS	Classement général [Allgemeine Sachablage]
BArch	Archives fédérales [Bundesarchiv]
BdL	Bureau de la direction [Büro der Leitung]
BFC	Club de football de Berlin [Berliner Fußballclub]
BKK	Domaine de la coordination commerciale [Bereich Kommerzielle Koordinierung]
BMB	Ministère fédéral des relations pan-Allemandes [Bundesministerium für innerdeutsche Beziehungen]
BND	Service de renseignements fédéral [Bundesnachrichtendienst]
BStU	Le Commissaire fédéral des dossiers du service de la Sécurité de l'État de l'ancienne RDA [Der Bundesbeauftragte für die Unterlagen des Staatssicherheitsdienstes der ehemaligen DDR]
CDU	Union chrétienne-démocrate d'Allemagne [Christlich Demokratische Union Deutschlands – parti politique, libéral-conservateur]
ČSSR	République tchécoslovaque socialiste [Československá Socialistická Republika]

CSU	Union chrétienne-sociale [Christlich-Soziale Union – parti politique, voir CDU, en Bavière]
DDR	RDA République démocratique allemande [Deutsche Demokratische Republik]
DEFA	studio public de la RDA [Deutsche Film AG]
DKP	Parti communiste allemand [Deutsche Kommunistische Partei]
DM	deutschemark [Deutsche Mark]
EDV	traitement électronique des données [Elektronische Datenverarbeitung]
EKD	Église protestante en Allemagne [Evangelische Kirche in Deutschland – regroupement d'Églises protestantes en Allemagne]
FC	Club de football [Fußballclub]
FIM	Dirigeant IM [Führungs-IM]
FDJ	Jeunesse allemande libre [Freie Deutsche Jugend – mouvement de jeunesse officiel en RDA]
FDP	Parti libéral-démocrate [parti politique] [Freie Demokratische Partei]
Genex	Service de cadeaux et de petites exportations sarl [Geschenkdienst- und Kleinexporte GmbH]
GL	Général de corps d'armée [Generalleutnant]
GM	Général de division [Generalmajor]
GmbH	Société à responsabilité limitée [Gesellschaft mit beschränkter Haftung]
GMS	Employé social pour la sécurité [Gesellschaftlicher Mitarbeiter für Sicherheit]
GO	Général d'armée [Generaloberst]

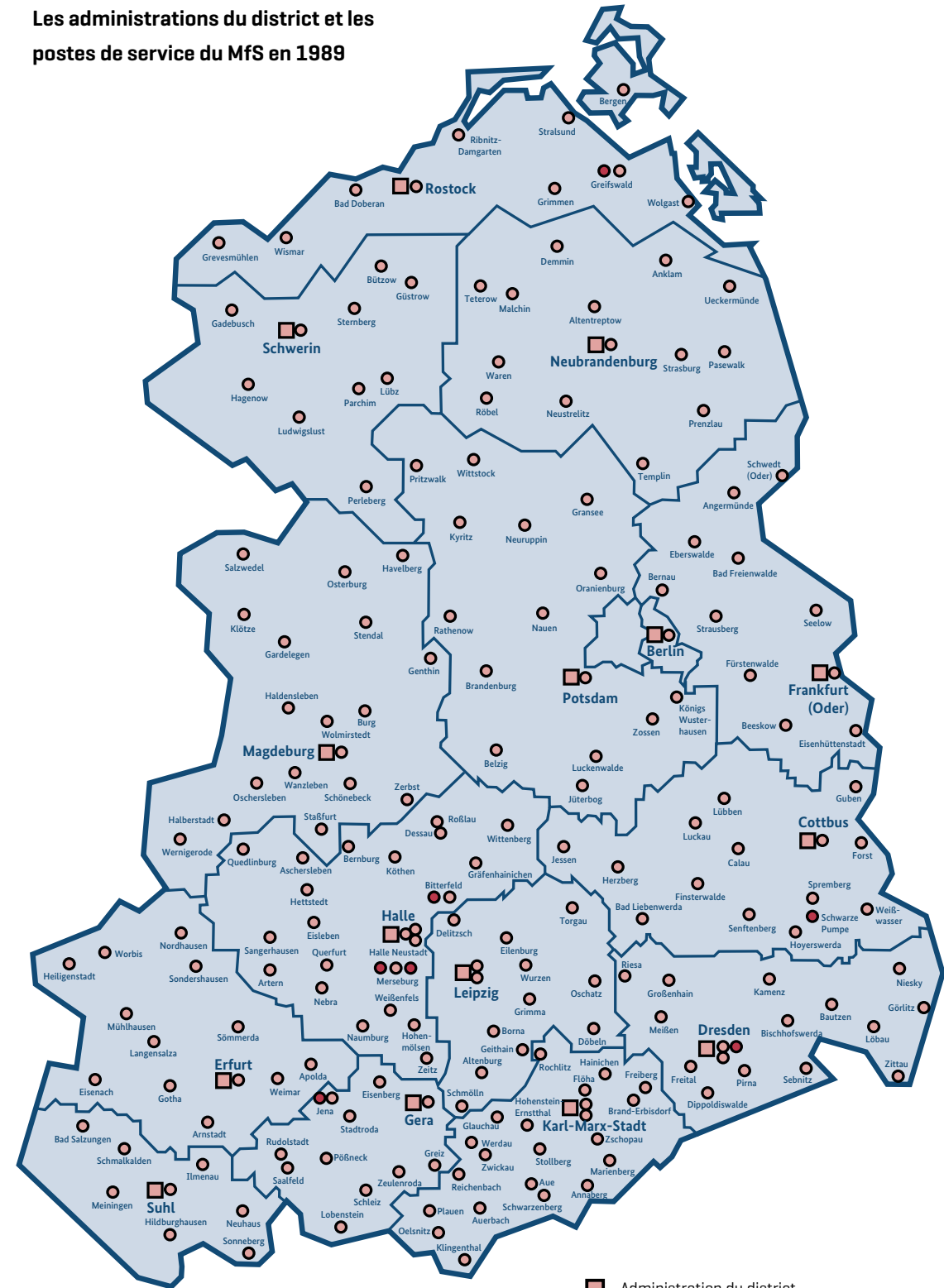
GRU	Direction générale du renseignement; Service de renseignement militaire de l'armée Rouge [Glawnoje Raswedywatelnoje Uprawlenije]
HA	Section principale [Hauptabteilung]
HIME	Employé non officiel titulaire en mission spéciale [Hauptamtlicher Inoffizieller Mitarbeiter im besonderen Einsatz]
HSV	Association sportive de Hambourg [Hamburger Sportverein]
HV A	Administration centrale A [Hauptverwaltung A]
IM	Employé non officiel [Inoffizieller Mitarbeiter]
IMB	Employé non officiel en contact avec l'ennemi [Inoffizieller Mitarbeiter mit Feindberührung]
IME	Employé non officiel en mission spéciale [Inoffizieller Mitarbeiter im besonderen Einsatz]
IMK	Employé non officiel pour la sécurisation de la conspiration [Inoffizieller Mitarbeiter zur Sicherung der Konspiration]
ISH	Syndicat international des marins et dockers [International Union of Seamen and Harbour Workers]
KD	Service d'arrondissement [Kreisdienststelle]
KGB	Comité de la Sécurité de l'État [Komitet Gosudarstwennoj Besopasnosti]
KL	Direction de l'arrondissement [Kreisleitung]
KJVD	Ligue des jeunes communistes d'Allemagne [Kommunistischer Jugendverband Deutschlands]
KoKo	Coordination commerciale [Kommerzielle Koordinierung]
Komintern	Internationale communiste [Kommunistische Internationale]
KPD	Parti communiste d'Allemagne [Kommunistische Partei Deutschlands]

KPdSU	PCUS Parti communiste de l'Union soviétique [Kommunistische Partei der Sowjetunion]
KSZE	CSCE Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe [Konferenz über Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa]
Mdi	Ministère de l'intérieur [Ministerium des Innern]
MfS	Ministère de la Sécurité de l'État [Ministerium für Staatssicherheit]
MGB	Ministère de la Sécurité de l'État [en URSS] [Ministerstwo Gosudarstvennoj Besopasnosti]
MWD	Ministère des Affaires intérieures [en URSS] [Ministerstwo Wnutrennych Del]
NATO	OTAN Organisation du traité de l'Atlantique nord [North Atlantic Treaty Organization]
NS	nazi nazisme, national-socialiste [Nationalsozialismus, nationalsozialistisch]
NVA	Armée populaire nationale en RDA [Nationale Volksarmee]
NVR	Conseil national de la défense [Nationaler Verteidigungsrat]
OD	Poste de service d'objets [Objektdienststelle]
OibE	Officier en mission spéciale [Offizier im besonderen Einsatz]
OSL	Lieutenant-colonel [Oberstleutnant]
RAF	RAF/FAR Fraction Armée rouge [Rote Armee Fraktion – organisation terroriste allemande d'extrême gauche]
RFB	Union des combattants du Front rouge [Rotfrontkämpferbund]
RIAS	Radio dans le secteur américain [Rundfunk im amerikanischen Sektor]
SBZ	Zone d'occupation soviétique [Sowjetische Besatzungszone]

SdM	Secrétariat du Ministre [Sekretariat des Ministers]
SED	Parti socialiste unifié d'Allemagne [en RDA] [Sozialistische Einheitspartei Deutschlands]
SIRA	Système de recherches d'informations de la HVA [System der Informationsrecherche der HVA]
SM	Mine à fragmentation [Splittermine]
SPD	Parti social-démocrate d'Allemagne [Sozialdemokratische Partei Deutschlands]
StGB	Code pénal allemand [Strafgesetzbuch]
StUG	Loi portant sur les dossiers de la Stasi [Stasi-Unterlagen-Gesetz]
SV	Association sportive [Sportverein]
SWAPO	Organisation du peuple du Sud-Ouest africain [South West African People's Organization – syndicat namibien]
TU	Université technique [Technische Universität]
UdSSR	URSS Union des républiques socialistes soviétiques [Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken]
UKW	VHF bande très hautes fréquences [Ultrakurzwelle]
UNO	ONU Organisation des Nations unies [United Nations Organization]
V-Leute	Personnes de liaison [Verbindungs-Leute]
VP	Volkspolizei [Volkspolizei – Police populaire en RDA]
WR	Régiment de garde [Wachregiment]
ZAIG	Groupe central d'évaluation et d'information [Zentrale Auswertungs- und Informationsgruppe]
ZAPU	Union du peuple africain du Zimbabwe [Zimbabwe African Peoples Union]

- ZIG Groupe central d'information
[Zentrale Informationsgruppe]
- ZKG Groupe central de coordination
[Zentrale Koordinierungsgruppe]
- ZK Comité central
[Zentralkomitee]
- ZMA Dépôt central de matériel
[Zentrale Materialablage]
- ZOV Processus opérationnel central
[Zentraler Operativer Vorgang]

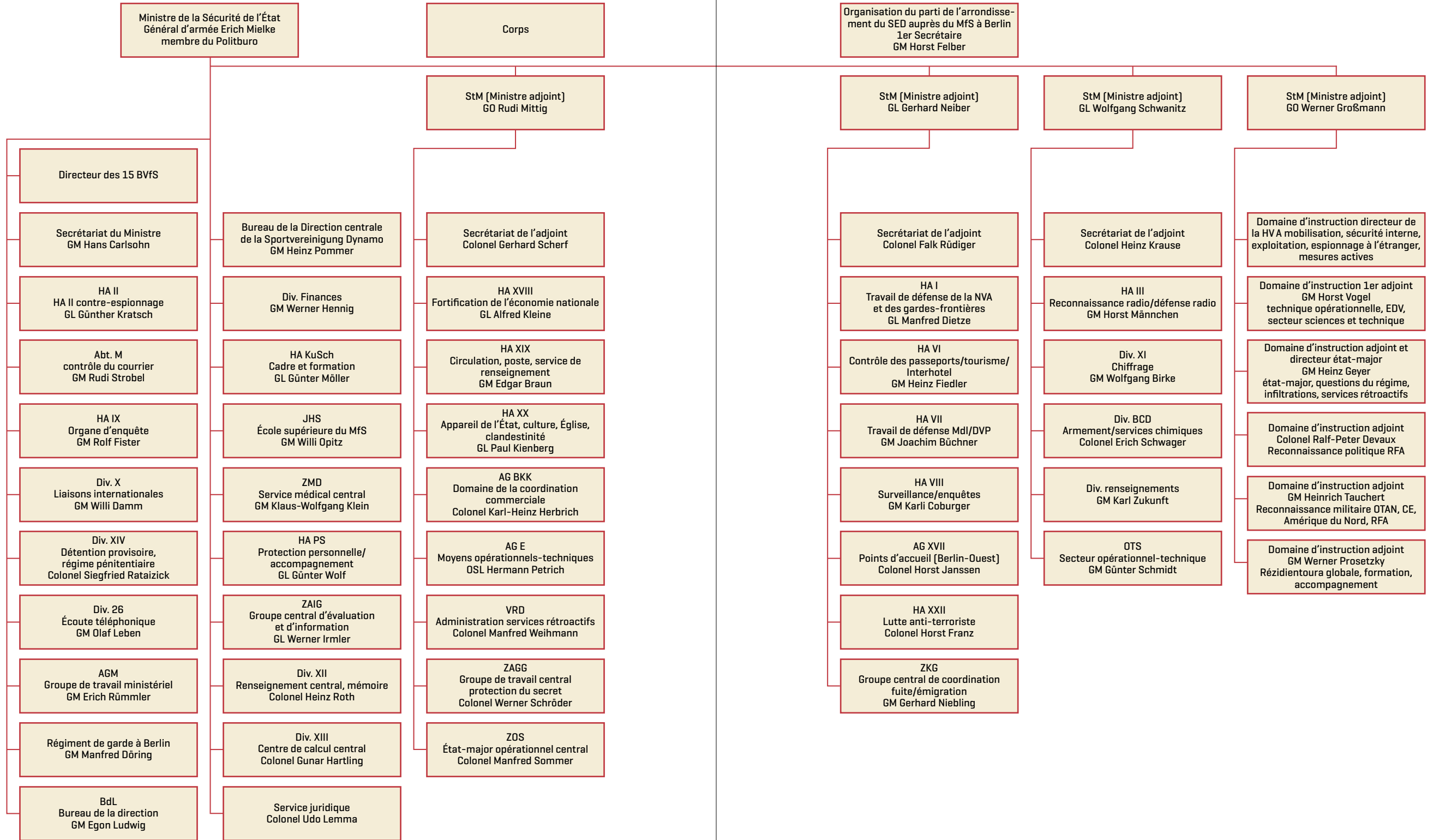
Les administrations du district et les postes de service du MfS en 1989



En matières territoriales, le MfS s'est réparti, en 1989, en 15 administrations du district, 209 services d'arrondissement et 7 postes de service d'objets

- Administration du district
- Service d'arrondissement
(Berlin : 11 services d'arrondissement)
- Poste de service d'objets

Organigramme du Ministère de la Sécurité de l'État en 1989



Liste des auteurs

Günter Bormann

Né en 1955, juriste ; Directeur du Bureau de conseil juridique des archives des dossiers de la Stasi.

Jutta Braun

Dr, née en 1967, historienne; Employée scientifique, Centre de la Recherche contemporaine, Potsdam.

Roger Engelmann

Dr, né en 1956, historien ; Directeur de projet de la division communication et savoir des archives des dossiers de la Stasi.

Bernd Florath

Dr, né en 1954, historien ; ancien Employé scientifique de la division éducation et recherche des archives des dossiers de la Stasi.

Jens Gieseke

Dr, né en 1964, historien ; Directeur de projet, Centre de la Recherche contemporaine, Potsdam.

Christian Halbrock

Dr, né en 1963, historien ; Employé scientifique de la division communication et savoir des archives des dossiers de la Stasi.

Helge Heidemeyer

Dr, né en 1963, historien ; Directeur du lieu commémoratif de Berlin-Hohenschönhausen.

Georg Herbstritt

Dr, né en 1965, historien ; Employé scientifique de la division communication et savoir des archives des dossiers de la Stasi.

Ilko-Sascha Kowalczyk

Dr, né en 1967, historien ; Directeur de projet de la division communication et savoir des archives des dossiers de la Stasi.

Daniela Münkel

Prof Dr, née en 1962, historienne ; Directrice de la recherche des archives des dossiers de la Stasi.

Arno Polzin

Né en 1962, ingénieur en mécanique ; Employé de la division communication et savoir des archives des dossiers de la Stasi.

Elke Stadelmann-Wenz

Dr, née en 1966, historienne ; Directrice de la recherche du lieu commémoratif de Berlin-Hohenschönhausen.

Walter Süß

Dr, né en 1947, politologue ; ancien Directeur de projet de la division éducation et recherche des archives des dossiers de la Stasi.

Jan Philipp Wölbern

Dr, né en 1980, historien ; Employé scientifique à la Fondation Konrad Adenauer, Berlin.

Tobias Wunschik

Dr, né en 1967, politologue ; Employé scientifique de la division communication et savoir des archives des dossiers de la Stasi.

Réimpression

Les articles suivants sont des réimpressions inchangées de :
Stasi. Die Ausstellung zur DDR-Staatssicherheit. Katalog und Aufsätze.
Berlin 2011.

Jens Gieseke: Was bedeutete es, ein Tschekist zu sein? [p. 168-171]

Daniela Münkel: Staatssicherheit und Grenze [p. 185-188]

Ilko-Sascha Kowalczyk: DDR-Alltag und MfS [p. 193-196]

Walter Süß: Endphase des MfS [p. 202-205]

